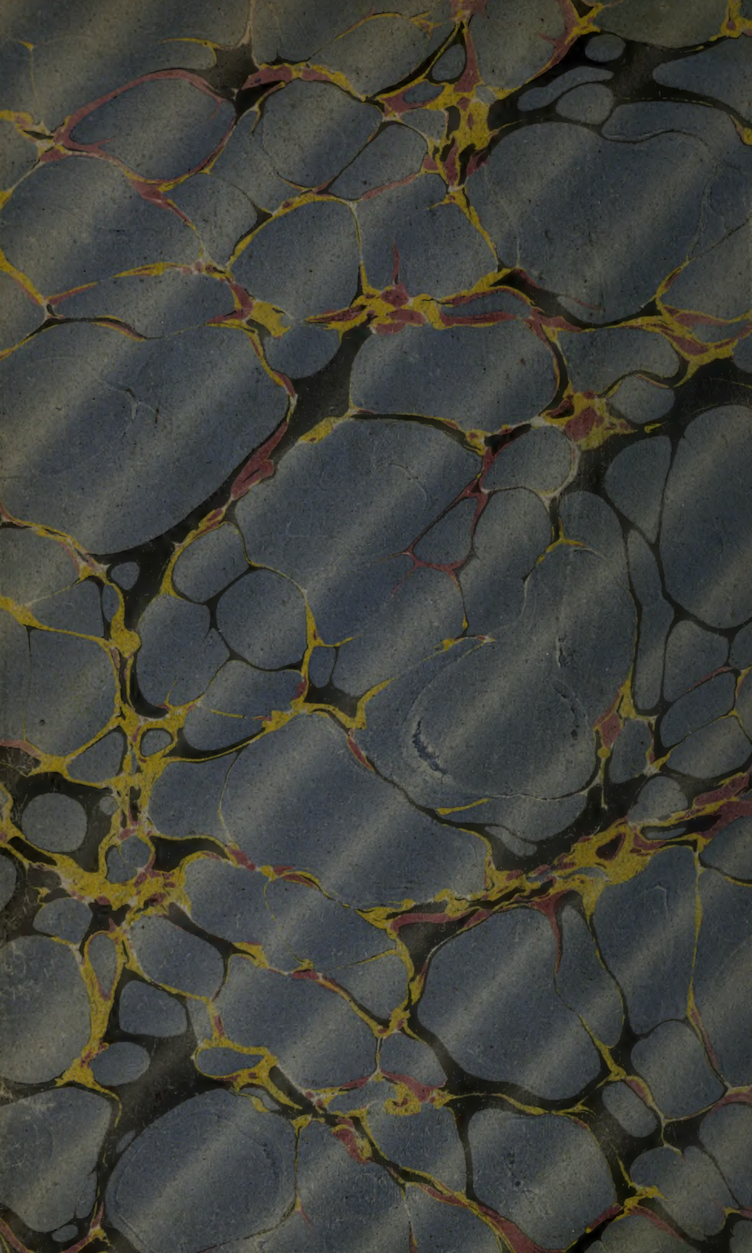
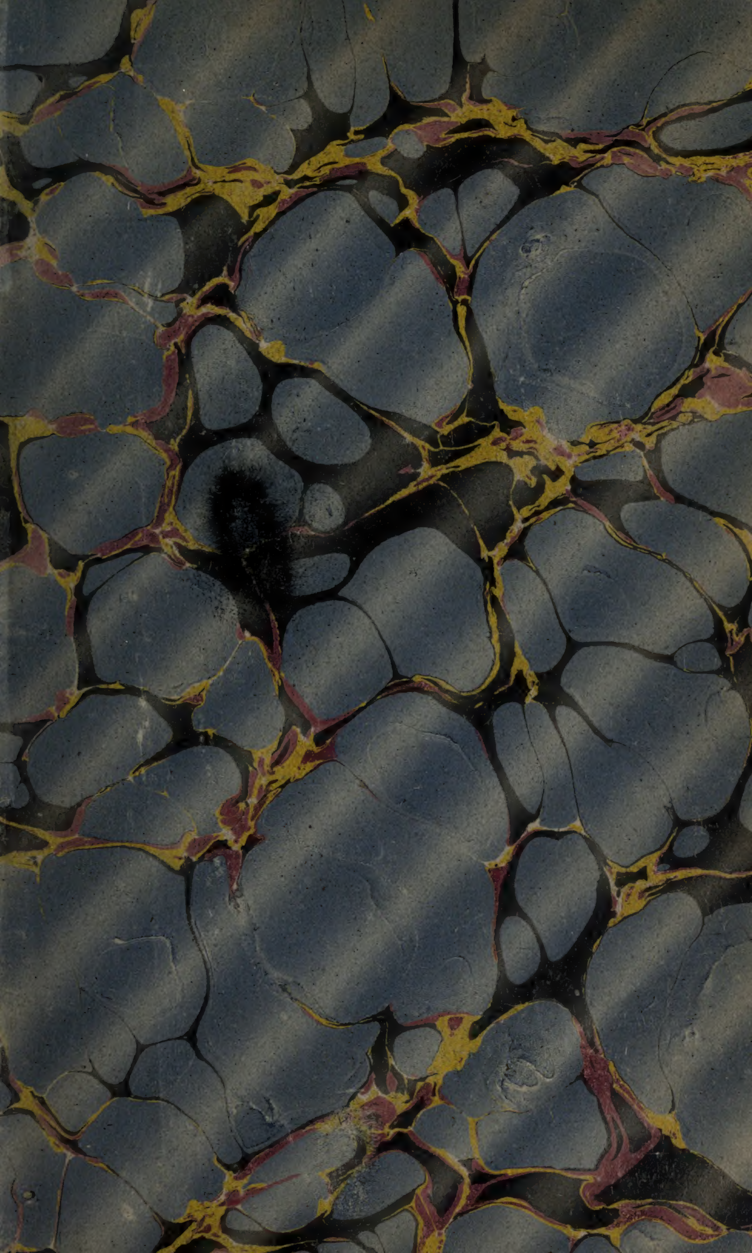

UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01567313 0





Éducation

ou

Révolution

868-04. — Coulommiers. Imp. Paul BRODARD. — 10-04.

LES AFFIRMATIONS DE LA CONSCIENCE MODERNE

Éducation

ou

Révolution

PAR

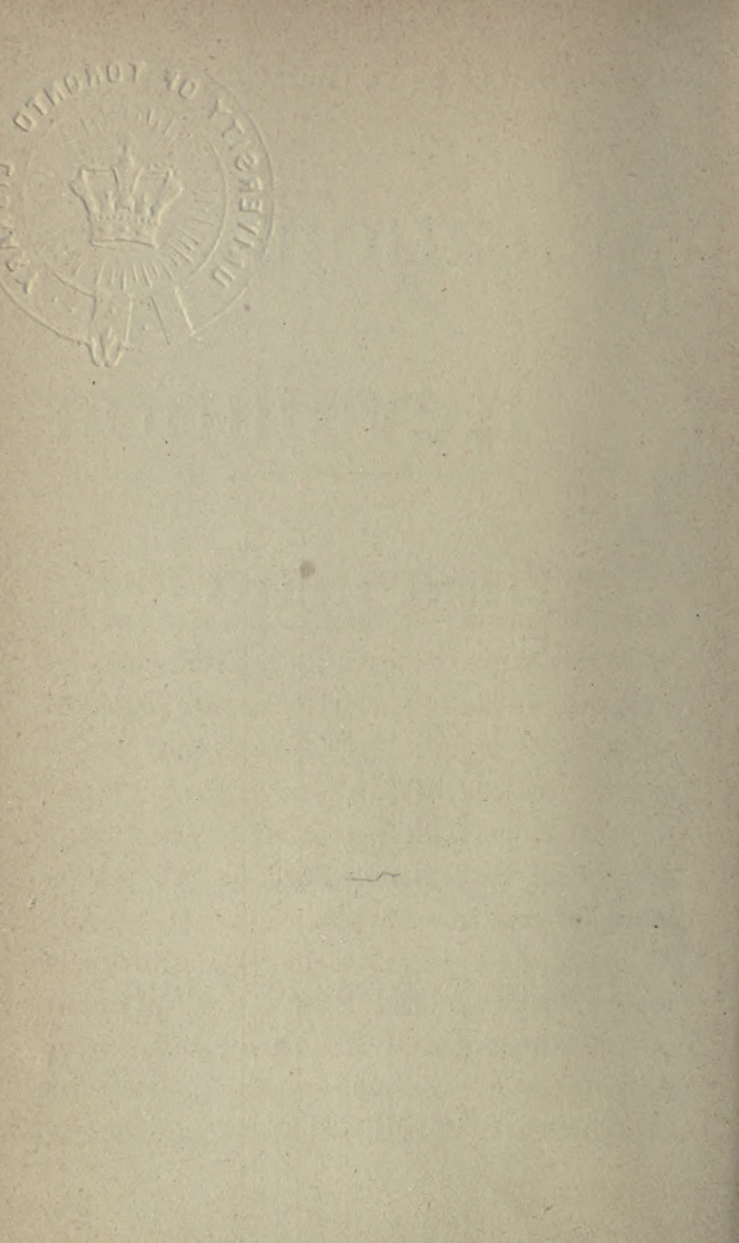
GABRIEL SÉAILLES



Librairie Armand Colin

Paris, 5, rue de Mézières

1904



PRÉFACE

Si les vieux dogmes ne trouvent plus place dans la pensée contemporaine, c'est qu'elle est occupée par des vérités nouvelles qui les excluent. Je me suis efforcé dans un précédent volume de dégager *les Affirmations de la conscience moderne.* De plus en plus se forme un idéal laïque dont le premier principe est le respect de la personne humaine. En proclamant, avec la souveraineté du peuple, l'égalité de tous les citoyens, la démocratie anticipe la réalisation de cet idéal. Nous n'avons qu'à nous observer nous-mêmes et qu'à regarder autour de nous pour nous assurer que la personne raisonnable et libre n'est pas donnée, qu'elle

est à créer et qu'elle ne peut l'être sans le concours de l'individu lui-même. La démocratie à ce titre est essentiellement une éducation.

Si les dogmes ne renaissent pas, ils se transposent. A la providence capricieuse, arbitraire, chargée de réaliser la justice dans une autre vie, beaucoup sont tentés de substituer les Lois économiques, l'Évolution, une providence aveugle et sourde, chargée de réaliser la justice ici-bas. Puisque nous ignorons ce qui sortira de l'avenir, il nous reste d'agir comme s'il dépendait de nous. En posant comme idéal le bien sur la terre, en définissant ce bien par la justice qui ne peut régner qu'entre des êtres raisonnables, nous nous engageons à n'attendre pas plus ce bien de la nature des choses que de la volonté d'un Dieu, mais à le faire nous-mêmes. La première des affirmations de la conscience moderne est ainsi le droit et le devoir de l'éducation intellectuelle et morale pour tous. L'homme n'existe pas, il se crée.

Certes, il y aurait un pharisaïsme odieux à proclamer cette éducation nécessaire et à la rendre impossible, en laissant subsister un

milieu social qui exclut de la vie humaine la grande majorité des hommes. Mais l'esclavage renaîtra toujours de la servilité, la tyrannie de la lâcheté de ceux qui la subissent et vont au devant d'elle. En même temps que les institutions, les lois, les formes de la propriété, il faut changer les individus qui ne pourraient manquer de refaire la société à leur image ; et, pour cela, il faut que le peuple ne se résigne point à n'être qu'un troupeau d'électeurs, ayant tout juste une conscience collective, une conscience de classe, qui assure l'unité de son bêlement et de son vote ; il faut que le peuple soit un groupement d'individus, dont chacun ait la conscience de lui-même et de l'œuvre à laquelle il collabore, que les hommes ainsi se transforment en transformant les choses et trouvent l'éducation qui les élève dans l'effort permanent par lequel ils conquièrent la justice et créent une société autonome où la loi comprise, libre ment consentie, ne soit plus une forme enfin de la contrainte et de la tyrannie.

Barbizon, octobre 1904.

ÉDUCATION OU RÉVOLUTION

LE DROIT DU PEUPLE A L'INSTRUCTION[1]

I

Quand nous disons que l'instruction est un droit pour tous, que ceux qui savent ont des devoirs positifs envers ceux qui ignorent, nous ne croyons rien dire de bien original. Mille faits concrets, précis, qui donnent un corps à cette idée générale, se présentent à notre esprit : les manuels, que les maîtres de la science française ont rédigés pour nos enfants; les leçons que donnent dans nos écoles de Fontenay, de Saint-Cloud, d'Auteuil, des hommes qui appartiennent à nos grands établissements scientifiques, au Collège de France, à la Sorbonne, au Muséum; les cours d'enseignement supérieur populaire qu'ont créés à l'Hôtel de Ville les élus de notre grande cité parisienne, convaincus qu'il faut élever les sources de lumière pour en répandre le rayonnement.

1. Conférence faite à la séance de réouverture des cours de l'Association philotechnique. 1897.

Cette idée que les savants ne travaillent pas pour eux-mêmes, pour la satisfaction d'un égoïsme supérieur, pour le profit de quelques-uns, pour je ne sais quel idéal abstrait; qu'ils contractent des devoirs envers tous, que quelque chose de leur pensée doit se retrouver dans les plus humbles esprits, cette idée que les Universités doivent aider la nation à prendre une conscience plus claire d'elle-même, de son rôle et de ses destinées, nous paraît aujourd'hui d'une telle banalité que c'est à peine si elle vaut encore d'être exprimée.

Il est bon d'insister sur les idées, dont la présence est à peine remarquée, tant elles semblent naturelles, communes, indiscutables, de réfléchir sur elles, d'en chercher le sens et l'origine, car on y découvre souvent les croyances dont on se plaint de manquer, les principes qui sont la force et l'honneur d'une époque, sans qu'elle le soupçonne. C'est une idée neuve, originale autant que généreuse, que celle du droit de tous les hommes à la vérité, des devoirs que le privilège de la science impose, des relations morales qui lient ainsi les savants au peuple dans une sorte de communion intellectuelle. Vous ne trouveriez rien de pareil dans le passé. Entre l'élite et la foule il n'y a pas alors de lien spirituel ; l'une commande, l'autre obéit. Toute la puissance politique est entre les mains du roi et de ses conseillers; l'État se résume en un homme qui ne doit de comptes qu'à Dieu. Au-dessous de ceux qui pensent et qui veulent s'étend une sorte de matière humaine, une masse obscure et profonde qui travaille, qui peine et dont la pensée ne s'éveille

guère que quand la souffrance trop vive l'amène à en soupçonner les causes.

Dans ce monde, les savants, les philosophes, surveillés par l'autorité jalouse de l'Église, exposés à découvrir des vérités aussi dangereuses que le mouvement de la terre, souvent menacés, forment une petite société tout idéale, sans règlement, sans loi écrite, née d'elle-même, spontanément, du concours et du contrôle nécessaires des esprits qu'exigent les progrès de la science. Cette société, où s'exprime l'unité de la raison humaine, est internationale; d'un pays à l'autre, ses membres, animés d'une même curiosité, collaborateurs de la même œuvre impersonnelle, correspondent, se posent des problèmes, en discutent les solutions; quand ils voyagent, ils vont se voir, ils se reconnaissent, ils se font bon accueil, ils mettent en commun leurs idées dans des entretiens que plus tard leurs lettres reprennent et continuent. Les correspondances de Descartes, de Leibniz gardent le vivant témoignage de cette libre conspiration des esprits dans la recherche de la vérité. Une langue unique, distincte des langues vulgaires, le latin, que parlent et qu'écrivent tous les hommes instruits, facilite ces rapports. A mesure que la méthode devient plus exacte, plus positive, qu'au lieu d'imaginer la nature on l'observe, on la soumet à l'expérience, qu'on applique à la connaissance de l'univers le principe de la division du travail, les savants comprennent qu'ils ont besoin les uns des autres, que leur effort doit être convergent, qu'unis dans une

pensée commune, qu'associés dans un même travail, ils sont comme les citoyens d'une idéale patrie. Pierre Bayle, le précurseur de Voltaire, réfugié en Hollande, dont le despotisme de Louis XIV avait fait la terre de la libre pensée, publie une façon de revue sous ce titre significatif : *Nouvelles de la République des Lettres*. Cette république sans frontières qui, au-dessus des intérêts matériels, des ambitions et des rivalités des princes, commence l'humanité, a bien sa grandeur; mais, si les savants se connaissent, se groupent, ils forment une élite séparée, ils ignorent le peuple pour cette bonne raison que le peuple n'existe pas encore.

Au XVIII[e] siècle, la philosophie se mêle à la vie, elle parle le langage de tout le monde, elle prend les formes les plus diverses, comédie, roman, conte, dialogue ; elle fait servir à ses fins l'ironie de Voltaire, la verve audacieuse de Diderot, l'éloquence de Jean-Jacques ; elle attaque les abus, elle ruine les préjugés ; elle ouvre les yeux sur ces absurdités qu'on ne voit plus à force de les voir ; elle réveille les esprits du sommeil de l'habitude ; elle rend l'intolérance ridicule, la persécution odieuse, — elles n'ont pas cessé de l'être ; — elle montre l'écart qui peu à peu, en dépit des retardataires et des traînards de la routine, s'est fait entre ces pratiques barbares et la conscience humaine. Une puissance nouvelle est née, l'opinion publique. Mais l'opinion publique n'est encore que celle des salons, des gens distingués, grands seigneurs, fermiers généraux, philosophes, femmes d'esprit, qui entre tant d'autres privilèges ont celui de la pensée.

II

La Révolution élargit singulièrement les cadres de l'humanité, elle y fait entrer tous les hommes. Elle étend, elle généralise, elle prend au sérieux et elle prétend appliquer à tous une définition qui traîne dans les traités de philosophie depuis Aristote, *l'homme est un animal raisonnable.* Si l'homme est un être raisonnable, il ne peut pas plus être exclu de la raison qu'il ne peut être exclu de l'humanité; l'instruction est un droit qu'on n'aliénerait qu'en s'aliénant soi-même. Tout à l'heure, en passant devant la statue de Danton, je lisais sur le piédestal cette parole qu'on a bien fait d'y graver : « Après le pain, le premier besoin du peuple est l'instruction. » La démocratie est née; avec des reculs, des réactions, des résistances, elle ne cessera plus de progresser et de grandir; prenons-en notre parti et agissons en conséquence.

La démocratie ne peut pas plus se passer d'une élite qu'elle ne peut rendre inutiles le génie, la science et la vertu; ce qui est vrai, c'est qu'elle renverse les rapports de l'élite à la foule. D'abord l'élite de plus en plus se recrute parmi tous les citoyens, elle sort incessamment de la foule, elle se rajeunit, elle se renouvelle à ce grand réservoir de force et d'énergie. En second lieu, si elle s'isole, si elle se retranche dans je ne sais quel dédain, elle se

condamne à l'impuissance. Le peuple n'est plus la foule, il est la nation, il est le souverain : une idée n'est qu'une abstraction, une vue théorique, tant qu'elle n'a pas pris un corps et une réalité dans l'intelligence et dans la volonté de tous. L'élite, qui par ses origines, est en contact intime avec la grande famille des ignorants et des humbles doit rester en communion avec le peuple, elle est tenue de le convaincre, de le persuader, d'obtenir sa confiance, de s'unir à lui dans la vérité supérieure à laquelle l'obéissance est volontaire. Dans une démocratie tous doivent participer à la vie intellectuelle, parce que tous participent à la vie nationale

Nos plus chers intérêts, ceux de la patrie, ceux de la civilisation même, exigent que ce droit à l'instruction ne reste pas lettre morte. Nous avons supposé généreusement que tout individu est une personne, que tout être qui a la forme humaine est homme, et nous avons partagé entre tous la souveraineté autrefois concentrée dans les mains d'un seul, nous ne pouvons plus reculer, nous nous sommes condamnés à réussir. Pour que les mœurs répondent aux institutions, pour que la réalité ne contredise pas les grands principes de la vie nationale, il faut que chacun soit rendu capable de remplir les devoirs qui résultent des droits qui lui sont conférés. Il est urgent que l'homme devienne un être raisonnable, puisque nous l'avons supposé tel et que nous avons agi comme s'il l'était. Nous ne nous sommes pas laissé le choix, l'enseignement populaire est une nécessité, il est la consé-

quence logique du suffrage universel. Au milieu des conflits et des divergences inévitables, il faut que la nation dégage d'elle-même assez de raison pour se diriger et se conduire, et la raison de la nation n'est que l'intelligence, la prévoyance, le sang-froid des citoyens qui la composent. La démocratie ne se désintéresserait de l'éducation du peuple qu'en se livrant aux barbares. C'est pour cela que la République a multiplié les écoles, écoles primaires, écoles normales, écoles professionnelles; c'est pour cela que les savants et les philosophes, conscients de leurs devoirs envers tous, au souci de découvrir la vérité ajoutent celui de la faire circuler dans la nation tout entière; c'est pour cela que nous voudrions unir en tous les esprits à l'intelligence des lois nécessaires, qu'on ne viole pas impunément, le sentiment de l'idéal, auquel on ne renonce pas sans déchoir, faire un peuple qui, soutenu par la volonté du meilleur, soit convaincu que la science du possible permet seule à l'énergie patiente de faire sortir, greffant l'idée sur le réel, de ce qui est ce qui doit être.

Mais s'il faut en croire certains penseurs, l'erreur, le crime de notre grande révolution, c'est précisément d'avoir proclamé l'homme raisonnable, de lui avoir reconnu des droits imprescriptibles, d'avoir rendu nécessaire cette élévation morale du peuple, cette culture de tous. Ils nous accusent d'avoir renversé le rapport logique et naturel de l'élite à la foule, substitué le nombre à la raison; ils disent qu'il fallait éclairer le peuple avant de l'affranchir,

que nous avons commencé par la fin, ce qui est un singulier procédé d'action; ils disent qu'en fondant nos institutions sur la chimère de l'homme raisonnable, qu'en érigeant en réalité ce fantôme du délire philosophique, nous avons livré la société et la civilisation à l'homme vrai, à l'homme qui existe, qui court les rues, bête malfaisante, féroce et lubrique, comme vous le savez tous.

En dépit de ces logiciens, j'oserai soutenir qu'il y a des choses qu'il faut commencer par la fin, et que c'est ainsi que l'on commence toutes les grandes choses. Le poète ne fait pas son poème de vers soudés bout à bout, le peintre son tableau de traits raccordés; l'artiste voit son œuvre d'abord d'ensemble, il l'imagine dans son unité, il la pressent, il l'anticipe par son amour; c'est ce mouvement intérieur, cet élan qui le porte vers elle, et c'est, pour la posséder plus pleinement, pour donner à tous la jouissance de la beauté qui l'enchante, qu'il réalise cette œuvre par un lent travail où il dépense sa vie sans compter. Comme une inspiration poétique il y a une inspiration morale. L'œuvre de l'esprit humain n'est pas seulement de constater ce qui est et de s'y résigner; l'esprit est artiste, il invente des formes nouvelles du bien pour les réaliser, il projette l'idéal dans l'avenir comme une lumière dont la splendeur tout à la fois le guide et l'attire.

Les grands créateurs d'idéal, les fondateurs de religion, n'auraient jamais commencé, s'ils avaient attendu que l'homme qu'ils rêvaient existât, ils ont

été cet homme, ils en ont montré l'image au monde dans l'exemple de leur vie pour l'entraîner à leur suite, et c'est par cet acte de foi dans le bien, par cet excès de confiance et d'audace qu'ils ont réussi. La France a fait de même : au lieu de regretter cette générosité sur laquelle il n'est plus temps de revenir, il reste de la justifier. Il n'est pas mauvais pour les peuples, comme pour les individus, de mettre dans leur vie un grand devoir auquel ils ne peuvent plus manquer. Si l'on avait attendu les hommes prudents, soyez sûrs qu'on ne se serait jamais mis en marche. Aujourd'hui l'instruction du peuple est l'un de nos intérêts les plus chers, elle est liée au salut public, nous le savons, et je ne suis pas autrement fâché que l'intérêt, de gré ou de force, soit du côté de la justice et de la vérité. Mais, ne nous faisons pas d'illusions, les choses ne se font pas toutes seules; les circulaires ministérielles, les discours des uns, les déclamations des autres ne nous dispenseront pas d'une besogne qui ne peut s'accomplir que par nous. N'attendons pas que les choses arrivent, il n'arrivera que ce que nous aurons su vouloir, nous dépendons de nous-mêmes. Il faut que chacun de nous ait la ferme volonté de devenir ce qu'il a le droit et le devoir d'être : un homme libre; il faut pour cela qu'il s'instruise, qu'il veille sur sa propre dignité, dont il est le plus sûr gardien, que, convaincu qu'il n'y a pas d'humble besogne, que les grands effets sont la résultante des petits efforts multipliés, il travaille sur lui-même et pour tous.

III

Je n'ai voulu qu'exprimer votre pensée, que traduire les sentiments dont se sont inspirés les fondateurs de votre société : c'est de ces idées que vous avez fait l'âme du grand corps vivant qu'est l'Association philotechnique. Vous avez voulu que l'exercice du droit à l'instruction fût rendu possible à tous; vous n'avez pas seulemeut compris les rapports nouveaux entre l'élite et le peuple qui sont la conséquence logique de la démocratie, vous les avez réalisés dans les faits. On nous accuse de réclamer la liberté et de n'en point avoir les mœurs, de faire de l'État une providence, que nous traitons un peu comme les sauvages leurs fétiches, qu'ils accablent d'injures et rouent de coups, quand ils ne sont pas assez vite exaucés, vous avez donné un grand exemple d'initiative privée.

Ceux qui savent ont des devoirs envers ceux qui ignorent, ils détiennent un bien commun, mais le devoir est réciproque, et ceux qui ignorent ont, comme le droit, l'obligation de s'instruire, d'aimer et de vouloir la vérité, à laquelle plus ou moins il faut participer pour être homme. Chez vous, maîtres et élèves remplissent pleinement ce devoir réciproque; ils vont comme au-devant les uns des autres et se rencontrent à mi-chemin; il n'est pas rare que l'élève d'hier devienne le maître du lendemain et rende aux autres ce qu'il a reçu lui-même. Vous avez organisé ainsi la coopération des idées. La

science est bien une richesse, elle est un capital accru, comme l'autre, par le travail collectif de l'humanité. Mais les biens spirituels, en se distribuant, loin de s'amoindrir, s'accroissent : le plus humble de nos instituteurs, sans violer les lois de la nature, opère le vrai miracle de la multiplication des pains. On ne possède que ce qu'on donne; la richesse est libéralité. Ceux qui possèdent la science ne la veulent pas garder pour eux-mêmes, ils veulent la répandre, la transmettre; ils ne ferment pas leur esprit comme un coffre-fort à secret, de peur que quelque chose s'en échappe ou que quelque audacieux y vienne puiser, ils l'ouvrent tout grand. Ces vrais riches n'ont pas peur de l'impôt sur le revenu global, ils vont au-devant de l'impôt progressif. Même quand leurs découvertes peuvent se changer en biens matériels, quand, comme celles d'un Pasteur, elles valent des milliards, de ces milliards qui ne se partagent point sans se diminuer, ils les donnent généreusement, parce qu'elles sont d'abord des vérités, des biens immatériels qui se multiplient en se partageant et dont la possession fait dédaigner tout le reste.

Vous avez été amenés à donner à vos cours du soir un caractère pratique; quelques-uns d'entre vous s'en inquiètent et témoignent quelque regret de ce que la culture générale semble sacrifiée à l'intérêt immédiat.

Nul plus que moi n'est convaincu qu'il ne faut pas se refuser à soi-même par négligence, par paresse, par calcul, le partage de ce qu'il y a de meilleur ici-bas, mais d'autre part quand on fait bien, on fait souvent

plus et mieux qu'on ne croit. On veut devenir un bon ouvrier, on devient un homme meilleur. L'ouvrier qui s'initie au principe de l'art qu'il pratique ne consent point à n'être qu'une machine, il s'affranchit de la routine, il apporte à son œuvre un esprit libre et par là même capable d'invention. « L'esprit scientifique, disait ici même Ernest Lavisse, lors de l'inauguration de l'Université de Paris, — l'esprit scientifique n'est inutile dans aucun métier. C'est un de ses caractères de n'admettre pas *a priori* que les choses ont le droit d'être comme elles sont, ni qu'elles doivent être du jour au lendemain bouleversées de fond en comble. Il est le critique toujours présent de nos actions et de nos idées, l'ennemi des habitudes où s'émoussent les énergies et de la béatitude de ceux qui sont en possession. Il se reconnaît à ce signe : n'être point satisfait. » Loin de détruire le sentiment de l'idéal, l'esprit scientifique, par cela même qu'il est l'esprit de liberté, détruit l'inertie qui en paralyse l'essor. Je ne m'inquiète pas outre mesure du caractère pratique que tend à prendre votre enseignement. Je n'ai pas trouvé sur vos programmes de cours de morale, mais vous enseignez la morale d'une manière singulièrement originale, en la pratiquant. L'effort courageux des élèves, le dévouement, le désintéressement absolu des maîtres sont des exemples qui valent bien des préceptes. A ceux qui vous demanderaient des formules, vous pourriez répondre que, convaincus de la solidarité humaine, vous vous efforcez d'être justes en étant fraternels.

La meilleure récompense que puissent recevoir des gens qui se dévouent à une œuvre désintéressée, c'est, après la conscience du bien qu'ils font, de voir leurs idées se répandre, se généraliser. Vous avez inventé les cours d'adultes, vous avez groupé plus de dix mille élèves, une petite armée du travail volontaire. Aujourd'hui tous les hommes qui ont le souci de l'éducation populaire demandent qu'on vous suive, qu'on fasse dans toutes les communes de France ce que vous avez su faire à Paris et dans quelques grandes villes. On a reconnu que le jeune homme, de sa sortie de l'école à son entrée au régiment, livré à lui-même, sans secours intellectuel et moral, non seulement oubliait les connaissances qu'il avait acquises, mais n'avait plus l'occasion d'entendre les paroles qui fortifient la volonté en rappelant l'homme à la conscience de sa dignité personnelle et des devoirs que par le fait seul qu'il vit en société il contracte envers tous. De toutes parts, dans un grand nombre de nos écoles, des cours d'adultes ont été ouverts, des conférences populaires ont été faites.

Ce mouvement général, spontané, doit nous donner confiance en l'avenir. Les ennemis de l'école l'accusent de tous nos maux, accroissement de la criminalité, dépopulation, alcoolisme, oubliant volontairement ce dont il ne leur plaît pas de se souvenir, le travail de la femme et de l'enfant, le surmenage industriel, les grandes agglomérations urbaines avec leurs taudis, l'assommoir à toutes les portes, sans parler du mauvais exemple qui trop souvent vient d'en haut.

Répondons à ces critiques, comme il convient, par un effort pour faire plus et pour faire mieux.

C'est quelque chose d'avoir fait de l'école une belle maison, où entrent l'air et la lumière, ce n'est point assez; il faut que l'adolescent n'en oublie pas le chemin, il faut que l'homme fait, que le père de famille sache que ce qui s'y passe ne lui est pas étranger, car ce qui s'y passe, c'est l'éducation de ses enfants, et ce qui s'y décide, c'est l'avenir du pays. En ce moment l'école se complète par des sociétés de patronage scolaire, par des associations amicales d'anciens élèves : ces sociétés rapprochent l'instituteur des parents, établissent entre l'école et la famille une entente qui est la condition de l'éducation morale; elles fortifient chez les jeunes gens l'esprit de camaraderie, elles leur offrent avec des jeux divers un autre lieu de réunion que le cabaret.

L'expérience nous éclairera, nous ne nous laisserons pas décourager, nous ferons de l'école ce qu'elle doit être, la maison commune du village. Bien des préjugés, je l'espère, se dissiperont : admettre que l'école laïque est un instrument de combat, ce serait admettre que la morale contredit nécessairement la religion. Quel homme vraiment religieux pourrait y consentir? Permettez-moi de vous associer dans notre reconnaissance les instituteurs, ces braves gens qui, chargés d'un lourd travail, ont été au-devant du surcroît de labeur qu'on leur demandait. Donnons-leur ce qui leur est dû, l'indépendance et la dignité sans lesquelles il n'y a pas d'éducateurs de la jeunesse; ils

appartiennent à tous, ils ne sont les hommes d'aucun parti; affranchissons-les des recommandations politiques, — la recommandation est la dernière forme qu'ait prise la tyrannie, tyrannie anonyme, impersonnelle, qui, comme toutes les autres, abaisse les caractères.

Il y a des gens intéressés à nous persuader que nous ne savons ni ce que nous croyons, ni ce que nous voulons; ils prêchent la nécessité de l'action et ils annoncent le réveil de la foi, avec le secret espoir de remplir leurs phrases creuses sur l'avenir des dogmes et des traditions du passé. Ne laissez pas dire que la conscience moderne est vide, nous savons fort bien où est le devoir, ayons seulement le courage de le remplir. Si nous faisons de l'instruction un droit et un devoir pour tous, c'est que nous croyons fermement que tout homme a le droit et le devoir d'être homme. Nous n'admettons plus avec les anciens que ce qui convient aux uns soit interdit aux autres; que la valeur, la beauté, la sagesse de quelques citoyens soient nécessairement faites de la misère et de l'humiliation du grand nombre. Les adversaires de l'instruction populaire sont les derniers partisans de l'esclavage. Nous voulons pour tous le partage des biens les meilleurs, l'intelligence du vrai, la jouissance de la beauté, la pratique de la vertu. Appeler tous les hommes à l'humanité, pour cela leur donner avec la conscience de leur dignité personnelle l'idée de ce qu'ils se doivent les uns aux autres, l'intelligence des rapports multiples qui mêlent leurs exis-

tences et font de leurs vies éphémères les moments d'une grande vie qui les enveloppe et les dépasse, relier ainsi le sentiment social au sentiment religieux, j'ose dire que c'est là quelque chose de nouveau dans le monde, un idéal très haut auquel on ne s'élèvera que par l'effort de tous, car il ne s'agit de rien moins que de faire traverser toute la masse humaine du souffle de l'esprit. Ce refus de consentir aux iniquités soi-disant nécessaires est notre honneur : la civilisation ne consiste pas à multiplier les besoins, à faire suer l'alcool aux murs, à en tirer des pierres mêmes du chemin, il n'y a de progrès véritable que le progrès dans la justice et dans l'amour. En demandant aux hommes ce grand effort, nous ne prétendons nullement leur interdire les croyances et les espérances, que légitime la foi même dans l'ordre moral; nous voulons seulement, pour qu'ils ne soient pas trop dépaysés, en passant de la terre au ciel, qu'ils réalisent dès ici-bas la justice et la fraternité.

L'ÉCOLE LAÏQUE[1]

Mesdames, Messieurs,

En m'appelant à l'honneur de présider ce banquet, vous me reconnaissez un peu comme l'un des vôtres, je vous en remercie : laissez-moi vous dire que ce n'est point d'aujourd'hui que je me considère comme l'un des membres de la grande famille que vous formez. Nous n'admettons plus la séparation radicale des divers ordres d'enseignement, parce que nous n'admettons plus dans la nation des classes étrangères les unes aux autres dont chacune a sa vérité. L'éducation du peuple, au sens large de ce mot qui est le sens juste, est notre tâche commune. Il n'est pas de meilleur fondement à l'amitié qu'un même devoir qu'on est résolu à remplir.

Mais je crains bien de m'être trompé sur ce que vous attendiez de moi aujourd'hui et de ne répondre à votre bienveillance que par l'indiscrétion. Dans une fête comme celle-ci vous avez le droit d'espérer des

1. Conférence faite à l'Amicale des instituteurs de la Somme, le 10 juillet 1903.

paroles légères qu'on écoute d'une oreille distraite, qui se posent un instant et s'envolent. Quand j'ai reçu votre invitation, j'ai oublié le banquet, la fête, le désir légitime d'un repos bien mérité, je n'ai rien vu que l'occasion qui m'était offerte de m'entretenir avec vous des grandes questions qui nous passionnent. Et c'est ainsi que je me conforme à l'usage en vous demandant plus que vous ne devez, avec la confiance que vous ferez aujourd'hui ce que vous faites toujours, et que vous m'accorderez une attention à laquelle je n'ai pas droit. D'ailleurs je ne prends pas la parole avec la prétention de rien vous apprendre, je me tiendrais pour heureux, si je donnais une expression à votre propre pensée, si je réussissais à dire ce qui vous soutient dans votre tâche, ce qui vous laisse indifférents aux outrages et aux calomnies, ce dont vous êtes pleinement convaincus, que notre école, au-dessus des sectes et des partis, loin de s'asservir à des fins précaires, a sa raison d'être dans son effort même pour fonder la paix des esprits en les réconciliant dans une vérité commune, tout à la fois nationale et humaine.

*
* *

Avant tout, messieurs, gardons-nous bien de recevoir la définition de l'École de la bouche de ses adversaires : ils affectent de n'y voir qu'un instrument politique aux mains d'un parti, elle est l'école athée, l'école sans Dieu, qui se refuse aux hautes pensées,

qui sans idéal propre ne peut que nier et détruire des croyances auxquelles elle est impuissante à rien substituer. Vous pourriez être tentés de répondre au défi, d'entrer dans la lutte à laquelle on vous convie, de rendre coup pour coup, de vous en prendre à une prétendue religion d'amour qui justifie tant d'intolérance et d'injustice; dans la conscience de votre devoir vous trouvez la force de résister à la tentation. La colère et la haine sont des sentiments que votre mission vous interdit. Vous ne vous reconnaissez pas dans l'image qu'on vous présente de vous-mêmes et vous laissez tomber dans le silence les outrages et les calomnies. L'École, vous le savez, n'appartient à aucune secte, à aucun parti, elle appartient à la nation tout entière. Un programme de haine, de négation ne saurait lui convenir, parce que tous les enfants de France, quelle que soit leur différence d'origine, de famille, d'Église, peuvent et doivent y trouver place.

Vous vous entêtez dans la volonté de la paix. Je ne puis assez vous dire combien je me réjouis de ce qu'en vertu de ses fonctions mêmes l'instituteur ne puisse être un de ces sectaires qui ne savent que tourner en dérision les croyances des autres, de ce que son devoir le plus impérieux l'oblige à ne détruire l'erreur ou la superstition qu'en y substituant les vérités plus hautes qui les rendent impossibles; c'est par là vraiment, par la nécessité qui s'impose à lui d'éviter toute critique, toute polémique, de s'en tenir aux affirmations positives, irrécusables de la science

et de la conscience, qui ne nient que ce que nous ne pouvons plus croire avec sincérité, qu'il est le maître de l'avenir. La neutralité scolaire n'est pas une plate indifférence qui ferait l'enseignement sans portée, sans valeur éducative et qui enlèverait à l'instituteur, avec le sentiment d'être utile, le courage de la rude tâche qui est la sienne. L'École est neutre en ce sens qu'elle n'est pas négative, agressive, plus préoccupée de combattre l'erreur que d'édifier la vérité, en ce sens surtout qu'elle s'attache à ce qui unit les esprits et non à ce qui les divise, et que, si elle s'oppose au mensonge, au fétichisme, à l'intolérance, c'est uniquement en pénétrant les esprits des vérités morales que nul n'ose ouvertement contester, alors même qu'il n'attend que l'occasion et la puissance de les violer.

Messieurs, si j'avais besoin d'une preuve pour vous convaincre de ce que vous pensez tous, de ce que vous savez mieux que personne, que l'École n'est pas une arme de guerre, faite pour servir au triomphe d'un parti, je la trouverais dans ce fait que l'école laïque n'est pas un accident, une création artificielle, sans racines dans le passé, qu'elle est au contraire dans la logique de l'histoire, qu'elle répond aux progrès de la science et de la conscience humaines. Depuis le XVI[e] siècle, par l'application des méthodes positives, à la théologie s'est substituée une science laïque, qui se vérifie et se justifie par l'empire toujours plus grand qu'elle donne à l'homme sur la nature; depuis la Révolution l'unité nationale ne repose plus

sur l'unité confessionnelle, sur l'unité de religion, ce qui implique que la société civile trouve en elle, dans sa propre conscience, si j'ose dire, les principes qui lui permettent de se constituer et de se maintenir. Ainsi, peu à peu, le vieux droit divin recule devant le droit humain; peu à peu se dégage l'idée nouvelle que la société se suffit à elle-même, qu'elle a son sens, sa valeur, qu'elle offre à l'activité des hommes un idéal qui a son prix et qui, quelles que puissent être leurs croyances religieuses ou métaphysiques, leurs conjectures sur l'au-delà, peut accorder leur intelligence et leur volonté; l'idée par suite que la société, par laquelle seule l'homme s'élève à l'humanité véritable, est capable et est obligée de donner à ses propres membres une éducation dont elle trouve en elle tous les éléments et qui réponde à ses besoins, et à ses fins supérieures.

L'École ne peut plus être confessionnelle, parce que la science et la société ont cessé de l'être, parce qu'en dehors des religions dont chacune prétend tenir de Dieu la vérité absolue avec la mission de l'imposer, l'homme possède un ensemble d'idées sur le monde et sur la vie qu'il ne doit qu'à lui-même et qui suffisent à permettre, avec l'accord relatif des intelligences, l'union des volontés. Libre de tout esprit de secte, affranchi de toute autorité soi-disant révélée, cette éducation, par laquelle la société assure la continuité de sa vie spirituelle, ne peut être que laïque; elle ne peut faire appel qu'à ce qui en chaque homme est le plus proprement humain, je veux dire

à la raison, qui résume et exprime en chaque conscience le résultat du grand labeur humain qui édifie la pensée dans sa méthode et dans ses principes.

La pédagogie de l'école est une pédagogie libérale; pleine du passé, grosse de l'avenir, la vérité se propage et se transmet non plus en s'imposant, mais en se proposant, elle ne semble définitivement acquise que quand elle se recrée par le libre examen, que quand elle s'identifie à l'intelligence même, en laquelle elle devient une force vive, pour aller plus loin dans la voie de la recherche et de la vérité.

Limitée dans ses ambitions, fonction de la vie sociale qui la crée pour ses besoins, cette éducation ne se place pas au point de vue de l'éternel. Si l'Église, comme le dit Fichte, est une école destinée à former des citoyens pour le ciel, notre École laïque plus modestement ne veut que former des citoyens pour la terre. Loin de prêcher le mépris de la vie présente, elle aimerait à en donner le goût en lui donnant un sens. Elle se tiendrait satisfaite de préparer des hommes capables d'agir ici-bas et d'y remplir leur devoir. Nous ne méprisons pas la nature, nous n'y voyons pas le principe de tout péché, nous y voyons la matière de notre activité, nous nous efforçons de la comprendre pour la dominer, de faire servir ses lois à nos desseins, de lui faire exprimer en nous et hors de nous l'unité d'une pensée tout humaine. Nous ne trouvons plus la solution de toutes les difficultés de la vie présente dans l'hypothèse d'une vie future qui nous dispense de les résoudre nous-mêmes; nous

refusons de nous résigner au mal, sous prétexte qu'il ne peut manquer d'être réparé dans un monde meilleur, nous en étudions les causes pour les connaître et pour les supprimer. Conscients de la solidarité qui mêle notre vie à la vie de nos semblables, nous ne nous isolons pas dans la pensée de notre salut individuel, nous savons que notre salut est lié au salut des autres hommes, et le terme de notre espérance est une société où nul homme ne serait nécessairement exclu de la dignité de la personne raisonnable et libre.

Ainsi se forme en nous l'idée d'une justice qui, au lieu de livrer les hommes aux hasards d'une concurrence meurtrière, les unirait dans un fraternel effort vers une vie plus haute. Cette ferme volonté de tourner la science en puissance, de contraindre la nature au service de l'idée, de substituer à la loi de violence la loi de justice, d'ajouter à ce monde ce que l'homme seul peut lui donner, la douceur, la bonté, cette morale toute terrestre ne me paraît point humilier l'esprit. La tâche n'est pas médiocre de faire enfin de l'homme ce qu'il prétend être par essence, par définition, un être raisonnable, une personne, et par là, d'assurer le règne de la paix sur la terre; nos adversaires tour à tour la déclarent chimérique, disproportionnée à la nature et à la volonté de l'homme, puis terre à terre, vulgaire, insuffisante à apaiser la soif d'infini dont ils se disent tourmentés. Cette morale du travail, en reliant l'effort de l'individu à la grande œuvre collective qui le dépasse, déjà

donne un sens supérieur à la vie ; elle n'exclut personne et personne n'a le droit de s'en exclure. Loin d'être l'esprit sectaire, l'esprit laïque s'oppose à l'esprit de parti, d'Église, il se nourrit des vérités communes, il est l'esprit dans ce qu'il a de social, de général et d'humain.

*
* *

Ceux qui reprochent aujourd'hui à l'instituteur d'être un instrument dans les mains des politiciens sont, à dire vrai, ceux qui ne l'ont jamais voulu qu'asservi, humilié, travaillant sous les ordres du curé, à maintenir le peuple dans une tradition d'obéissance et de résignation passives. Parce que nous respectons l'intelligence du peuple, nous comprenons autrement le respect de l'homme qui a la charge de la former. D'un passé mauvais, tout proche de nous encore, bien des abus survivent, travaillons à les faire disparaître. L'instituteur qui s'abaisse au rôle d'agent électoral se diminue lui-même. Citoyen, il n'a renoncé à aucun de ses droits, mais son devoir d'éducateur national l'oblige à s'élever au-dessus des conflits auxquels il ne se mêle qu'en compromettant son autorité morale. Qu'il fasse des électeurs et non des élections ! Au delà de la commune, de l'arrondissement, la politique de l'école embrasse le pays tout entier, au delà de l'heure présente le passé et l'avenir de la France. La vraie politique de l'École, c'est l'histoire de la Patrie, du long effort par lequel elle

s'est constituée, c'est l'intelligence de ses traditions, de sa culture, de son rôle dans le monde, des devoirs qu'elle a assumés, auxquels elle n'a plus le droit de renoncer sans se trahir elle-même; c'est tout cet ensemble d'idées et de sentiments qui devient l'amour de la patrie, la conscience de la vie nationale, qui est notre propre vie, et qui, l'étendant au delà de ses bornes étroites, lui confère une sorte d'immortalité.

Mais pour faire aimer la patrie, n'en faussez pas l'idée, ne l'humiliez pas, ne préparez pas contre elle les retours d'une conscience plus éclairée ou plus haute. Ici encore, souvenons-nous que l'école se défie des pures négations, s'attache aux vérités positives. Ne cherchez pas le principe du patriotisme dans la haine et dans le mépris de l'étranger; ne comptez pas sur l'erreur et sur le mensonge pour édifier des sentiments qui ne seront durables et forts qu'à la condition de se nourrir de justice et de vérité. L'ignorance des autres peuples, de leur puissance, de leur réelle grandeur, n'est pas seulement une injustice, elle est un grave danger par les illusions qu'elle ne peut manquer d'entretenir. Ne nous faites pas de ces patriotes qui font de l'aveuglement un devoir, de l'outrecuidance une vertu nationale, de ces citoyens imbéciles qui veulent tout à la fois, qu'on diminue les impôts et que la France ait une armée de terre égale à celle de l'Allemagne, une flotte égale à celle de l'Angleterre, qui sans aucune idée des ressources industrielles, commerciales des divers peuples, du nombre de leurs habitants, du chiffre de leurs dettes,

tiennent suspendue sur la patrie la menace d'une de ces aventures, dont l'expérience nous a appris les dénouements tragiques. Ne craignez pas d'avouer les erreurs et les fautes que nous ne pouvons plus commettre sous peine de mort. Ne faites pas de la patrie je ne sais quelle idole altérée ce sang, qui à certains jours, veut des hécatombes.

Loin de la définir par la haine, de l'identifier à la guerre, montrez que les grandes nations modernes se reconnaissant elles-mêmes pour des personnes morales, sont des éléments nécessaires de *l'internation*, les grands citoyens collectifs, si j'ose dire, dont l'existence déjà supprime mille guerres partielles, et qui, par un libre contrat qu'ils rendent possible, peuvent étendre aux peuples l'interdiction de la vendetta, le devoir de l'arbitrage, le bienfait de la justice et de la paix. Pour faire aimer la France, ne vous croyez pas tenus de pervertir la conscience des enfants qui vous sont confiés, présentez-la telle qu'elle est, mieux encore, telle que nous devons vouloir qu'elle soit, donnez à la jeunesse le sens de ce qui fait la vraie grandeur nationale, montrez-lui dans le passé, plus encore dans le présent et dans l'avenir, la volonté de justice, la confiance dans le droit, l'effort libéral et généreux pour préparer une cité meilleure. Soyez sûrs que les hommes seront toujours prêts à mourir pour un idéal dont vous aurez su faire leur véritable raison de vivre. S'il est vrai que cet idéal de justice répugne à la violence, à l'égorgement des hommes, à toutes les formes du meurtre, s'il ne peut s'achever

que par la paix entre les nations, il n'est pas moins vrai qu'en nous donnant quelque chose de plus précieux à vouloir, à aimer et à défendre que la vie, il facilite le sacrifice que nous pouvons être appelé à en faire dans la seule forme de la guerre qui soit encore une revendication du droit, la guerre pour la défense de l'indépendance nationale.

Messieurs, on ne vous accuse pas seulement d'être au service d'une politique de parti, aux dernières nouvelles on affirme que vous tombez dans le socialisme, et qui sait si l'on ne prétendra pas que moi-même je vous y pousse. Le mot socialisme, quand on ne le précise pas, a un sens si vague, si général, qu'on n'est jamais assuré de n'être point socialiste. Il ne manque pas de gens pour qui l'on est socialiste dès qu'on refuse de reconnaître que, sous une forme ou sous une autre, l'esclavage est nécessaire. Nous avouons que l'école n'existe que pour faire de tous des citoyens libres. Ayant pour mission d'instruire les enfants du peuple; enfants du peuple vous-mêmes, il est impossible que vous soyez indifférents ou hostiles aux légitimes revendications de ceux dont vous connaissez les besoins et les souffrances. Mais vous êtes des éducateurs et vos fonctions vous apprennent ce que trop de gens oublient ou ignorent.

Vous savez par une expérience de chaque jour ce qu'est la nature humaine, qu'elle est souvent ingrate, rebelle, qu'elle n'est pas bonne en elle-même et qu'en chacun de nous elle doit être soumise à la discipline

de l'intelligence et de la volonté. Il y a une illusion que vos fonctions mêmes vous interdisent. Vous ne pouvez croire qu'il suffise d'attendre le paradis ou de le rêver, vous savez qu'il ne suffira pas de changer les institutions pour transformer les hommes, qu'il n'y a qu'une sûre manière d'élever les sociétés et que c'est d'élever les individus qui en sont les membres et les éléments. Votre socialisme est ce qu'est votre politique, il consiste à apprendre aux enfants qui vous sont confiés le prix de l'effort, du travail, à mettre en eux la conviction qu'ils dépendent avant tout d'eux-mêmes; vous commencez l'affranchissement du peuple comme il convient, en le libérant, dans la mesure de vos forces, de ses servitudes intérieures, en lui donnant les armes sans lesquelles il ne peut vaincre, la tempérance, le courage, l'amour de la justice; vous préparez la société future en travaillant à faire des hommes dignes et capables d'y vivre. Je ne songe pas à vous en défendre.

*
* *

Mais les adversaires de l'École insistent. Toutes vos phrases ne changent pas les faits. L'École est une machine de guerre dressée contre l'Église, elle est et restera « *la laïque* », l'École sans Dieu, qui oppose la Déclaration des droits de l'Homme au Décalogue, la raison à l'autorité et à la foi, son instituteur au curé. Il importe de s'entendre sur le sens du mot *laïque* : quand il s'agit d'enseignement, *laïque* signifie non

confessionnel, or je dis que c'est précisément parce qu'elle est laïque, non confessionnelle, que l'école, loin de susciter la guerre entre les esprits, travaille à établir entre eux une paix fondée sur leur mutuel respect. Edgar Quinet écrivait en 1849 dans son *Enseignement du peuple* : « J'ai toujours prétendu que la Société moderne possède un principe que, seule, elle est en état de professer, et c'est sur ce principe qu'est fondé son droit absolu d'enseignement en matière civile. Ce qui fait le fond de cette Société, ce qui la rend possible, ce qui l'empêche de se décomposer, est précisément un point qui ne peut être enseigné avec la même autorité par aucun des cultes officiels. Cette Société vit sur le principe de l'amour des citoyens les uns pour les autres, indépendamment de leur croyance.

« Or, dites-moi, qui professera, non seulement en paroles, mais en action, cette doctrine qui est le pain de vie du monde moderne? Qui enseignera au catholique la fraternité avec le juif? Est-ce celui qui par sa croyance même est obligé de maudire la croyance juive? Qui enseignera au luthérien l'amour du papiste? Est-ce Luther? Qui enseignera au papiste l'amour de Luther? Est-ce le pape? Il faut pourtant que ces quatre mondes, dont la loi est de s'exécrer mutuellement, soient réunis dans une même amitié? Qui fera ce miracle? Qui réunira ces trois ennemis acharnés, irréconciliables? Évidemment un principe supérieur et plus universel. Ce principe, qui n'est celui d'aucune Église, voilà la pierre fondamentale de l'enseignement

laïque. » Nous n'avons rien à renier de ces fortes paroles. L'œuvre de l'École est de transmettre l'expérience morale de l'humanité, ce patrimoine commun de vérités acquises auquel il importe que tous participent. Au delà des dogmes qui séparent les citoyens, les font d'une Église, d'une secte, elle s'attache aux grandes vérités qui peuvent les unir. Il est bon que les enfants d'une même nation apprennent à parler une langue morale commune, qu'ils puissent toujours en appeler aux principes qu'ils acceptent comme la règle de leur pensée et de leur action.

Sans doute par cela seul qu'elle enseigne une morale tout humaine, qu'elle fait appel à la seule raison, l'École blesse l'Église catholique qui prétend exercer sur les sociétés humaines une autorité spirituelle qu'elle tient de Dieu même. Mais ce qui caractérise les temps modernes, de la Réforme à la Révolution, dont l'œuvre n'est point achevée et se continue, c'est précisément la sécularisation progressive de l'État dans toutes ses fonctions. La laïcisation de l'École n'est pas un accident, elle pose la conséquence des faits antérieurs; elle est un moment nécessaire de l'évolution par laquelle la société civile de plus en plus rompt les liens qui l'attachaient à l'Église et sépare la vie politique de la vie religieuse. L'École laïque, à ce point de vue, n'est pas hostile aux religions positives, elle les ignore. Comme elle a trouvé dans ses propres fins de quoi justifier ses institutions, légitimer son code, la société prétend trouver dans son propre idéal tout ce qui est nécessaire pour élever ses enfants.

Sans doute en ce sens l'École s'oppose à l'Église, mais comme les principes mêmes de notre vie nationale qui, qu'on le veuille ou non, poseront leurs conséquences nécessaires. Il fut un temps où non seulement les coutumes, les mœurs, mais le droit tout entier était lié aux rites d'une religion toute nationale. Religion internationale, posant un Dieu universel, élevant au-dessus de la vie civile la vie toute spirituelle du Saint, le christianisme a détendu ces rapports étroits. Mais l'Église catholique, héritière de la Rome antique, arguant de son commerce intime et ininterrompu avec Dieu, a prétendu exercer une autorité spirituelle sans contrôle. Qui limite son droit à la tyrannie la persécute, sa mission exige qu'elle dispose de la force, qu'elle dirige le bras séculier et qu'elle contraigne les rebelles. Après avoir longtemps subi cette tyrannie, la société civile s'en libère, elle entend se suffire à elle-même. Le cléricalisme qui met la religion au service de la politique est une résistance du passé. Ce n'est pas seulement l'École, c'est notre histoire même qui est anticléricale, parce qu'elle tend à mettre l'État hors de la tutelle de l'Église.

La Séparation des Églises et de l'État suivra la laïcisation de l'École, elle est une application du même principe, elle ne fait que traduire dans les faits ce qui est dans nos mœurs, dans nos lois, dans nos esprits, la séparation radicale de la vie politique et de la vie religieuse. Mais quelles que soient les mesures prises pour achever la sécularisation de l'État, ne par-

tageons pas les préjugés et les illusions de ceux qui adversaires ou partisans de ces mesures, les interprètent dans le sens de leurs passions contraires. Nous ne voulons pas abolir les religions, déchristianiser la France, en admettant qu'elle soit chrétienne, proclamer l'athéisme obligatoire et faire du président de la République le pape laïque de cette religion du *Rien*, nous voulons seulement que ne se prolonge pas une situation qui ne répond plus aux faits, que cesse la fiction d'une religion d'État, que disparaisse le prêtre fonctionnaire, l'évêque consacré par le protocole et le décret de Messidor. Nous voulons que la religion devienne ce qu'elle est réellement, ce qu'elle ne peut plus ne point être aujourd'hui, une croyance toute subjective, toute personnelle, qui n'engage que celui qui la professe, qui n'a rien à voir avec l'État, qui, en tant seulement qu'elle se manifeste par des groupements, par des associations, relève de la police et des lois.

Mais, entendons-nous bien, en laïcisant l'École, en séparant les Églises de l'État, nous ne cherchons pas la guerre, nous cherchons la paix. Nous ne voulons pas supprimer le catholicisme, mais le désarmer. Puisque les confessions religieuses nous opposent, nous divisent, trouvons en dehors d'elles les principes de l'entente nécessaire à la vie sociale. Mais cela fait, si nous refusons d'admettre, comme on a eu l'impudence de le dire, qu'il faut être catholique — disons Romain, — pour être Français, nous reconnaissons volontiers qu'on peut être catholique et

Français, et, en nous défendant contre l'Église dont il ne nous est pas loisible d'ignorer les doctrines et le passé, nous voulons pour les catholiques comme pour nous-mêmes la liberté de croyance, le respect de la conscience.

Comme je vous le disais au début, je n'ai rien voulu que donner une expression aux pensées qui sont les vôtres, aux sentiments qui vous unissent et vous soutiennent dans la grande tâche à laquelle votre honneur est de n'être point inférieurs. Par leurs menaces, par leurs injures, par leurs petites persécutions, vos adversaires ne réusissent pas à faire de l'École ce qu'ils voudraient qu'elle fût. Loin d'être des sectaires, des fanatiques, nous travaillons à dégager les grandes vérités qui, au delà des dogmes qui divisent, sont propres à réconcilier les esprits. Loin de favoriser la haine et la guerre, l'École travaille à la paix, à la paix entre les citoyens d'une même patrie, en donnant le sens et le respect de la liberté qu'elle ne définit pas par le privilège ni par le droit des forts à la tyrannie; à la paix entre les peuples, en faisant des citoyens qui aient l'intelligence du réel et la conscience de leur responsabilité. Nous n'invoquons pas à l'école le Dieu des armées, nous laissons Sabaoth à ceux qui ont besoin de ses services. Notre ambition n'est pas de vaincre des ennemis, ce qui soutient notre courage, c'est l'espérance, en fondant la paix des esprits, de préparer à ce pays les hommes dont il a besoin, des hommes capables de s'entendre et de s'unir dans une volonté fraternelle de justice et d'amour.

L'ÉCOLE SANS DIEU[1]

Messieurs,

Quand votre cher président m'a demandé de prendre la parole dans cette fête, j'ai accepté avec empressement cette occasion de m'entretenir avec vous. Il est nécessaire que nous apprenions à nous connaître. Les trois ordres de l'enseignement ne doivent pas être conçus d'une manière toute féodale, si j'ose dire, mais bien comme les organes solidaires d'un grand corps dont tous les membres collaborent à une œuvre commune, celle de l'éducation nationale. Il importe, dans une démocratie, que la vérité ne reste pas concentrée en quelques têtes, qu'elle circule librement, et, à des degrés divers, éclaire et vivifie toutes les intelligences. Le peuple doit savoir le prix de la science, et les savants ont le devoir de ne point rester étrangers au peuple dont le travail permet leur œuvre de désintéressement. Entre les savants et le peuple vous êtes les plus sûrs intermédiaires.

1. Conférence faite à l'Amicale des instituteurs de Seine-et-Marne, le 28 mars 1904.

Je me propose de vous parler aujourd'hui de l'enseignement de la morale à l'École laïque. Vous m'excuserez d'en parler en philosophe. Je voudrais vous montrer que l'introduction de la morale dans les programmes de notre école publique n'équivaut à rien moins qu'à une révolution dans la manière de concevoir les rapports de l'État aux religions existantes, et je voudrais, des raisons mêmes qui ont présidé à l'institution de cet enseignement, conclure son sens et sa portée, ce qu'il ne peut point être et ce qu'il doit être. S'il est utile que tout ouvrier comprenne ce qu'il fait pour le mieux faire, combien cela est-il plus vrai de nous dont la besogne n'a de prix que si nous nous y donnons tout entiers, et dépend, pour la plus grande part, de la manière dont nous l'entendons, des idées et des sentiments dans lesquels nous l'accomplissons.

I

L'enseignement de la morale par l'instituteur peut paraître au premier abord chose assez inoffensive. Qu'y a-t-il de si mystérieux à énumérer les devoirs envers la famille ou envers la patrie à la suite des sous-préfectures, des victoires de Clovis ou des maires du palais? Plus d'un maître, au début, fut tenté de s'inquiéter de cette tâche nouvelle à laquelle il se sentait mal préparé. N'était-ce point assez de la lecture, de l'écriture, de l'arithmétique, de l'histoire, de la géographie pour encombrer les heures de la

classe et la cervelle des enfants? Il y a toujours des gens empressés à donner ce qu'on ne leur demande pas. — La vérité, messieurs, est que la morale n'est pas une matière comme les autres, que son enseignement transforme l'École, change et relève le rôle et la condition de l'instituteur en lui conférant avec des devoirs nouveaux une dignité nouvelle.

Jusqu'à ces dernières années, vous le savez tous, l'instituteur était sous la dépendance absolue du curé. Dans certaines communes, — m'écrit un ancien instituteur de mes amis qui, sans être très vieux, a vécu dans ces temps reculés, — il remplissait les fonctions de sacristain, partout il chantait au lutrin. « Aussi ne lui était-il jamais permis de manquer la messe et les vêpres; il était tenu de se confesser et de communier au moins deux fois l'an, et, quand le curé le demandait, il devait abandonner sa classe pour aller servir la messe et chanter aux enterrements. Celui qui refusait de se soumettre à ces exigences était dénoncé, déplacé, envoyé en disgrâce. Le curé avait, en outre, le droit d'inspecter les écoles : ses visites étaient surtout fréquentes, quand l'institutenr était soupçonné de ne pas enseigner l'histoire sainte et le catéchisme. Vers 1867, époque à laquelle les idées libérales commencèrent à se répandre dans les campagnes, les curés cessèrent en partie leurs inspections, se montrèrent moins arrogants, tout en exigeant encore la confession et l'assistance aux offices. L'instituteur ne fut libéré de ces servitudes qu'en 1882. » Mon vieil ami, qui a cette singularité de ne pas se

croire le droit d'infliger aux autres les traitements dont il s'indignait d'avoir à souffrir, continue en me contant comment il est arrivé plus d'une fois à partir de cette date, que par un retour des choses — que je me refuse à appeler un juste retour des choses — les persécutions se renversèrent : l'assistance aux offices était obligatoire, elle devint dangereuse. Mais je sors de mon sujet et j'y reviens.

Vous imaginez sans peine les conflits douloureux qui naissaient incessamment des rapports de ces deux hommes, tous deux le plus souvent enfants du peuple, qui vivaient dans le même village, côte à côte, porte à porte ; chez l'un la soumission feinte, l'inertie hostile, la sourde révolte ; chez l'autre, la douceur menaçante, l'effort tenace pour briser la volonté rebelle, la mise en demeure enfin nette, cassante d'obéir ou d'être châtié. Le laïque se fait le plus souvent une idée fausse de la psychologie du prêtre. Volontiers il imagine en lui des revanches comiques des instincts naturels, des défaillances qui, connues ou secrètes, toujours le ramènent à la mesure commune. Le prêtre, ami de la bonne chère, gourmand et paillard, — s'il en est de tels, — n'est pas bien dangereux ; il a trop à se faire pardonner pour n'être point indulgent aux autres. Au vrai, la grande vertu ou, s'il vous plaît mieux, le défaut qui soutient le prêtre et lui donne la force de rester fidèle à lui-même, c'est le haut orgueil qu'il trouve dans la conscience du sacrifice réel qu'il fait, de la mission sainte qu'il s'attribue, du pouvoir sublime qu'il se confère de faire descendre Dieu

chaque jour, et comme à son ordre, sur la terre; l'orgueil ne va guère sans l'ambition, et l'ambition est ici d'autant plus impérieuse qu'elle est désintéressée et en un sens impersonnelle. L'individu n'est qu'une force anonyme, l'humble serviteur de l'Église qui doit dominer, puisqu'elle représente Dieu sur la terre. Comment demander la mesure dans l'autorité, la tolérance, le respect des croyances d'autrui à un homme qui se croit en possession de la vérité absolue, avec le devoir de la propager et d'en assurer le triomphe. La charité même, au sens théologique de ce mot, combat sa bonté native, son humaine indulgence, qui devient criminelle en compromettant le salut des âmes dont il a la charge.

Mieux que des phrases générales, une scène poignante illustrera pour vous ce conflit douloureux et nécessaire de l'instituteur et du curé; je l'emprunte à Gustave Flaubert, témoin impartial, qui ne trahit aucun des deux adversaires, uniquement préoccupé de les peindre, en artiste, dans la vérité de leurs sentiments et de leur caractère. Nous sommes en 1850, au lendemain de la loi Falloux, en pleine réaction. Bouvard et Pécuchet, deux comptables, vont rendre visite à l'instituteur du village où ils se sont retirés, pour résoudre à loisir, avec leur intelligence de troglodytes, le grand problème qui, dans le poème de Gœthe, se pose à l'âme ardente de Faust.

Petit (c'est le nom de l'instituteur) atteignit une bouteille d'anisette et trois verres, afin de porter un toast au héros, à l'immortelle victime, au grand Maximilien.

Sur le seuil, la robe noire du curé parut. Ayant salué vivement la compagnie, il aborda l'instituteur et lui dit presque à voix basse :

« Notre affaire de Saint-Joseph, où en est-elle?

— Ils n'ont rien donné, reprit le maître d'école.

— C'est de votre faute!

— J'ai fait ce que j'ai pu.

— Ah! vraiment? »

Bouvard et Pécuchet se levèrent par discrétion. Petit les fit se rasseoir, et s'adressant au curé :

« Est-ce tout? »

L'abbé Jeufrey hésita; puis avec un sourire qui tempérait la réprimande :

« On trouve que vous négligez un peu l'histoire sainte.

— Oh! l'histoire sainte! reprit Bouvard.

— Que lui reprochez-vous, monsieur?

— Moi, rien. Seulement il y a peut-être des choses plus utiles que l'aventure de Jonas et les rois d'Israël!

— Libre à vous », répliqua sèchement le prêtre. Et, sans souci des étrangers ou à cause d'eux :

« L'heure du catéchisme est trop courte! »

Petit leva les épaules.

« Faites attention, vous perdrez vos pensionnaires. »

Les dix francs par mois de ces élèves étaient le meilleur de sa place. Mais la soutane l'exaspérait.

« Tant pis! Vengez-vous!

— Un homme de mon caractère ne se venge pas, dit le prêtre sans s'émouvoir. Seulement je vous rappelle que la loi du 15 mars nous attribue la surveillance de l'instruction primaire.

— Eh! je le sais bien, s'écria l'instituteur. Elle appartient aussi aux colonels de gendarmerie! Pourquoi pas au garde champêtre? ce serait complet. »

Et il s'affaissa sur lui-même, mordant son poing, retenant sa colère, suffoqué par le sentiment de son impuissance.

L'ecclésiastique le toucha légèrement sur l'épaule :

« Je n'ai pas voulu vous affliger, mon ami, calmez-vous, un peu de raison! Voilà Pâques bientôt! J'espère que vous donnerez l'exemple en communiant avec les autres.

— Ah! c'est trop fort! moi, moi, me soumettre à de pareilles bêtises. »

Devant ce blasphème, le curé pâlit. Ses prunelles fulgurèrent, sa mâchoire tremblait.

« Taisez-vous, malheureux! taisez-vous! Et c'est sa femme qui soigne les linges d'église!

— Eh! bien quoi? Qu'a-t-elle fait?

— Elle manque toujours la messe, comme vous, d'ailleurs!

— Eh! on ne renvoie pas un instituteur pour ça.

— On peut le déplacer. »

Le prêtre ne parla plus, il était au fond de la pièce, dans l'ombre. Petit, la tête sur la poitrine, songeait.

Ils arriveraient à l'autre bout de la France, leur dernier sou mangé par le voyage, et ils retrouveraient là-bas, sous des noms différents, le même curé, le même recteur, le même préfet : tous, jusqu'au ministre, étaient comme les anneaux de sa chaîne accablante! Il avait reçu déjà un avertissement; d'autres viendraient. Ensuite? et dans une sorte d'hallucination, il se vit marchant sur une grande route, un sac au dos, ceux qu'il aimait près de lui, la main tendue vers une chaise de poste.

A ce moment-là sa femme, dans la cuisine, fut prise d'une quinte de toux; le nouveau-né se mit à vagir et le marmot pleurait. Pauvres enfants! dit le prêtre d'une voix douce.

Le père alors éclata en sanglots.

« Oui, oui, tout ce qu'on voudra!

— J'y compte reprit le curé.

Et ayant fait la révérence :

« Messieurs, bien le bonsoir. »

Gardez-vous bien, messieurs, de croire qu'en évoquant cette scène cruelle, je veuille éveiller en vous des rancunes aussi injustes que stériles. Seule la philosophie qui se dégage de ce récit m'importe. L'abbé Jeufrey n'est point un méchant homme, il a pitié de la femme de l'instituteur, de ses enfants, il est sans intention mauvaise, il fait son devoir, rien de moins. En imposant à l'instituteur l'enseignement de l'histoire sainte et du catéchisme, l'assistance aux offices, la confession, la communion, il remplit la mission que lui a confiée la société. Car — et c'est là que j'en veux venir — l'instituteur dans la dépendance du curé, l'école soumise au presbytère, c'est la reconnaissance encore — en dépit de déclarations pompeuses — d'une religion d'État. En fondant des écoles, la société civile se déclare capable de donner l'instruction, d'enseigner la lecture, l'écriture, les sciences, l'histoire, toutes choses d'ordre laïque qu'elle se doit à elle-même; mais, pour ce qui est de l'éducation, de l'usage à faire des connaissances, de la direction à donner à la vie, elle avoue son incompétence, elle se soumet à une autorité spirituelle étrangère; elle s'humilie et elle humilie ses serviteurs devant l'Église, dont elle attend cette vérité supérieure. L'instituteur dans la dépendance du curé, ce n'est rien moins que la société civile aux pieds de l'Église, et sollicitant d'elle ce qu'elle ne peut se donner à elle-même : le pain de vie, le pain spirituel. Il est entendu par là que la vie laïque ne se suffit point, qu'elle n'a pas son fondement en elle-

même, que l'homme ne peut trouver dans son expérience et dans sa raison une règle de conduite, qu'il n'y a d'esprit que le Saint-Esprit et d'éducateur que le prêtre.

Vous pressentez maintenant, messieurs, ce qu'il y a de nouveau, ce qu'il y a de considérable dans le seul fait de faire entrer la morale dans les programmes de notre école publique. Quand le curé est sorti de chez l'instituteur, Bouvard et Pécuchet s'approchent de lui pour le consoler, mais il les repousse : « Laissez-moi, laissez-moi, je suis un misérable! » Le pauvre homme a l'obscure conscience qu'il représente une vérité d'un autre ordre que celle du prêtre, supérieure, à ses yeux du moins, dégagée des superstitions du passé, d'une vérité qui vaudrait le martyre, et qu'il trahit en la sacrifiant à l'intérêt des siens. Cette vérité, la loi qui ferme l'École au curé et qui confie à l'instituteur, maître chez lui, la mission d'enseigner une morale toute laïque, en est la reconnaissance et la proclamation. La Société civile achève sa sécularisation, elle remercie l'Église de ses bons offices, elle s'affranchit de toute autorité spirituelle étrangère, elle se constitue en dehors et au-dessus de tout dogme confessionnel. Avec l'instituteur qui la représente, elle se met hors de tutelle. L'État républicain affirme enfin sa volonté de vivre et de durer, pour cela de ne plus conférer le privilège exclusif de l'éducation morale à une Église qui repose sur des principes contraires aux siens; il affirme que dans ses propres principes tout rationnels, tout humains, il

peut trouver les éléments de l'éducation qui formera les citoyens dont il a besoin; que dans une libre démocratie la vie sociale enveloppe des fins supérieures qui suffisent à relever notre existence d'un jour, un idéal qui suffit à donner la force de bien vivre et, s'il est nécessaire, le courage de bien mourir. Il ne manque pas de révolutions dans l'histoire qui ont fait plus de bruit, qui ont coûté plus de vies humaines, qui avec leur air de batailles gagnées, frappent plus vivement l'imagination, il en est peu qui aient un sens philosophique plus profond, s'il est vrai que cette révolution, toute pacifique, ne signifie rien moins que l'émancipation définitive de la raison par la séparation radicale de la vie religieuse et de la vie politique.

II

Ces considérations vous ont paru bien lointaines, bien générales peut-être; elles sont nécessaires pour définir ce que doit être l'enseignement de la morale dans notre école républicaine. Proposée par l'État, répondant à son institution, enseignée par un maître qui est son délégué, je dis que cette morale ne peut, ne doit être que laïque, qu'elle ne peut, qu'elle ne doit chercher ses principes, ses fins et ses mobiles que dans la vie présente, que dans la vie de l'homme uni à l'homme pour les œuvres supérieures, vraiment caractéristiques de l'humanité, que cette union seule permet. La République ne se soustrait pas à l'auto-

rité de l'Église pour se constituer en Église, pour substituer au pape infaillible des catholiques je ne sais quelle papauté collective, pour ériger le Parlement en Concile national qui, à la majorité des suffrages, décrète, avec la vérité théologique, l'asservissement des consciences. Une métaphysique, une théologie d'État est la pire des formes que puisse prendre la religion d'État. L'État ne peut mettre au principe de l'éducation nationale d'autre idéal que celui qu'il dégage de lui-même et de ses institutions ; sa morale doit rester civique et sociale. Ceux qui, contre le vœu de Jules Ferry, se sont entêtés à convertir les instituteurs de France en « autant de petits vicaires savoyards », à faire rentrer de gré ou de force Dieu dans l'école, à défaut du prêtre, une fois de plus n'ont montré que leur aveuglement. Ils n'ont pas vu qu'ils allaient contre leurs propres intentions, qu'ils revenaient à la tradition jacobine, qu'ils reprenaient à leur compte la pure doctrine « de la grande victime, de l'immortel Maximilien ».

Si nous accordons que dans nos écoles l'État a le droit d'enseigner l'existence de Dieu, l'immortalité de l'âme, sous ce prétexte spécieux que seuls ces dogmes donnent aux préceptes de la morale une réelle efficacité, en les faisant dépendre d'une volonté toute-puissante qui en assure la sanction, que seuls par suite ces dogmes peuvent garantir à l'État la somme de désintéressement et de vertu dont il ne saurait se passer, nous sommes tenus logiquement de lui reconnaître le droit de définir l'idée de

Dieu conformément à l'utilité sociale qui la lui fait promulger. Mettons donc la théologie officielle sous la garde du magistrat, mais avec le principe acceptons les conséquences.

Le premier les jacobins comme le premier des socialistes, est celui qu'on appelle volontiers « le divin Platon ». Au Xe livre des *Lois*, après avoir posé que la cité, dont il dessine le plan idéal, ne peut se passer de la croyance en des dieux qui assurent le châtiment des méchants, il reconnaît deux classes d'impies : les premiers sont ceux qui nient l'existence des dieux, les seconds et les plus dangereux sont ceux qui se vantent de pouvoir les apaiser ou les fléchir. A celui qui se rendra coupable d'impiété en niant les dieux ou leur providence, cinq ans de prison ; en cas d'obstination et de récidive, la mort. Quant aux séducteurs du peuple qui rassurent les méchants, « qui se vantent de pouvoir évoquer les morts, de pouvoir fléchir les dieux comme s'ils avaient le secret de les charmer par des sacrifices, des prières et des enchantements, et qui, par amour du lucre, s'efforcent de renverser ainsi l'ordre des familles et de la cité », qu'ils soient condamnés au *carcere duro* à perpétuité, et que leurs cadavres soient jetés hors des frontières de la République. Messieurs, quel embarras va être le nôtre! Nos prisons ne sont pas assez grandes pour contenir les saintes gens que Platon nous somme d'y enfermer, tous ceux qui se vantent d'avoir crédit auprès de Dieu ou des saints; de faire retrouver les clefs ou les cœurs perdus ; sinon

d'évoquer les morts, d'abréger du moins leurs siècles de purgatoire; et soyez assurés que pas une nation voisine ne consentira à cette exportation pestilentielle de cadavres sans sépulture.

J.-J. Rousseau est plus doux; il se contente du bannissement des impies. Le souverain proclame l'existence de Dieu, la providence, l'immortalité de l'âme, « non pas précisément comme des dogmes de religion, mais comme sentiments de sociabilité, sans lesquels il est impossible d'être bon citoyen et sujet fidèle... Sans pouvoir obliger personne à les croire, il faut bannir de la République quiconque ne les croit pas, il faut le bannir, non comme impie, mais comme insociable, comme incapable d'aimer sincèrement les lois, la justice, et d'immoler au besoin sa vie à son devoir ». J'en sais plus d'un qui sera tenté de dire que J.-J. Rousseau n'a pas tort, « qu'il importe bien à l'État que chaque citoyen ait une religion qui lui fasse aimer ses devoirs ». Soit, mais attendez la suite. Cette religion n'étant destinée qu'à rendre l'homme sociable, « quiconque ose dire : hors de l'Église pas de salut, doit être chassé de l'État ». Quel exode! Une fois encore, à force de purifier la République, craignons qu'il n'y reste plus personne.

Dans le grand rapport qu'il lut à la Convention le 18 floréal an II, rapport longuement travaillé, où il mit le meilleur et le pire de lui-même, son âme ardente et sèche de prêtre et de sectaire, Robespierre reprend la thèse de J.-J. Rousseau. Les opinions indi-

viduelles sont libres — c'est par là toujours qu'on commence; — le législateur n'est pas un philosophe, un fabricant de systèmes, mais il a le droit et le devoir d'interdire la profession publique des opinions qui n'iraient à rien moins qu'à ruiner le fondement même de la société. « Le fondement unique de la société civile, c'est la morale... L'immoralité est la base du despotisme, comme la vertu est l'essence de la République. » Aux yeux du législateur, « tout ce qui est utile au monde et bon dans la pratique est la vérité », qu'il accueille toutes les doctrines qui consolent et qui élèvent les âmes : « L'idée de l'Être suprême et de l'immortalité de l'âme est un rappel continuel à la justice, elle est donc sociale et républicaine... L'athéisme est aristocratique ». Tous ceux que Robespierre a proscrits, tous ceux qu'il a tués étaient des athées. Athées, tous les conspirateurs et tous les traîtres, athées Dumouriez et Lafayette, athées les Girondins, Vergniaud, Guadet, Gensonné; athées les hébertistes et athée Danton : « Tous érigeaient l'immoralité non seulement en système, mais en religion, tous cherchaient à éteindre les sentiments généreux de la nature par leurs exemples autant que par leurs préceptes ». L'échafaud reste dressé pour les corrompus et pour les impies : « Malheur à celui qui cherche à éteindre le sublime enthousiasme! » Personne ne s'y risqua et la Convention décréta : « Le peuple français reconnaît l'existence de l'Être suprême et l'immortalité de l'âme ». Par malheur, le 9 thermidor empêcha la France de recueillir les fruits

de ce décret politico-métaphysique, qui, avec l'aide de la guillotine, ne pouvait manquer de faire de tous les Français des hommes vertueux et bons citoyens.

Il y a une dizaine d'années, nous avons assisté à des consultations sur « l'âme de l'école » ; plusieurs voulaient cette âme mystique; on parlait de « laïciser la religion », non par un culte, par des rites nouveaux, par des fêtes publiques, à la façon de Robespierre, mais en la libérant de tout cléricalisme, en la faisant tout intérieure, en l'identifiant à la conscience morale elle-même et à ses plus hautes exigences. On allait jusqu'à proposer d'adopter le *Pater* comme prière nationale. Je ne nie point la valeur de ces idées, leur efficacité possible, j'affirme que l'État n'a pas qualité pour donner un tel enseignement, qui reviendrait à décider à la majorité des suffrages de vérités qui ne peuvent relever que des consciences individuelles. Comme on l'a dit fortement : « L'État ne se connaît pas de religion, précisément parce qu'il reconnaît les diverses religions de ses membres ». Reprenons donc l'épithète, qu'on accole comme un outrage à notre école publique, disons avec la juste idée de tout ce qu'implique cette épithète, que notre école, par cela même qu'elle n'est ni confessionnelle, ni théologique, qu'elle est nationale, laïque, est l'École sans Dieu.

Ai-je besoin de vous dire, messieurs, que ne point enseigner l'existence de Dieu ne revient nullement à enseigner la non-existence de Dieu. L'École sans Dieu n'est pas l'École athée; elle ignore la religion,

elle s'établit en dehors d'elle, elle n'est point antireligieuse. L'athéisme est une doctrine métaphysique, une théologie négative; il a droit au respect comme toute opinion, mais il ne constitue pas plus un privilège, une preuve immédiate de supériorité intellectuelle, que la croyance en Dieu n'équivaut à un brevet de vertu ou même de simple probité. Renverser les préjugés n'est bien souvent qu'une manière de les partager encore et de se faire une opinion à bon compte. Il serait intéressant d'examiner en philosophe l'athéisme, qu'il ne faut pas confondre avec la négation du Dieu personnel, de suivre ses conséquences, de marquer tout ce qu'il interdit à ses adeptes de croire et d'espérer. Quoi qu'il en soit, en tant qu'instituteurs, vous n'avez pas le droit, pour reprendre les expressions de Robespierre, « de vous ériger vous-mêmes en apôtres fougueux du néant et en missionnaires fanatiques de l'athéisme ». Quant à ceux qui proposent de soumettre, à l'école primaire, l'idée de Dieu à une critique rationnelle, s'ils sont sérieux et n'ont pas d'arrière-pensée, je crains qu'à tous ceux qui savent ce qu'est le problème, sa complexité, les points de vue multiples d'où il peut être abordé, ils ne prêtent à rire : *risum teneatis amici*.

Les religions ne relèvent de l'instituteur que dans la mesure où elles donnent naissance à l'exercice de vertus civiques; il ne doit parler d'elles que pour signaler leur diversité et prêcher le respect de toutes les croyances. S'il en est qui ne peuvent se résigner à cette abstention, qui s'en trouvent humiliés et amoin-

dris, je leur propose cette consolation. L'homme toujours a fait Dieu à son image, qu'ils élèvent l'homme, c'est leur fonction même, du même coup ils élèveront Dieu. Donnez à l'enfant l'habitude de réfléchir; au lieu de surcharger sa mémoire, faites, toutes les fois qu'il est possible, appel à son jugement; efforcez-vous de lui faire comprendre la généralité et la constance des lois de la Nature, vous rendrez impossible la croyance aux faux miracles et les vaines superstitions; développez sa conscience, son initiative, le sentiment de sa responsabilité, inspirez-lui le sentiment et l'amour du droit, vous ruinerez, sans que nul puisse vous blâmer, les dogmes qui blessent la conscience humaine. Votre honneur est ici de ne pouvoir détruire le mal que par le bien que vous aurez créé.

III

Messieurs, nous ne nous sommes pas libérés de l'autorité de l'Église, pour y substituer une tyrannie de fonctionnaires hypocrites. Non moins qu'un Dieu breveté avec garantie du gouvernement, nous renions l'athéisme officiel, la forme la plus odieuse du fanatisme et de l'intolérance. L'État moderne tend à la sécularisation progressive de toutes ses fonctions : la loi n'est plus liée à des rites religieux, elle s'avoue d'institution humaine et se justifie par l'intérêt public; le mariage n'est plus un sacrement, il est un contrat civil; le souverain n'est plus sacré avec le concours

miraculeux des anges et de la sainte ampoule, investi d'un droit divin; il est le peuple dans sa volonté collective. Tout ce qui est d'ordre religieux désormais n'est plus d'ordre social : la religion est chose privée et ne relève que de la conscience individuelle.

Nos dissensions confessionnelles — c'est un fait — tendent à nous opposer, à nous mettre aux prises, elles ne peuvent nous offrir un terrain d'entente, les éléments d'une éducation commune. L'École publique, comme l'État lui-même, ne peut être que laïque. A cette condition seule, elle est ce qu'elle doit être, elle répond au dessein qui a présidé à son institution. Notre démocratie ne cherche pas le principe de son unité dans un dogmatisme religieux, elle se proclame indépendante de toute autorité spirituelle, elle prétend se suffire à elle-même, trouver dans ses fins propres tout ce qui lui est nécessaire pour vivre et pour durer. Elle se reconnaît par là même capable de donner à tous ses enfants une éducation qui se fonde, au delà de ce qui les sépare, sur ce qui peut les unir. L'union des esprits et des volontés, sans laquelle la société ne peut être qu'une contrainte et une dissociation véritable, suppose cette culture commune, cet enseignement laïque de la morale. Dans une autocratie, l'éducation civique est une dépendance de l'éducation religieuse : le prêtre est nécessaire pour sanctifier l'obéissance passive, pour diviniser la personne et la puissance du prince, en qui se résume l'État. Notre démocratie n'a point à sortir d'elle-même, elle ne soumet point l'individu à

une volonté arbitraire, elle demande aux citoyens l'obéissance à la loi, qui n'est que le consentement à la société, aux conditions qui en assurent la paix et la continuité.

Se fondant en dehors de toute Église, la République est tenue de prendre l'initiative de l'éducation nationale: mais que sera cette éducation? Comment se conciliera-t-elle avec le respect des libertés et des consciences individuelles? Ne revenons-nous pas par une voie indirecte au dogmatisme social, à la doctrine d'État? Nous enfermerons-nous de parti pris dans des banalités indifférentes? Nous bornerons-nous à énumérer les devoirs sans les justifier? Ces préceptes, plus ou moins habilement illustrés d'exemples, se suivent sans s'enchaîner: l'enfant les apprend, il ne les comprend pas. Cette matière dispersée n'est pas organisée par une idée supérieure qui se retrouve en toutes ses parties. Pour faire des esprits libres et forts, il faut moins charger la mémoire qu'exercer le jugement; pour que l'enseignement moral soit une éducation de la conscience, il faut que ses divers préceptes apparaissent à l'enfant comme les conséquences d'un principe, compris par l'intelligence, consenti par la volonté, vivifié par le sentiment. A cette condition seule, les vérités enseignées deviendront une vérité vivante, intimement mêlée à l'activité de l'esprit, qui sans cesse pour ainsi dire la découvre et sans cesse la vérifie, à mesure qu'il en aperçoit des applications nouvelles.

Mais n'est-ce point là précisément la doctrine

d'État? Tant qu'on s'en tient à énumérer les devoirs les plus généraux, à conseiller la propreté, la tempérance, le courage, tout le monde est d'accord. Essayez de justifier ces préceptes, pour cela de les ramener à un principe commun, vous exprimez nécessairement une idée générale sur la vie, sur ce qui en fait le prix, sur ce qui lui donne un sens, et voici que les divergences commencent. En choisissant parmi tant de systèmes possibles et par ce choix seul ne violez-vous pas la neutralité scolaire? Sous prétexte de faire des esprits libres, capables d'initiative, n'allez-vous pas, à dire vrai, opprimer les consciences, les asservir, en leur suggérant des croyances, contre lesquelles elles ne songent point à se défendre? Messieurs, je n'espère pas que nous réussissions jamais à satisfaire les gens qui n'affectent une telle jalousie des consciences, quand il s'agit de l'instituteur, que pour mieux assurer leur asservissement par une autre autorité.

Comme il a le droit et le devoir de vivre, de se conserver et de se défendre, l'État républicain, fondé sur le respect mutuel des libertés, a le droit et le devoir de préparer les générations qui assureront la continuité de son existence et le progrès de ses institutions. Il importe que l'École laïque dégage l'idéal supérieur qui répond à l'existence de notre démocratie et qu'elle en inspire l'amour et la volonté à ceux qui ne peuvent rester trop au-dessous de lui sans retomber dans la servitude par la démagogie. Cet idéal, qui exprime les principes mêmes d'un gou-

vernement libre, n'humilie, n'opprime personne, il est plus ou moins présent à toutes les consciences, ceux mêmes qui l'accusent d'être chimérique n'osent le renier en face.

Le grand reproche qu'on adresse à notre démocratie, c'est de supposer que l'homme existe, de ne pas apercevoir la bête féroce et lubrique qui perce sous tous ses instincts, d'imaginer comme élément de la société l'être raisonnable et libre, et de composer l'État réel de ces citoyens abstraits. Les citoyens d'une libre république ne peuvent être que des hommes, trouvez là le principe de notre morale laïque. Ramenez les divers préceptes à cette volonté d'être homme, de s'élever à la dignité de la personne, de se respecter soi-même pour être digne du respect de tous. Mais ce principe n'est-il pas bien général, bien vague? Qu'est-ce enfin qu'être homme, et combien d'espèces peut-il y en avoir, de l'homme du monde à l'homme de guerre et à l'homme des champs? Prenez les choses simplement. Être homme, c'est être le contraire d'une brute et d'abord ne pas s'exposer à embrasser son cochon dans le ruisseau. L'individu doit dompter l'animal qui, de ses lointaines origines, survit en lui, il doit se vouloir raisonnable, libre, il doit se donner la sagesse qui prévoit, la tempérance qui substitue à l'impulsivité de la bête la maîtrise des penchants, le courage qui s'oppose à la fureur aveugle aussi bien qu'à la peur, et, en face du péril ou du mal, laisse l'esprit présent et la volonté entière. Divisé contre lui-même, asservi aux passions qui tour à tour

le dominent, l'homme n'est qu'une chose multiple, incohérente, qui dépend de tout excepté d'elle-même. La première tâche de l'homme est de se créer lui-même, en faisant sortir du chaos des désirs contraires l'harmonie de la vie spirituelle; son premier devoir est d'exister, pour cela de se conférer l'existence par la conséquence dans les idées et dans les actes, par la constance avec soi-même, comme disaient les Stoïciens.

Mais l'homme n'est un homme que parmi les hommes. Tout ce qui le libère de ses servitudes ancestrales, tout ce qui vraiment l'élève au-dessus de la bête, le caractérise, le spécifie, — la science, l'art, la moralité, — naît du concours des intelligences et de la coopération des volontés. On ne se veut vraiment qu'à la condition de vouloir les autres. Je ne suis un homme véritable qu'en consentant à cette loi de coopération qui me fait tout à la fois le débiteur et l'auxiliaire de tous les hommes, qui m'oblige envers eux comme elle les oblige envers moi. La solidarité sociale, dont on parle tant aujourd'hui, n'est, à la prendre en elle-même, qu'un fait naturel, fatal, qui n'a rien de moral, qui produit la haine aussi bien que l'amour; mais ce fait reconnu, réfléchi, relié à l'idée morale, étend singulièrement le sens et la portée de l'idée de justice, en mêlant plus intimement la vie individuelle à la vie collective.

Ainsi, sans porter atteinte à la liberté des consciences, la morale laïque peut rattacher les divers devoirs à ce grand principe, que nul ne peut renier

sans se renier lui-même : consentir à la vie spirituelle, vouloir être homme; être homme, c'est-à-dire faire régner en soi cette première justice qui est l'ordre dans les penchants naturels, et, prenant sa part du grand labeur collectif, qui seul permet la libération de l'individu, travailler à l'avènement progressif de la justice dans les rapports des hommes.

Messieurs, votre mission est d'enseigner les enfants du peuple; vous êtes chargés, durant les trop courtes années où ils vous sont confiés, non seulement de les instruire et, en les instruisant, de développer, dans la mesure du possible, leur jugement, de les mettre en garde contre les illusions et les entraînements de l'aveugle passion, mais de les élever, de les préparer à remplir leurs fonctions d'hommes et de citoyens. On vous rappelle volontiers qu'en arrivant à l'école, l'enfant a déjà des idées qu'il doit à la famille et dont il est bon que vous tiriez parti. Vous savez, par expérience, que ces idées et ces exemples ne sont pas toujours ce qu'ils devraient être. Il est cependant un enseignement que l'enfant du peuple reçoit de la vie, sans même qu'il y songe, et c'est l'enseignement du travail, car, pour lui, le mot de l'apôtre apparaît strictement vrai : Qui ne travaille pas ne mange pas. Or, la morale laïque, par cela même qu'elle est sociale, qu'elle nous propose des fins terrestres et qui ne se réalisent point sans notre effort, n'est pas une morale contemplative, mystique, elle demande tout à l'homme lui-même, elle est une morale de l'action, elle est par excellence une morale du travail. Le travail consiste

essentiellement à comprendre la nature pour la transformer, à se servir de ce qui est pour réaliser ce qui doit être. Le travailleur ne se sépare pas de la nature, il ne se met point en dehors d'elle, il ne la méprise pas comme le principe de tout mal et de tout péché, il la prend pour associée et pour collaboratrice, mais il ne lui obéit que pour lui commander, il étudie ses lois pour coordonner ses forces à l'unité du dessein qu'il poursuit. Ainsi, depuis des siècles, font les générations de paysans, qui ont ajouté à la légère couche d'humus dont la fécondité nourrit les hommes, variant les cultures selon les terrains, sarclant les mauvaises herbes, labourant, semant dans la saison convenable. Le paysan aime la terre parce que, comme le bœuf, le cheval, elle est à la lettre sa compagne de travail. En généralisant cette loi du travail, en la montrant au principe de notre vie morale, faites sentir sa grandeur et la beauté de s'y soumettre librement. Le premier et le plus grand travail de l'homme c'est, en dominant sa propre nature, ses penchants multiples, de se faire, de se créer lui-même; puis, dans le conflit des intérêts contraires, qui est ici comme la donnée de la nature, de chercher par la continuité de l'effort et la lucidité de l'intelligence, l'harmonie supérieure qui s'appelle la justice dans les rapports des hommes. En relevant ainsi le travail, en le mettant à l'origine de tout bien, faites-nous des citoyens qui n'attendent pas du dehors, de la providence ou de la fatalité, ce qu'ils ne peuvent recevoir que d'eux-mêmes, et qui ne soient pas tentés de

chercher dans la servitude ce qu'ils n'auront point su conquérir par la liberté.

Mais, dira-t-on, cette morale laïque, tout humaine, toute sociale, constituée en dehors du Dieu tout-puissant, qui plante les jardins du paradis pour les justes, qui allume les flammes de l'enfer pour les violents et prend sur lui la vengeance des crimes impunis, comment sera-t-elle efficace, quelle sera son autorité? Je réponds que cette morale aura pour elle la meilleure des autorités, celle de la vérité. Certes, nous n'affirmons pas que dès ici-bas l'ordre physique se confonde avec l'ordre moral, que la vertu ait pour conséquence nécessaire le succès, que les faits se rangent spontanément du parti de l'honnête homme. Nous nous interdisons tout mensonge; le mensonge se détruit lui-même; il est stérile. Sur cet accord définitif du réel et du bien nous laissons le champ librement ouvert à toutes les croyances, à toutes les espérances. Mais nous nions que le travail doive se définir comme un châtiment, la vertu comme le sacrifice de soi : nous relevons ces deux titres de toute noblesse humaine. Revenant à l'idée des anciens, nous soutenons que la vertu est l'alternative la plus sage, que par elle l'homme fait tout au moins pour son salut — prenez le mot dans son sens le plus compréhensif — ce qui dépend de lui-même. Je vous le demande, si le vieux conte, où se jouait la fantaisie de nos pères, se réalisait, si quelque bonne fée vous avait en amitié et si, penchée sur le berceau, elle laissait à votre choix — comme il convient pour perdre

les fous — le don de bienvenue qu'elle apporte au nouveau-né, hésiteriez-vous à solliciter pour celui qui entre dans l'inconnu de la vie, avec la santé qui est comme la matière dont tous les autres biens sont faits, la vertu sans laquelle tous les biens extérieurs se retournent contre celui qui les possède. Sans doute, vous savez que par ce choix vous ne mettez point l'enfant à l'abri de tous les accidents suspendus sur une vie humaine, vous savez du moins que vous le mettez à même d'y faire face et de trouver en lui tout ce qu'il faut pour lutter et pour vaincre.

La vertu est la santé morale, l'énergie qui rassemble et unifie les forces intérieures; elle nous donne un bien que rien ne peut nous ravir, parce que nous nous le devons à nous-même et que les épreuves nous permettent de l'accroître et de nous en assurer plus pleinement la possession. Si la vertu est ainsi le plus précieux des biens, celui qui nous garantit avec la satisfaction de nous-mêmes le plus grand empire sur les choses et la plus grande chance de faire notre destinée, elle a son prix en elle-même, elle est le bonheur même, en tant qu'il dépend de nous, et les efforts que coûte son acquisition, s'ils sont des sacrifices, en un sens, sont des sacrifices relatifs que justifie la raison, parce qu'ils sont la condition d'un plus grand bien. Ainsi la morale laïque trouve son autorité et sa sanction non pas dans des illusions, dans des menaces ou dans des promesses hypothétiques, mais dans la réalité et dans l'expérience même de la vie. Quelle que puisse être l'existence d'outre-tombe, qui certes

garderait toujours des injustices à réparer, « quelle sottise, comme le dit Spinoza, que celle d'un homme qui s'emplirait le corps de poisons et d'aliments mortels, sous ce prétexte qu'il n'espère pas jouir toute l'éternité d'une bonne nourriture, et qui, voyant que l'âme n'est point éternelle ou immortelle, choisirait de vivre en insensé et sans raison, toutes choses si absurdes qu'elles méritent à peine d'être mentionnées ».

Quelle plus haute idée pourrions-nous concevoir du bonheur, selon la pensée des anciens, que de vivre juste dans une société juste, ou, si c'est là un idéal qui ne se réalisera jamais tout entier, que de nous en approcher en travaillant à établir la justice en nous-mêmes et dans la République.

IV

Je conclus, messieurs. L'enseignement de la morale dans l'école publique ne signifie rien moins que la sécularisation définitive de l'État, l'indépendance de la société civile vis-à-vis de toute Église usurpatrice, de toute autorité spirituelle qui prétendrait la dominer au nom d'une révélation divine. Il suppose que la République peut trouver en elle-même, dans les principes mêmes qui président à ses institutions, dans les fins supérieures qu'elle rend possibles, tout ce qui lui est nécessaire pour faire l'éducation de ses membres. Mais de cela que l'École, par définition même, est laïque, qu'elle ne représente rien de plus que la cité,

il suit que l'instituteur n'a aucune autorité pour parler au nom de Dieu, pour rétablir sous une forme ou sous une autre la religion d'État, qu'il ne peut parler qu'au nom de la cité dont il est le représentant et l'interprète. Au-dessus des divergences confessionnelles, des dogmes métaphysiques, religieux qui opposent les citoyens, votre mission est de dégager l'idéal social, rationnel, humain qui peut les unir. Vous n'êtes d'aucune secte, d'aucune Église, vous avez le droit de pratiquer librement la religion qui vous convient, sous la seule réserve de ne pas l'introduire sournoisement dans l'École. Votre tâche n'est pas d'envenimer, d'exaspérer les haines, mais de travailler à leur apaisement. Les gens, que des siècles de privilèges ont habitués à confondre la liberté avec leur droit à la tyrannie, si on ne leur cède rien, se résigneront à rentrer dans la loi commune. Ouverte à tous, ignorant volontairement les divisions de caste, de parti, d'Église, ne connaissant que les enfants de France et faite pour leur enseigner un commun idéal, l'École, loin d'être une œuvre de guerre, est un instrument de paix, s'il est vrai qu'elle tende à réconcilier les esprits dans une même volonté de ne pas mêler le ciel et la terre, de laisser à chacun son paradis et ses dieux, de faire sa besogne ici-bas et de travailler à l'avènement de la justice dans la cité des hommes.

LA PHILOSOPHIE ET L'ÉDUCATION DU PEUPLE[1]

I

On se propose ici de lire et de commenter quelques pages choisies parmi celles où les plus grands philosophes ont exprimé le résultat de leurs réflexions sur la vie, sur le bonheur, sur le devoir, sur cet ensemble de problèmes auxquels nul de nous n'échappe et que chacun de nous, qu'il le sache ou qu'il l'ignore, résout par sa conduite même.

Notre ambition serait de nous adresser aux ouvriers et d'être compris par eux : une des pensées fondamentales de l'*Union* est que les vrais biens ne sont refusés à personne.

Une telle entreprise ne peut manquer d'être critiquée de divers côtés : les uns la trouveront chimérique, les autres la trouveront dangereuse ; les sceptiques n'y verront qu'un optimisme de philosophe, l'illusion que l'homme est un animal raisonnable ; les

1. Conférence faite à l'*Union pour l'action morale*, le 1er mai 1896.

prudents et les politiques regretteront ce nouvel appel à la réflexion, à l'initiative de l'individu, qui ne peut que faire broncher la marche sûre de la bête humaine dans les chemins tracés par l'habitude et la tradition vers des buts prévus.

Avant tout, il importe de bien s'entendre sur ce que peut être l'objet de ces conférences, que j'aimerais mieux appeler, d'un terme moins solennel, des causeries.

La vie morale est quelque chose de très complexe, elle veut la collaboration de l'école et de la famille, de la société et de l'individu; elle intéresse autant que l'intelligence le cœur, l'imagination, la volonté, toutes les facultés que l'analyse distingue, qui en fait ne se séparent pas l'une de l'autre, et à chaque instant conspirent dans l'unité de la vie intérieure. Nous ne prétendons pas apporter la vertu dans une formule, nous ne croyons pas aux paroles magiques, nous savons qu'une vérité n'est une vérité morale que quand elle n'est plus l'idée des autres, que quand elle s'est mêlée intimement à notre être, que quand élément actif et vivant de notre propre pensée elle est descendue, si j'ose dire, dans le corps même et s'est comme exprimée dans l'organisme.

Il ne s'agit pas davantage de demander à des esprits que rien n'y a préparés l'intelligence des systèmes de Descartes, de Spinoza, de Leibniz, d'exposer dogmatiquement la morale de tel ou tel philosophe, avec un bel étalage de logique et de subtilité. Toute scolastique serait ici déplacée. Ne substituons pas les

mystères de la métaphysique aux mystères des religions positives : si nous parlons pour n'être pas entendus, tenons-nous-en au latin de l'Église qui a au moins le privilège du premier occupant.

Nous sommes des hommes réunis pour faire notre besogne d'hommes, pour nous interroger sur ce qui surtout nous intéresse, sur ce que nous devons vouloir, sur ce que nous devons être, et nous consultons ensemble loyalement, naïvement, des hommes comme nous, auxquels nous nous confions sans fausse humilité, sans abdication de notre libre jugement, parce qu'ils ont été le plus vraiment hommes, parce que c'est notre raison même qui nous paraît en eux, vivante, présente, agissante, parce qu'ils nous aideront à nous mieux connaître, en nous renvoyant notre image agrandie. Nous n'avons que faire de formules mortes; c'est notre propre conscience que nous voulons éveiller, c'est nous-mêmes que nous voulons interroger dans les autres; dans le passé c'est l'homme même qui nous intéresse, et nous appelons parmi nous ceux qui ont le mieux pensé, ceux qui ont le mieux vécu, Platon, Épictète, Marc-Aurèle, Descartes, Spinoza, pour converser avec eux, pour les convier à l'un de ces entretiens où, selon la parole de l'un deux, « ils ne nous découvrent que les meilleures de leurs pensées ». Ce qui nous importe, c'est moins ce qu'ils ont dit que le secret de leur vie intérieure, que la haute inspiration morale qui soutint leur effort.

A dire vrai, il n'y a rien de nouveau dans cet appel à la conscience individuelle; la question est plus

large qu'il n'a pu sembler au premier abord; elle n'est qu'un cas particulier, qu'un aspect du grand problème que s'efforce de résoudre notre temps : celui de l'éducation morale du peuple. La démocratie ne peut se résigner à l'ignorance, à l'inertie de la foule; elle a besoin d'éveiller en tous la raison, de communiquer à tous la pensée des plus instruits, des meilleurs; elle ne peut vivre que par l'ambition généreuse d'être l'aristocratie véritable.

— Mais, nous dira-t-on, la chimère, la voilà. Vous voulez l'impossible, vous ne tenez aucun compte des différences, vous posez un être abstrait, vous lui conférez les qualités qu'il vous plaît, et vous transposez la société réelle, complexe, multiple, pleine de contrastes et d'oppositions dans ce monde de fantômes qui ne vous résistent pas parce que vous les avez créés pour votre rêve. Sortez des idées générales, imaginez l'ouvrier que vous coudoyez chaque jour dans la rue, ses gestes, ses paroles, son accent; suivez-le dans l'atelier, à l'usine; quel rapport entre vos philosophes, espèce de purs esprits, qui ne voient dans le monde qu'un objet de pensée, à qui c'est assez pour apaiser leurs passions d'y appliquer leur entendement, et des hommes, corps aux prises avec la matière, condamnés par leur condition aux travaux les plus rudes, qui n'ont ni le loisir ni le goût de la pensée, qui se soucient peu de la science qu'ils ignorent, et ne secouent leur torpeur que pour chercher les excitations violentes de la réunion publique ou du cabaret ?

— Messieurs, rien n'est plus facile que de trouver des arguments pour décourager les tentatives généreuses : quiconque se propose un idéal, en un sens a contre lui les faits, tout au moins le mal auquel il voudrait remédier. A ne consulter que l'expérience, il a toujours tort, puisqu'il veut ce qui n'est pas encore. Mais est-on bien sûr que par une sorte de fatalité la vie de l'ouvrier le courbe à je ne sais quelle attitude animale? D'abord, l'ouvrier n'accepte pas cet arrêt, il prétend à cette humanité dont on nie l'existence pour l'en exclure, et c'est assez de cette révolte pour le mettre debout en face des chemins qui montent. Mais, je vais plus loin, j'ai la conviction profonde que cette vie de labeur, si trop souvent elle humilie l'homme, peut aussi l'élever, l'ennoblir, qu'elle peut être une initiation qui en vaut bien une autre à l'intelligence des hautes vérités morales dans lesquelles viennent se concentrer les réflexions des plus grands philosophes sur la nature et sur l'esprit. On ne s'instruit pas seulement du dehors, par les livres, dans les écoles, en répétant des mots, en apprenant ce que d'autres ont trouvé; on s'instruit par cela seul que l'on pense, que l'on veut, que l'on agit. La vie est une école, dont nul n'est exclu, dont il dépend de chacun de nous de recevoir le fécond enseignement. Or, la vie est d'autant plus instructive qu'elle est plus réelle, qu'elle nous met plus directement aux prises avec les autres, avec nous-mêmes, qu'elle nous impose plus d'épreuves, qu'elle nous demande plus d'efforts. J'ai souvent été frappé de voir quelle pauvre conception de la vie se

font les oisifs, ce qu'il y a de misère morale chez ceux qui passent pour les privilégiés de ce monde : pour n'avoir pas eu à agir, ils ignorent le prix, la valeur de l'action ; pour avoir pu satisfaire leurs désirs, ils savent quelle en est la vanité et quel vide cette satisfaction laisse dans l'âme ; pour les avoir possédés, ils savent que le bonheur ne résulte pas des biens que l'on envie, et comme ils n'ont pas du bonheur une idée supérieure à celle du vulgaire, ils ne gardent même pas l'illusion consolante de sa possibilité. La vie de l'ouvrier n'est pas une vie factice, artificielle ; rien ne lui est épargné ; dès l'enfance, il connaît la loi du travail, il apprend que l'existence se mérite et se conquiert, il assiste au spectacle des passions humiliantes et brutales, et il en voit les conséquences, car là nul ne commet une faute qu'il ne paye ; à peine sorti de l'enfance, il dépend de lui-même, il a l'initiative de sa conduite ; il est exposé aux tentations, il y succombe, il se relève ou il s'abat ; sa lâcheté ou son courage décident de sa destinée ; j'ose dire que c'est là une expérience sérieuse de la vie et que ce serait assez de la réfléchir pour être à même de comprendre la gravité du problème moral ; que, si ces responsabilités précoces ont quelque chose de redoutable, elles peuvent devenir aussi une façon d'apprentissage qui forme la volonté et élève à la conscience de la dignité de la personne humaine. Aussi bien que ceux qui nous traitent de chimériques, nous savons les déchéances possibles, les humiliations, les misères : parce que nous les connaissons, parce que

nous en souffrons, nous refusons de nous y résigner. Mais je maintiens que par l'énergie qu'elle exige pour être bien vécue, que par le travail, par la souffrance, par l'épreuve, par la lutte de la passion, de l'intelligence et de la volonté, la vie de l'ouvrier est une vie vraiment humaine qui pourrait le mettre à même d'entendre le langage de ceux qui ont le mieux parlé d'elle. J'ajoute que des grandes âmes aux esprits simples il y a quelque chose de commun qui prépare leur entente : la vaillance intellectuelle, la foi dans la raison, le mouvement intérieur qui les porte d'un même élan au delà des démentis des faits, vers la justice et vers la vérité.

Mais en admettant qu'il soit possible d'élever à la dignité de la réflexion les hommes qui vivent du travail de leurs mains, n'est-ce pas une œuvre dangereuse? N'est-ce pas, par une contradiction singulière, les faire sortir de leur condition en les y maintenant? On ne rend pas la misère intelligible, on exaspère les maux que la résignation rendait seule tolérables. Nous avons assez de raisonneurs, de sophistes, de mécontents, qui prennent leurs appétits, leurs rencunes, leurs haines pour les décrets de la raison souveraine. Il y a je ne sais quelle imprudence à apporter comme remède aux souffrances du grand nombre l'orgueil d'en raisonner. Des traditions indiscutées, des croyances irréfléchies, contagieuses, de belles cérémonies, des images touchantes, une autorité qui relève les défaillances individuelles, une explication des choses où tout finit par s'arranger selon les

exigences de la conscience morale, — l'expérience est faite, — c'est là ce qui peut soutenir et consoler la foule des déshérités. Le trésor des illusions est inépuisable, il est la seule richesse qui, naissant des besoins mêmes, fournisse à leur incessante satisfaction, sans s'appauvrir jamais. Le paradis et l'enfer ajoutent au motif moral le mobile puissant de l'intérêt direct et, réparant dans une autre vie les injustices d'ici-bas, ils dispensent de réformer le monde présent, ce qui simplifie singulièrement la question sociale.

La théorie se résume en une petite phrase : « il faut une religion pour le peuple » ; elle n'est pas nouvelle ; à Rome, les politiques païens la formulaient, au moment même où le christianisme naissait. Sans parler des hautes inspirations que lui ont dû tous les arts, c'est assez que la religion ait consolé tant de braves gens, qu'aujourd'hui encore bien des âmes y trouvent un principe de force et de noblesse, pour que nous ne consentions pas à y porter une main brutale. Mais les croyants seuls ont le droit de parler de la nécessité de la religion, parce qu'ils y voient autre chose qu'une illusion à l'usage des pauvres gens, parce qu'ils veulent donner à tous le meilleur d'eux-mêmes, ce dont ils vivent, ce qui pour eux est la vérité puisée à sa source la plus haute. Quant aux politiques, quant aux habiles qui veulent pour le peuple une religion dont ils se passent eux-mêmes, ce sont eux qui insultent la religion, en la rabaissant à un rôle qui la dégrade. Leur Dieu, défenseur de la propriété, sorte de roi constitutionnel, gendarme de

la bourgeoisie, ce Dieu, en faveur de qui on organise des ligues de gens bien pensants, ce Dieu, mêlé aux querelles de partis, économiste et modéré, n'est qu'un épouvantail ridicule qui compromet le grand nom qu'il usurpe. Laissons Dieu se défendre lui-même. On ne fonde rien sur le mensonge, sur l'hypocrisie. La religion n'a été un principe de vie morale que quand elle a été la croyance sincère, loyale des plus hauts esprits. Si grand que soit le bonheur d'être trompé, le peuple refuse ce bienfait, il demande la vérité, la nôtre, celle à laquelle nous croyons, celle dont nous vivons; il a raison de nous la demander et nous n'avons pas le droit de la lui refuser.

Or, ce que nous croyons, au moins pour la grande majorité, n'est plus ce que nos pères ont cru. Par les progrès de la science, la conception du monde physique s'est transformée; les grandes inventions de l'industrie ont changé les conditions de la vie matérielle; de nouveaux besoins sont nés, de nouvelles espérances se sont éveillées; dans les revendications qu'on déplore il y a quelque chose de légitime, l'idéal d'une société dont tous les membres auraient part à la raison; mieux vaut faire effort vers l'avenir que de se perdre dans les vains regrets d'un passé qui ne peut plus renaître.

Une société ne saurait se passer de toute vie spirituelle, elle ne peut se désintéresser de l'éducation des enfants qui demain seront ses membres actifs, décideront de ses destinées. Puisqu'en fait la société civile est aujourd'hui plus vaste que la société reli-

gieuse, puisqu'elle comprend plusieurs sectes qui s'opposent et qui s'excommunient, sans parler de la foule des indifférents, il reste de dégager de la raison de ses progrès, de ce qu'en tout homme il y a d'universellement humain, la vérité morale qui, au-dessus de toutes les divergences rituelles et dogmatiques, pourra unir les esprits dans une foi pratique commune.

Dans cette œuvre, défions-nous d'un dogmatisme outrecuidant, évitons le fanatisme à rebours, cherchons ce qui unit plutôt que ce qui sépare, éveillons l'âme à la conscience d'elle-même, donnons-nous pour tâche de mettre chacun en possession de sa part du patrimoine commun de l'humanité. Il est bon que nous consultions les grands philosophes, s'il est vrai « qu'ils n'ont pas procédé dans l'établissement de leurs systèmes de morale autrement que le vulgaire », que ces systèmes « ne sont que la réflexion des plus hauts esprits sur les notions morales dont vit l'humanité ». Le plus humble des hommes qui s'interroge sur ce qu'il doit faire, qui en une heure de détresse se pose le problème de la vie, dans la mesure de ses forces fait ce qu'ont fait les Descartes, les Kant, les Spinoza. « Nous trouvons des principes directeurs, dit M. Boutroux, en entrant en communion avec les plus grands penseurs et hommes de bien de tous les temps. Peut-être toute la sagesse pratique se résume-t-elle dans la parole célèbre : Je suis homme et je ne considère rien d'humain comme m'étant étranger. » C'est l'idéal de l'éducation dans

une démocratie que d'éveiller en chaque homme la conscience de cette humanité qui constitue sa valeur, sa dignité, qui lui confère à la fois des devoirs et des droits, qui le dépasse, le relie à quelque chose de plus grand que lui, le fait participer aux biens supérieurs dont il ne jouit qu'à la condition de les accroître par son effort personnel.

II

Il convient de se demander maintenant quel bienfait on peut espérer d'une éducation philosophique du peuple.

Je n'ai pas à interroger avec vous les philosophes, à leur demander ce qu'ils ont pensé de la vie, des fins que nous devons nous y proposer. Mais, à prendre les grands systèmes dans ce qu'ils ont de commun, ils sont un effort pour embrasser les choses dans leur ensemble, pour les ramener à une vue synthétique qui permette à la pensée de les dominer en y retrouvant ses lois d'ordre et d'unité. Le détail des phénomènes nous disperse, la pensée se sauve en dégageant des accidents l'essentiel, de ce qui passe ce qui demeure, des faits les idées. Cette habitude de considérer les choses dans leurs rapports les met à leur plan, ramène à leurs vraies proportions les objets qui par leur proximité nous aveuglent. C'est assez d'approcher la main de ses yeux pour se cacher du même coup le vaste horizon que l'œil est fait pour embrasser ; qui de nous ne se laisse ainsi cacher la

réalité par les préjugés, par les illusions, par les vains désirs qui, selon la forte expression populaire, nous crèvent les yeux? Étendons notre vue dans l'espace et dans le temps, cherchons à concevoir, comme dit Spinoza, la relation de l'âme à la nature tout entière, que de choses aussitôt qui nous paraissent considérables, dont nous faisions dépendre notre repos et notre bonheur, se diminuent, se rapetissent, ramenées à leur juste mesure! « Que le philosophe, dit Platon, soit forcé de discourir devant un tribunal ou ailleurs, des choses qui sont à ses pieds et de celles qu'il a sous les yeux, il apprête à rire non seulement aux servantes de Thrace, mais encore à toute la foule!... En vient-on aux injures, il ne peut trouver une parole blessante pour les personnes.... Dit-on devant lui qu'un homme est merveilleusement riche, parce qu'il possède dix mille arpents ou davantage, il juge que c'est bien peu de chose, accoutumé qu'il est à considérer la terre entière. Si l'on vante la noblesse, si l'on fait honneur à quelqu'un de pouvoir compter jusqu'à sept générations d'ancêtres riches, il estime qu'une telle admiration est le fait de gens à la vue courte et étroite, impuissants à porter leurs regards sur l'humanité tout entière, et à calculer que chacun de nous a des milliers d'ancêtres, foule innombrable où se trouve pêle-mêle, riches et mendiants, rois et esclaves, grecs et barbares. »

Est-ce à dire que la philosophie diminue l'homme, en le désintéressant de l'action, en enlevant tout leur prix aux biens qui sollicitent son activité? N'en

croyez rien : ce n'est pas l'homme qu'elle humilie, c'est bien plutôt tout ce qui n'est pas lui. En ramenant le monde sensible au monde des idées, en retrouvant en tout ce qui est les lois de l'esprit, elle nous révèle la dignité de la pensée, elle nous ramène du dehors au dedans, des choses à nous-mêmes. Et ce retour sur nous-mêmes n'est pas égoïsme, car la vérité ne nous sépare pas des autres hommes, elle dépasse notre individualité, elle nous unit à tous les esprits, elle nous fait pressentir entre les autres et nous une communauté d'origine, une unité d'être, elle prépare la concorde des cœurs et l'accord des volontés par l'entente des intelligences. En tant qu'universelle, ma pensée est la vôtre ; si par elle je descends assez profondément en moi, je vous y retrouve, dans la conscience de cette filiation divine qui ne me permet plus de m'isoler sans perdre le meilleur de moi-même. Ainsi se forme en nous l'idéal d'une vie supérieure à la vie sensible, d'un bien communicable qui ne se refuse à personne, mais que nous ne pouvons devoir qu'à nous-mêmes, que nul n'obtient par un privilège ou par une action du dehors. Il n'est personne qui ne puisse dire avec Spinoza : « La fin à laquelle je dois tendre est d'acquérir cette nature supérieure, et de faire tous mes efforts pour que d'autres l'acquièrent avec moi ; pour cela il suffit de deux choses, d'abord de comprendre la nature autant qu'il est nécessaire pour acquérir cette nature humaine supérieure ; ensuite d'établir une société telle que *le plus grand nombre* puisse parvenir facilement et sûrement à ce degré de perfection. »

Tout ce qui convaincra de la nécessité de faire effort sur soi-même et pour tous ne peut être que salutaire. Je nie qu'il soit dangereux d'en appeler à la conscience, à la liberté, de solliciter l'initiative individuelle, en éclairant les intelligences sur les vraies conditions du bien. Il faut se fier à ce qui subsiste de généreux, de religieux dans l'esprit moderne, et seulement le dégager avec une foi résolue en l'avenir. Notre époque n'est pas aussi irréligieuse que quelques-uns se plaisent à le dire, elle a un idéal très noble, très élevé : elle ne veut plus qu'on rejette le règne de la justice dans un autre monde, elle rêve, elle appelle une société qui le réalise dès ici-bas. Qu'on le veuille ou non, cet idéal marque un progrès de la conscience morale. Les ouvriers ont le droit, ils ont le devoir même de vouloir une société vraiment humaine, je veux dire une société dont aucun membre ne soit, par une sorte de fatalité, exclu de l'humanité. La chimère, c'est de prendre le moyen pour la fin, de croire que la vie de l'homme consiste tout entière dans la satisfaction des besoins de l'animal, que suffirait à assurer un nouveau mécanisme de production et de répartition des richesses; la chimère, c'est de vouloir se passer de l'effort, de la bonne volonté, c'est de compter sur tout excepté sur soi-même, c'est de vouloir transformer l'homme en transformant brusquement son milieu, par une contrainte tout extérieure des choses, c'est, par une application nouvelle d'une casuistique déjà déshonorée, de prétendre fonder la justice sur tout ce qui en est la négation,

sur la violence, sur la haine, sur la brutalité des appétits. N'espérez pas trouver une combinaison savante qui, d'égoïsmes rapprochés, opposés, équilibrés, fasse naître la sympathie et l'amour; n'espérez pas de l'âpre désir, de la lutte sans merci pour la vie faire réussir la justice et la paix. Rien ne se fera sans nous; nous n'aurons une société meilleure que si nous nous améliorons nous-mêmes. Prenons garde de ne changer que des mots, de sacrifier une fois encore l'esprit à la lettre. Je me suis demandé parfois quelle serait l'attitude du suisse de la Madeleine si tout à coup Jésus et les douze apôtres apparaissaient à la messe de onze heures. Mais le pharisaïsme n'est pas seulement ecclésiastique, il peut prendre bien des formes : je n'en sais pas de plus odieux que celui d'une société où l'oppression de la majorité par le ramas des turbulents et des beaux parleurs s'exercerait au nom de la justice et des droits du peuple.

Il y a cent ans que sur nos monuments publics sont gravés les trois mots : liberté, égalité, fraternité; c'est là un idéal auquel nous ne renoncerons plus; mais si c'est quelque chose de l'avoir inscrit en tête de constitutions bien souvent revisées, de le rappeler aux yeux en l'étalant sur les murs, il serait temps peut-être de le faire entendre aux intelligences, de le faire descendre dans les cœurs, de lui donner la force efficace des volontés agissantes. L'erreur de nos pères a été de croire qu'en proclamant la liberté, l'égalité, la fraternité, ils se bornaient à rétablir des faits jusque-là méconnus par la malice des aristocrates et des tyrans;

qu'il suffisait d'abattre des barrières, de faire tomber des obstacles, de promulguer des lois nouvelles, de changer le milieu social, pour que, les desseins bienveillants de la nature n'étant plus contrariés, tout fût donné à l'homme par surcroît, le bonheur et la vertu. Ils apportaient, à dire vrai, un idéal nouveau, dont il appartient à chacun de nous de préparer la réalisation d'abord en lui-même. Croyez-vous que la vraie liberté puisse nous être donnée du dehors? Quel pire esclavage que celui dont le principe est en nous, contre lequel nous ne songeons même plus à nous révolter? Qui donc était le plus libre, de l'empereur Néron, livré aux vents contraires de sa propre folie, ou du philosophe qui menacé par lui de mort lui répondait avec sérénité : « T'ai-je dit que ma tête ne pouvait pas être coupée? » Cette liberté primordiale, fille de la raison et de la volonté, par cela qu'elle nous affranchit des désirs qui nous opposent à nous-mêmes et qui nous mettent aux prises avec les autres hommes, est libéralité; elle incline au juste, au fraternel; sans son concours, nous sommes condamnés à ne changer que les apparences, le vain décor de notre misère morale. Ainsi ceux qui se plaignent que la Révolution n'est pas faite ont raison, elle est à peine commencée. Mais évitons de retomber dans les illusions du passé, évitons d'attendre des choses ce qui ne peut venir que de nous-mêmes, d'un effort toujours renouvelé vers un idéal que nous ne réaliserons jamais tout entier; n'oublions pas que, quelle que doive être la forme que prendra la société

dans un avenir plus ou moins lointain, cette société ne vaudra que ce que nous vaudrons nous-mêmes.

Vous le voyez, en interrogeant discrètement avec vous les hommes qui ont consacré leur vie à bien penser pour mieux agir, nous ne prétendons pas apporter un système tout fait, un mensonge, une illusion d'un nouveau genre, une *religion à l'usage du peuple*, nous ne voulons que vous dire aussi clairement que possible ce que nous nous disons à nous-mêmes, que retrouver, que réfléchir avec vous ces notions morales, patrimoine commun de l'humanité, qui y exprime ce qu'il y a de meilleur et j'ose dire de divin en elle. Nous savons que la vie morale ne s'apprend pas dans les livres, que l'éducation morale est une œuvre à laquelle tout et tous concourent, nous ne voulons que collaborer dans la faible mesure de nos forces à l'effort collectif pour faire que chacun puisse être ce qu'il doit être, un homme, rien de plus, rien de moins.

La France — pour les uns, c'est sa grande erreur, son crime historique; pour les autres, c'est sa noblesse, sa mission dans le monde, et nous sommes de ces derniers – la France a proclamé l'existence de l'humanité, elle a agi, elle s'est constituée, comme si l'homme existait. Il lui reste, sous peine de mourir de la contradiction des faits, d'élever tous ses enfants à la dignité d'homme, de faire un être réel de l'être, je ne dirai pas abstrait mais idéal, dont elle a supposé généreusement l'existence.

Que la tâche soit difficile, il n'importe; nous

n'avons plus le choix, « nous sommes embarqués » ; aussi bien, c'est une raison de vivre qu'une grande tâche à accomplir, et c'est quelque chose peut-être pour trouver les forces nécessaires à son achèvement que de l'avoir acceptée.

LA COOPÉRATION DES IDÉES ET LES UNIVERSITÉS POPULAIRES [1]

I

Tous ceux qui croient à l'avenir de la démocratie, tous ceux qui pensent que le progrès ne consiste pas uniquement à changer les formules de la servitude, s'accordent à reconnaître que le premier des devoirs qui s'imposent à nous est l'éducation intellectuelle et morale du peuple. Il importe que les citoyens s'élèvent comme les institutions : si les intelligences s'obscurcissent, si les volontés s'énervent, la liberté risque fort de n'être plus que la tyrannie consentie.

Il est juste de dire que nous avons fait des efforts efficaces et de grands sacrifices pour réaliser cette condition première de tout progrès réel et définitif. Nous avons multiplié les écoles, nous les avons voulues propres, claires, spacieuses, conformes aux lois élémentaires de l'hygiène, nous leur avons assuré des maîtres instruits, dévoués, pénétrés de l'importance de la mission qui leur est confiée. Entre sa

1. Article paru dans la *Revue Bleue*, le 12 août 1899.

sortie de l'école et son entrée à la caserne, durant les années d'apprentissage, à l'âge dangereux où les passions s'éveillent, où les tentations du cabaret et de la rue le sollicitent, l'enfant livré à lui-même, abandonné, courait le risque non seulement d'oublier ce qu'il avait appris, mais de laisser s'effacer les notions morales, s'affaiblir le sentiment de dignité personnelle, que ses maîtres s'étaient efforcés d'éveiller et de développer en lui. Nous avons créé les cours d'adultes, les conférences populaires, nous avons autour de l'école groupé des œuvres multiples : patronages, associations d'anciens élèves, pour assurer au jeune homme un appui moral dans la lutte qu'il doit à cette heure grave soutenir contre lui-même, contre les autres et dont dépend sa destinée. Les instituteurs, dont la besogne est déjà bien lourde, se sont mis à cette tâche nouvelle avec un désintéressement, une ardeur, un élan qui témoignent de la foi morale qui les soutient et les inspire. Depuis longtemps déjà, de puissantes sociétés d'instruction populaire, la philotechnique, la polytechnique, avaient organisé dans les grandes villes des cours du soir et préparé, par une initiative dont il faut leur garder la reconnaissance, ce qui se complète et s'achève aujourd'hui.

Tout cela est beaucoup; quelques-uns ont pensé que ce n'était point assez encore. Nous ne sommes pas satisfaits, nous sommes loin d'avoir réalisé toutes nos espérances, d'avoir fait tout le bien que nous voulions faire. Notre ambition n'est pas de diminuer

le nombre des conscrits illettrés et d'obtenir des statistiques honorables, nous voudrions agir sur l'individu, développer sa puissance de penser et de vouloir, au sens propre du mot l'élever; et nous voudrions, peu à peu, sans secousse violente, transformer la société elle-même en modifiant ses éléments, accorder les mœurs et les institutions, préparer des hommes libres pour un pays libre. Pour cela, ce n'est point assez que l'instituteur instruise l'enfant, qu'il lui demande des efforts nouveaux et qu'il l'aide à les accomplir; il faut que l'ouvrier soit mis à même de faire ce que fait tout homme digne de ce nom, il faut qu'il puisse continuer l'éducation de lui-même, il faut qu'il puisse participer aux plaisirs humains pour n'être pas tenté par les jouissances de la bête. L'existence d'une démocratie sans esclaves implique que la vie humaine soit possible pour tous : les promoteurs de l'enseignement supérieur du peuple ne demandent rien de plus, rien de moins.

Enseignement supérieur du peuple, universités populaires, quelques-uns n'ont-ils pas été jusqu'à dire : « cathédrales de la démocratie », voilà de bien grands mots pour une petite chose : l'idée juste à peine formulée se perd dans l'utopie. Entendons-nous bien : nous ne rêvons pas une imitation artificielle de la Sorbonne, des cours sans auditeurs, un institut officiel, où tout soit arrêté, prévu d'avance, et qui n'ait qu'un défaut, celui de ne répondre en rien aux besoins de ceux à qui il serait destiné. L'Université populaire ne doit pas être un établissement exclusive-

ment scientifique, elle doit être la maison du peuple; elle doit, comme un corps vivant et plastique, croître, se transformer, multiplier ses organes, s'adapter progressivement à tous les besoins qu'elle doit satisfaire. Nous ne ferons pas tout ce que nous voulons faire, c'est la loi de toute œuvre humaine, nous ferons ce que nous pourrons, nous commencerons modestement une grande œuvre que d'autres continueront; nous aurons posé du moins l'idéal qui tôt ou tard sera réalisé parce qu'il doit l'être. Nous laissons l'avenir ouvert.

II

L'histoire de l'œuvre, de sa naissance, de ses débuts, en fera mieux comprendre le sens et la portée. Quand une idée répond aux besoins d'une époque et d'une société, il est rare qu'elle ne surgisse pas à la fois en plusieurs esprits, mais presque toujours il est un homme qui la conçoit plus clairement, qui la définit et qui l'exprime, en qui surtout elle devient un sentiment vivant et une action positive. Dès qu'il parle, il est entendu par tous ceux qui se disaient tout bas ce qu'il dit tout haut.

L'homme qui le premier a parlé des universités populaires n'est pas un bourgeois, ignorant des besoins du peuple, égaré par sa foi aveugle dans la toute-puissance de la science, c'est un ouvrier qui en a trouvé l'idée dans son expérience personnelle. Georges Deherme est un ancien ouvrier typographe,

il s'est instruit lui-même par ses épreuves, par ses chimères, par ses erreurs, autant et plus que par les livres. Il sait ce que font fermenter de rêves et de cauchemars dans un esprit ardent l'ignorance et l'abandon. Doué d'une énergie peu commune et d'une intelligence supérieure, il a dominé ses impatiences, dompté ses emportements, il s'est imposé une méthode, il a fait son salut lui-même par la science. Affranchi, libéré, il s'est tourné avec angoisse vers son passé, il a résolu d'éviter aux autres les dangers qu'il avait courus, et seul, inconnu, sans appui, sans ressources, il a dévoué sa vie à la fondation de ce qu'il a appelé l'enseignement supérieur du peuple par la *coopération des idées*.

« J'en ai fait l'expérience personnelle, m'écrit-il; faute de direction et d'initiation intellectuelle, faute de source pure où satisfaire sa soif du savoir, le jeune travailleur peut tomber dans les plus grossières erreurs. L'ouvrier intelligent n'est en contact qu'avec les fanatiques et les violents. Je suis douloureusement convaincu qu'il est des jeunes hommes ardents, pleins d'intelligence, de cœur et d'âme, qui sont au bagne, qui sont morts sur l'échafaud, sur les barricades, ou qui peu à peu sont tombés dans les bas-fonds, pour n'avoir pas trouvé le concours moral que nous voulons leur offrir et qui eût fait d'eux des hommes vraiment utiles à la société. Je dois vous dire d'ailleurs que c'est cette conviction qui m'a toujours animé dans l'œuvre que j'ai entreprise... Il se fait dans notre milieu social une sélection à rebours. Les doctrines

simplistes et dissolvantes attirent à elles les meilleurs parmi les ouvriers; au lieu d'en faire ce qu'ils devraient, ce qu'ils pourraient être, elles en font des dévoyés, des êtres inutiles et prétentieux, des politiciens aigris et suspects, parfois des criminels. On s'imagine que l'alcoolisme n'atteint que la lie du peuple, je crains que, par des raisons contraires, il ne prenne aussi la partie supérieure du prolétariat. Le premier progrès, c'est en somme l'économie du déchet, des âmes perdues. »

Nous aimons à croire que les maux dont nous ne souffrons pas sont nécessaires; nous inventons le destin, pour avoir de nos erreurs et de nos fautes un auteur anonyme et responsable qui nous dispense de corriger celles-ci et de réparer celles-là. Nous décidons que l'ouvrier qui boit ou qui s'exalte par l'utopie violente est le mauvais ouvrier, la brute ou le paresseux. Rien n'est moins certain. Sans guides, sans moyens de satisfaire leurs besoins supérieurs, les meilleurs sont les plus exposés. L'ouvrier intelligent, ardent, énergique, est condamné à ne concevoir des maux dont il éprouve la dure réalité qu'un remède simple, immédiat, universel; faute d'apprendre à penser et à vouloir, il imagine, il rêve, et dans ce rêve d'une société parfaite, il trouve une première ivresse que l'habitude de compter sur les choses plus que sur lui-même l'amène à achever par l'ivresse passive qui fait lever les mirages consolants dans les brumes indécises des images flottantes.

En février 1896, Deherme fonda une revue men-

suelle de sociologie positive, sous ce titre heureux : *La Coopération des Idées*. Au début non seulement il rédigeait, mais il composait et imprimait lui-même cette petite brochure, par laquelle nous avons appris à le connaître. L'homme qui apparaissait dans ces pages était singulièrement original. Son enthousiasme était réfléchi, contenu; il alliait à une foi ardente un ferme bon sens; il parlait du peuple sans révérence, sans flatterie, en homme du peuple, avec dureté tout à la fois et avec amour; il se défiait presque à l'excès de la politique, de l'État, des lois positives; il détestait dans l'utopie le fatalisme, qui énerve les volontés et permet de tout attendre sans rien commencer; il n'était ni un satisfait, ni un résigné, ni un modeste; lui aussi, il prétendait transformer le monde, mais il n'apportait pas pour cela un plan revu et corrigé de la création, il prenait les gens au collet, les secouait rudement et les sommait de commencer par la réforme d'eux-mêmes la réforme de la société. Dans le premier numéro de son humble revue, ce jeune homme inconnu formulait avec tranquillité ce programme : « Régénérer l'individu pour améliorer l'état social, fortifier les volontés actives, développer le pouvoir d'inhibition pour accroître la liberté, nourrir l'intelligence, exalter les facultés cérébrales, élargir la conscience pour qu'il y ait plus de justice en ce monde et plus de bonté : voilà l'œuvre audacieuse que nous entreprenons — but et moyens. » « Notre but le plus général, m'écrivait-il récemment, est le progrès, non par tel parti, par

telle religion, par telle formule, mais par ce qui peut le mieux le réaliser, par la volonté, par l'énergie, par la conscience. Nous combattons donc tout ce qui énerve la volonté, tout ce qui diminue ou disperse l'énergie, tout ce qui obscurcit la conscience. » A propos du travail des femmes, je lis dans le dernier numéro de *La Coopération des Idées* (avril 1899) : « Le travail des femmes généralisé est le signe certain d'un profond malaise social. On devait donc chercher le remède dans la panacée simpliste des lois positives. Je n'y aurai pas recours. Je ne proposerai pas d'interdire le travail des femmes ni d'y mettre des obstacles légaux plus ou moins hypocrites. La loi ne pourrait qu'aggraver le mal, sans rien empêcher... C'est en nous, on ne saurait trop le répéter, qu'est le remède. C'est en nous, et sur les autres, qu'il faut agir énergiquement. Il y a toute une éducation à faire de l'enfant, de la femme, de l'homme... Semons, d'un geste large, la vérité morale, qui est sociale, éveillons en chaque être humain la conscience de l'humanité, et chacun retrouvera, claire et féconde, la notion du devoir. »

Au printemps de 98, Deherme faisait placarder sur les murs du faubourg Saint-Antoine l'appel suivant :

Aux travailleurs.

Comme vous, nous sommes des travailleurs. Mais nous croyons que la vie humaine a des joies plus intenses, plus durables, plus hautes et moins onéreuses que celles des cabarets. De toutes nos forces, malgré notre ignorance et notre pauvreté, nous aspirons à la vie intellectuelle et morale.

Voulez-vous être des nôtres?

Parmi nous, vous ne trouverez ni des pédants ni des sectaires, ni des ambitieux; mais, quelles que soient vos croyances, des amis sincères.

Simplement, nous voulons être des *Hommes*, c'est-à-dire plus que des instincts : des consciences, des intelligences et des volontés.

Et cela, camarades, vous le voudrez avec nous.

A cet appel était joint un programme de causeries quotidiennes qui devaient se faire, à partir du 23 avril, de huit heures à dix heures, rue Paul-Bert. Deherme déjà n'était plus seul : à peine avait-il exposé son projet qu'autour de lui s'était ralliée une phalange d'hommes qui dans sa pensée avaient reconnu leur propre pensée et qui s'étaient faits ses collaborateurs volontaires : étudiants, professeurs, pasteurs, médecins, publicistes, ingénieurs, savants, ouvriers.

Nous étions sans ressources, sans argent; quelques dons, les cotisations suffirent à tout; nous fûmes modestes. L'important était de commencer, de faire quelque chose, de donner à l'idée une première réalisation, de la soumettre à l'épreuve de l'expérience. Notre installation fut ce qu'elle pouvait être : en haut du faubourg Saint-Antoine, rue Paul-Bert, au fond d'une cour, une petite salle, éclairée au pétrole, occupée presque tout entière par une longue table, recouverte d'un tapis rouge, où se trouvent des journaux, des brochures, des revues; sur les murs, peints de couleurs claires, quelques

maximes : *Dans la société il n'y a qu'une force vive : l'homme. — Nous acceptons les plus audacieuses utopies, en nous préparant à les vivre. — Vivre pour autrui. — A chacun selon ses œuvres. — Vivre au grand jour.* Les auditeurs s'asseyent autour de la table, le conférencier à un de ses bouts ; la conférence achevée, on pose des objections, on cause, on discute ; c'est une recherche en commun, sincère, simple, familière de la vérité. Il n'a pas été fait jusqu'ici de cours suivis, il n'a pas été donné d'enseignement régulier, les causeries du soir portent sur les objets les plus divers, littérature, histoire, morale, hygiène, sociologie[1]. Tous ceux qui ont assisté à ces petites réunions amicales, vraiment fraternelles, en sont revenus avec un sentiment réconfortant de satisfaction et d'espérance. Dans le vaste faubourg la salle est bien petite ; elle n'abrite que quelques hommes

1. Je relève dans le programme des causeries d'avril : Henry de Jouvenel, *Le Militarisme ;* Georges Duruy, *Une Vie d'Artiste au temps de la Renaissance* ; Camille Léger, agrégé de philosophie, *De l'Éducation du Citoyen* (6e causerie) ; *Rapports de l'Idée morale et de l'Idée religieuse ;* Jules Lermina, *Individualisme et Collectivisme ;* Robert Dreyfus, publiciste, *P.-J. Proudhon et le Coup d'État du 2 décembre ;* Victor Charbonnel, homme de lettres, *L'Idéalisme social*, par E. Fournière ; Émile Duclaux, membre de l'Institut, directeur de l'Institut Pasteur, *La Santé et la Maladie ;* Th. Monod, pasteur, *Alexandre Vinet*, etc. Je relève antérieurement ces sujets : *L'Education de la Volonté*, par Ferdinand Buisson ; *Des Bourses de Travail et de leur Institution*, par Fernand Pelloutier, typographe ; *Le Polytechnic-Institute de Regent Street*, par Arthur Fontaine ; Anatole Leroy-Baulieu, *L'Antisémitisme ;* Frédéric Passy, *Comment les Utopies se réalisent ;* Max Nordau, *L'Anthropologie criminelle et Lombroso ;* Paul Desjardins. *Les Grands Livres de l'Humanité ;* Henri Michel, *Individualisme et Socialisme*, etc.

de bonne volonté, mais presque toutes les grandes choses ont eu ces humbles commencements : toute vie est croissance, il n'importe que de vivre; tombé entre deux pavés, le germe patiemment peut les disjoindre, devenir l'arbre où chanteront les oiseaux sur la tête des hommes qu'il abritera. « Les conférences de *La Coopération des Idées* m'intéressent de plus en plus, m'écrit un jeune ouvrier typographe de mes amis que j'avais envoyé là-bas. J'y vais maintenant presque tous les soirs, malgré l'éloignement. J'admire vraiment la tranquille confiance de Deherme et son inébranlable foi dans l'âme populaire. Ce qu'on voit et ce qu'on entend là console un peu de la vue et du contact de nos autres contemporains. » Ne faisons pas trop les dégoûtés, ne disons pas de mal de nos contemporains, prenons-les tels qu'ils sont, travaillons sur nous-mêmes, travaillons sur eux, pour eux et avec eux.

Après une année écoulée, l'expérience nous a paru suffisante : nous avons pensé que nous avions conquis le droit de nous adresser au public et de faire appel aux hommes de bonne volonté. Nous existions; en nous donnant des statuts, en nous constituant en association, nous n'avons qu'affirmé et que confirmé notre existence. Du préambule des statuts j'extrais les lignes suivantes :

En face du cabaret, du café-concert, nous nous proposons d'édifier nos universités populaires.

Elles devraient comprendre :

1° Une salle de cours et conférences pour l'enseignement supérieur;

2° Une salle de cours pour les différentes sociétés d'enseignement secondaire;

3° Un musée du soir avec cours professionnels;

4° Une salle de spectacle;

5° Une salle d'escrime et de gymnastique;

6° Une salle de bains-douches;

7° Un salon de conversation;

8° Une bibliothèque constamment ouverte;

9° Des laboratoires;

10° Un cabinet de consultations médicales, juridiques, économiques :

11° Une pharmacie;

12° Un restaurant de tempérance;

13° Quelques chambres meublées à louer aux jeunes gens de toutes conditions;

14° Une école normale d'éducateurs populaires;

15° Offices de placement, mutualité, assurances, etc.

Nous organiserons aussi, pour les beaux jours, des excursions scientifiques, esthétiques, des visites aux musées, ou simplement des promenades amicales.

Ces universités ne laisseront pas en dehors de leur action les familles de leurs membres. Non seulement elles tâcheront d'améliorer leur situation par les associations de tous genres, mais encore elles viseront à l'amélioration et à l'embellissement du foyer. Leur activité en ce sens pourra être particulièrement dévolue aux dames qui feront partie des comités. Notre éducation sera cordiale. Ce qui fera sa force, sa fécondité, sa puissance de pénétration, c'est que, dans nos universités, le peuple sera chez lui, en famille, avec des amis sincères. Nous irons à l'âme. Notre enseignement sera vivant. Nous pénétrerons le peuple dans ses plaisirs, dans ses travaux, dans ses souffrances. Aux jeunes générations, nous donnerons par là un puissant motif d'agir, une raison de vivre qui les dépassent. C'est en faisant plus de justice que nous établirons la concorde sociale.

Mais notre association n'attendra point de pouvoir tout ce qu'elle veut pour faire tout ce qu'elle peut. Elle agira immédiatement, constamment et de toutes façons. Ce sera la meilleure preuve de vitalité et de force.

L'Université populaire, vous le voyez, n'est pas définie par le seul besoin scientifique; elle n'est point enfermée dans des murs et des règlements, comme l'hôpital et la prison; elle n'est pas, elle se fait. Elle doit être la maison du peuple, la chose ou mieux l'œuvre de ses membres; pour s'adapter à leurs besoins, elle doit croître librement, multiplier ses organes, sans perdre son unité vivante. Cette unité, elle la trouvera dans l'idée même qui l'a créée, dans l'éducation morale et sociale du peuple, fin complexe qui ne peut être réalisée que par des moyens aussi variés que les besoins à satisfaire, que les facultés à développer, que les éléments multiples qu'elle doit accorder dans une harmonie supérieure. Et c'est pourquoi nous nous préoccupons de l'hygiène, de la santé, de la propreté, de la tempérance, qui ne sont point d'humbles choses, parce qu'elles sont les conditions de tout le reste, parce que, faisant à l'homme un corps humain, déjà, dans les habitudes de l'organisme, elles manifestent la suprématie de l'intelligence et de la volonté. Comme la culture de la raison, nous prévoyons celle de la sensibilité; l'homme ne se passe pas de plaisirs, il a besoin de « divertissement », et seules les jouissances élevées dégoûtent des jouissances bestiales; c'est dans les heures de loisir, quand il fait « ce qui lui plaît », que

l'individu trahit vraiment ce qu'il est, révèle quelles idées en lui sont devenues réelles et vivantes, actions et sentiments [1].

Si notre ambition est grande, nous ne prétendons pas tout faire à la fois, nous serons patients. Il faut craindre avant tout l'artificiel, l'apparent, la belle façade derrière laquelle il n'y a que misère et néant. L'Université populaire ne doit pas être une machine officielle et bourgeoise, une chose morte, destinée à dispenser de la vie, elle doit être un organisme vivant, grandir lentement, d'une croissance naturelle, normale, par une adaptation croissante aux besoins et plus encore à l'énergie de ceux à qui elle est destinée. Pour réussir, nous avons besoin d'argent, surtout d'hommes dévoués : nous demandons avec confiance ces ressources, ces dévouements. Nous nous adressons aux jeunes gens qui ne sont pas des satisfaits et qui veulent que leur effort survive dans l'avenir qu'il aura préparé; nous nous adressons aux hommes mêmes qui, sans désir de voir changer une société dont ils sont les privilégiés, sont assez intelligents pour comprendre qu'aux conditions nouvelles faites par notre civilisation industrielle et scientifique, répondra nécessairement une transformation sociale,

1. La première Université populaire ouvrira le 1er octobre prochain, faubourg Saint-Antoine. Nous ne réaliserons pas tout notre programme. Nous commencerons par l'essentiel : une bibliothèque constamment ouverte sur la rue; un salon de conversation et de jeux; un musée du soir; deux salles de cours et conférences; une salle de spectacle. Nous y organisons un service médical, pharmaceutique, juridique, de placement, d'aide mutuelle en cas de chômage et de maladie

et qui l'attendent moins violente, moins dangereuse d'hommes éclairés que de barbares.

III

Nous savons assez les maux dont nous souffrons, c'est quelque chose d'en avoir conscience, ce n'est point assez de les constater et d'en gémir. Sans doute quelques braves gens, dévoués au bien public, se sont mis à l'œuvre; ils ont fait appel à l'opinion publique, ils ont sommé la société de se défendre. Les uns s'en sont pris à la pornographie et à ses débitants effrontés, les autres ont entrepris la lutte contre l'alcoolisme. Ils demandent des règlements de police qui soient enfin observés, de lois de défense, des mesures de prophylaxie et de répression.

Dans sa haine contre tout fatalisme, providentiel, législatif ou révolutionnaire, Deherme n'attend pas grand'chose de ces appels à l'autorité. « Il est puéril, m'écrit-il, de combattre la pornographie en demandant des poursuites contre les pornographes : on n'arrive ainsi qu'à faire condamner Flaubert et nommer Lavedan membre de l'Académie française. » Je n'ai pas contre les lois positives et les règlements nécessaires la même défiance que mon ami Deherme; sous peine de périr, la société, comme l'individu, doit avoir l'instinct de conservation. Ouvrir un cabaret et un lupanar à toutes les portes, faire du milieu social une espèce de fumier, champ de culture intensive pour l'ivrognerie, pour la basse

débauche, pour tous les vices qui rendent l'homme insociable, c'est quelque chose d'absurde et de monstrueux. Entre l'impulsion du désir animal et son objet, il est bon de mettre un intervalle, des obstacles, qui permettent à la réflexion d'intervenir, qui facilitent à la volonté la résistance.

Mais, s'il est bon de multiplier les efforts contre les maux particuliers, il faut se souvenir que la division du travail n'est efficace que par la convergence et l'organisation des efforts multiples. Si nous nous bornons à combattre les symptômes du mal, nous risquons qu'il renaisse incessamment des causes qui déjà l'ont produit. Il faut attaquer les effets dans leur cause. Entre les conditions économiques, la vie matérielle, l'éducation, les idées, les mœurs et les vices, il y a une solidarité qui fait qu'un des termes ne peut être changé que par la modification de tous les autres. Les hommes de bonne volonté qui veulent supprimer l'alcoolisme ne savent pas tout ce qu'ils s'engagent à faire. Ne laisser au peuple d'autre plaisir possible que le plaisir de la bête, et prétendre le lui enlever ne serait que l'hypocrisie d'une charité cruelle et vaine. « Le procédé des « tempérants », dit justement Deherme, de montrer au peuple que l'alcool est un poison qui tue, — ce qu'il sait d'ailleurs, — ne sera efficace que lorsqu'il aura des raisons de vivre une vie qui vaille la peine d'être vécue. Nous prétendons combattre l'alcoolisme bien plus efficacement en ouvrant des musées du soir, en conduisant les ouvriers au Louvre, en leur faisant comprendre le

beau des formes, le beau des idées, le beau des actions. » En somme, c'est sur l'individu qu'il faut agir, c'est en lui qu'il faut atteindre le mal dont il souffre. Ayons le courage et la franchise de vouloir ce que nous voulons. Pour sauver l'individu, il ne faut pas le laisser tel qu'il est, maintenir religieusement toutes les conditions qui reproduisent les vices dont on veut le libérer; il faut le mettre au-dessus de certaines impulsions, opposer au désir animal des forces positives qui le réduisent et l'arrêtent, développer l'intelligence et la volonté; rendre possible en l'homme l'éveil de la conscience, le sentiment de la dignité personnelle.

En définissant l'Université populaire par la *coopération des idées*, nous disons qu'elle doit être avant tout une œuvre d'éducation sociale. A travailler en commun, à comprendre que la besogne collective ne peut se faire que par l'effort combiné de tous, on se libère de la défiance et de l'orgueil, on fait l'apprentissage de la solidarité véritable. Il y a dans le sentiment de cette collaboration nécessaire quelque chose qui relève les plus humbles en faisant du génie même le tributaire de tous : dans le domaine de la pensée, comme dans celui de l'action, la grandeur de l'individu se mesure au nombre de ceux dont il réussit à faire ses semblables. Nous ne voulons pas répandre de haut un enseignement dogmatique qui laisse étrangers les auditeurs et les maîtres, nous voulons fonder un enseignement mutuel, fraternel, une *amitié*, pour reprendre le mot dont se désignaient les communes

du moyen âge. Il faut que les « intellectuels » et les travailleurs s'unissent : ni les uns ni les autres n'ont d'intérêt contre la vérité, et leur union seule peut donner à l'idée la force avec la précision. Il ne s'agit pas de patronages, de dogmes à imposer habilement, de traditions à maintenir, nous ne prêchons pas la sainte hiérarchie, nous ne jouons pas la comédie des bons serviteurs et des bons maîtres. Nous se sommes pas de ceux qui proclament qu'il faut, pour le peuple, une religion dont ils se passent ou qu'ils affectent par politique; nous n'ouvrons pas sur l'Église une porte dérobée. Nous ne craignons pas l'esprit critique, le libre examen; nous ne voyons pas qu'on en abuse. Nous nous défions de toute hypocrisie, de tout mensonge; nous avons foi dans la vérité, nous sommes convaincus que la raison, principe d'ordre autant que de liberté, loin de séparer les esprits, tend à les unir dans un idéal qui tout à la fois procède d'eux et les dépasse. Nous voulons faire des hommes de jugement sain, d'initiative intellectuelle et morale, qui acceptent le nécessaire en voulant le meilleur; des hommes libres, qui comptent plus sur eux-mêmes que sur les choses, qui agissent après avoir pensé, et qui se sentent responsables de leurs idées comme de leurs actes.

Par cet appel à l'énergie et à la conscience individuelle, nous nous élevons au-dessus des sectes, des partis, des Églises. Il n'y a pas une Église qui ne soit aujourd'hui plus petite que la France, pas une dont les dogmes puissent faire l'unité de la conscience

nationale, pas une dont nous puissions tolérer la prétention de nous délivrer des certificats de civisme. Toute idée féconde est l'acte d'un esprit vivant; dès que l'idée n'est plus soumise au contrôle de la raison et des faits, dès qu'elle ne renaît plus de l'action de l'intelligence qui la pense, elle n'est qu'une formule morte, dont le sens est perdu. Nous n'excluons que l'exclusion : c'est exclure quelque chose, je ne le conteste pas. Par cela seul nous sommes contre ceux qui se croient le droit d'imposer la vérité, dont ils s'affirment les détenteurs patentés, contre ceux qui se croient attaqués dès qu'on attaque le fanatisme et l'intolérance, contre ceux qui ne trouvent dans une religion d'amour que le droit de haïr en toute paix de conscience et de persécuter sans remords. Pour retrouver la vraie tradition de la France, nous refusons de remonter jusqu'aux curés de la Ligue et aux Dragonnades.

Entre les hautes pensées, qui sont comme le patrimoine de l'humanité, et la conscience populaire, ce n'est point assez, comme intermédiaire, de l'instituteur. L'instituteur s'adresse à l'enfant, à l'adulte; il faut que son œuvre, dans ce qu'elle a de plus élevé, soit continuée par l'élite ouvrière, par des hommes qui, partageant la vie du peuple, ayant les mêmes intérêts, mêlés à ses luttes, ne puissent éveiller ses défiances.

IV

Nous avons reçu des objections, et d'abord dans des lettres sympathiques et défiantes toutes les objections

de la timidité. Le poète Stéphane Mallarmé imaginait les hommes « du dernier jour » pâles, décharnés, s'avançant d'un pas léger, sur les pointes, anxieux de briser la frêle enveloppe de la terre; une vision soudaine de beauté, dans une minute d'oubli, précipitait la catastrophe finale : que de gens vont ainsi dans la société présente, timorés, silencieux ou répétant les vieux mots, dans l'effroi des paroles vivantes dont le souffle ébranle leur abri vermoulu !

Deherme écrit dans le dernier numéro de la *Coopération des Idées* : « L'un a *peur* d'enlever au pauvre la résignation (parbleu !); l'autre *craint*, en faisant nos lieux de réunion trop agréables, de faire déserter le foyer; cet autre *tremble* des idées nombreuses que nous remuons, de l'agitation que nous suscitons dans les cerveaux de nos auditeurs...

« Le premier n'a pas compris combien la résignation inconsciente au mal est mauvaise, et quelles révoltes elle couve, en permettant au mal de grandir, jusqu'à ce qu'il soit insupportable pour les plus avachis. Le second ne s'est point dit que les cabarets n'ont pas les mêmes scrupules, et que si nous avons peur d'éloigner les travailleurs de leurs foyers en les attirant à nous, les cabarets, eux, continuent leur œuvre néfaste. Le troisième ne s'est pas aperçu que l'angoisse intellectuelle, que l'inquiétude morale sont préférables à la torpeur qui livre l'homme à toute la tyrannie de l'idée fixe ou de l'entraînement. »

Pour des raisons différentes, les socialistes, — et j'en suis plus touché, — mêlent à leurs paroles de

bienvenue des regrets et des restrictions : l'un d'eux (*Revue socialiste*, septembre 1898) rêve de la fondation d'une œuvre où l'on se proposerait de démontrer aux prolétaires que « toutes les sciences justifient le socialisme et ne justifient toutes et pleinement que lui ; que toute l'histoire converge sur le socialisme et ne converge toute et directement que sur lui ; qu'il est impossible à une tête bien ventilée, bien aseptisée, et meublée sobrement mais avec méthode et avec goût, d'héberger aucune autre théorie politique et économique, et par conséquent éthique, esthétique et pédagogique que le socialisme ». Le style à coup sûr est plus nouveau que la pensée ; « hors de l'Église pas de salut » ; la formule a déjà servi ; nous ne voulons pas être des prêtres, nous voulons être des hommes de libre discussion et de libre pensée. Sommes-nous donc à ce point infectés par le virus catholique, que nous soyons condamnés à nous défier de la sincère et loyale recherche de la vérité, que nous ne puissions attendre le salut du peuple que des hypocrisies et des conventions d'une orthodoxie autoritaire?

Certes je comprends que les socialistes se défient de l'opportunisme, des concessions qui faussent les idées et les consciences ; je comprends qu'ils veuillent maintenir l'intégrité de leur idéal, ne pas dévier dans le pis aller d'un capitalisme plus intelligent et moins féroce ; je comprends surtout qu'ils se refusent à être les dupes des endormeurs qui ne demanderaient qu'à prolonger indéfiniment la parade, pour que jamais le

rideau ne se levât sur la pièce. Mais si les socialistes d'autre part se contentent d'être un parti politique, s'ils bornent leur action aux luttes électorales, s'ils attendent en discourant et ratiocinant le remède de l'excès du mal, je crains fort qu'ils ne fassent qu'ajouter un groupe aux groupes parlementaires, et que tout ne finisse par de petites intrigues et de belles paroles. Qu'il ait confiance dans le destin, dans la divine providence, ou foi dans l'évolution nécessaire des lois économiques, le fatalisme paralyse l'énergie. C'est à l'esprit, c'est à nous qu'il appartient de dégager des faits la vérité idéale et de les contraindre à l'exprimer : les faits plus ou moins résistent plus ou moins nous aident, ils ne font pas notre besogne. On admet comme article de foi que la concentration progressive des capitaux, en multipliant les prolétaires, les salariés, nécessairement multipliera les ennemis du capital et par le seul mécanisme du suffrage universel livrera la puissance politique au socialisme qui n'aura plus qu'à fabriquer à coups de lois et de décrets la société nouvelle : c'est toujours le raisonnement du *contre-un*. Êtes-vous bien sûrs que la convergence des lois économiques et des appétits humains suffise à tout? que les faits ne puissent prendre qu'une direction, dont toutes les résistances individuelles et collectives ne sauraient les faire dévier? Êtes-vous sûrs qu'un peuple inerte, sans initiative, sans idéal, reculant devant le sacrifice et la souffrance, ne consentira pas, après des velléités de révolte, à son esclavage? qu'il ne se consolera pas

à rêver au cabaret le paradis dont déjà les arbres sont plantés qui ombrageront les longs sommeils des hommes repus sans travail?

J'ignore quel est l'avenir réservé au socialisme, je doute qu'il soit l'exacte prévision de la société future, la vie toujours brisant les cadres où nous prétendons l'enfermer; mais je sais bien que la société de justice, que nous voulons en commun, ne se fera pas sans l'effort des individus, qu'il faudra la mériter et la conquérir; sans nier l'influence du milieu, la nécessité de le transformer, je sais que nous ne réaliserons de justice et de fraternité dans nos institutions que ce que nous en réaliserons en nous-mêmes. Nous ne ferons rien d'humain si nous ne faisons des hommes. Il faut que les socialistes français ne restent pas au-dessous des socialistes de Belgique et d'Allemagne, il faut que les Jaurès, que les Fournière fassent ce qu'ont fait à Bruxelles, à Gand, les Volders, les Vandervelde, les Anseele, il faut qu'ils commencent quelque chose de réel, qu'ils exercent les prolétaires à l'action d'ensemble, à la convergence de l'effort; qu'en la faisant efficace et vivante ils fassent plus claire et plus distincte l'idée de la solidarité; qu'en lui donnant l'occasion de naître, ils éveillent un sentiment nouveau dans l'humanité, l'amour de la propriété collective où l'égoïsme même prend quelque chose du désintéressement. C'est par les syndicats, c'est par les coopératives que peut se faire l'éducation sociale du peuple : en collaborant à ces œuvres collectives il apprendra à penser, à vouloir en commun, à se défaire des petites

jalousies, à s'intéresser aux choses impersonnelles qui dépassant l'individu lui donnent une raison supérieure de vivre.

Nous voulons pour le peuple une vie plus humaine; il ne l'obtiendra que par des efforts qui déjà la commenceront pour lui et par lui. L'Université populaire travaillera à affranchir l'homme de la première des servitudes, de celle qui fonde toutes les autres, de la servitude dont il est lui-même l'auteur ou le complice. « Tout ce qui donne au peuple une conscience plus claire de ses besoins véritables, tout ce qui fait son intelligence plus lucide, sa volonté plus forte, son cœur plus généreux, plus accessible aux sentiments universels, commence son émancipation. » Les éducateurs du peuple sont les collaborateurs nécessaires de ceux qui veulent améliorer sa condition matérielle; ils le préparent à une vie supérieure en lui en inspirant le désir et en le rendant capable de la vivre. Que si l'homme est condamné à un surmenage abêtissant, à une misère nécessairement dégradante, les programmes d'éducation supérieure, le prétendu partage des biens impersonnels, l'accession de tous à la vérité, à la beauté, à la moralité, ne soient que mensonge et qu'hypocrisie, nous le savons; nous sommes convaincus seulement qu'il faut transformer l'homme en même temps que son milieu, et que pour y réussir, ce n'est pas par la loi seule, c'est par l'homme même, par son effort, par son intelligence et son énergie qu'il faut réaliser les conditions nouvelles du travail et de la répartition de ses produits.

V

S'il nous fallait une preuve de la nécessité de l'œuvre que nous entreprenons, nous la trouverions dans la rapidité avec laquelle l'idée s'est propagée et déjà se réalise. A dire vrai, le mérite de cette idée ne revient proprement à personne; présente à beaucoup d'esprits, elle ne fait que rapprocher ceux qui la partagent. Les adhésions arrivent de toutes parts; ce qui vaut mieux, dans un grand nombre de villes, quelques hommes de bonne volonté se mettent à l'œuvre et tentent cette « coopération d'idées », ce rapprochement des intellectuels et du peuple qui pourrait être si fécond pour tous.

A Lyon, un groupe est formé; à Marseille, l'Université populaire de Provence s'organise; à Beauvais, un cercle laïque d'éducation morale, tout en s'intéressant aux enfants des écoles, aux adultes, donne des conférences, « où sont abordées, dit M. Camille Léger, sans crainte, mais avec des expressions mesurées et une méthode scientifique, quelques-unes des difficiles questions qui inquiètent notre époque et quelques-uns aussi des problèmes qui se sont toujours posés à l'humanité »[1]. A Toulouse, la Ligue de

1. « L'école laïque d'éducation morale compte aujourd'hui cent trente familles de membres souscripteurs. Sous ses auspices, en trois mois, ont été faites vingt conférences publiques, fidèlement suivies par un nombreux auditoire. Mais pour être ce que nous voulons être, une Université populaire, il faudra compléter nos conférences publiques par l'enseignement suivi et régulier de certaines matières dans des cours fermés. » Rapport de M. Camille Léger du 21 mars 1899.

l'Enseignement, depuis deux ans déjà, donne des conférences du soir, et dans sa brochure sur *L'Éducation populaire et le peuple*, M. Paul Crouzet, résumant ses expériences et ses enquêtes, fournit des documents précieux sur les besoins des auditeurs, sur leurs préférences, sur la méthode qui paraît le mieux appropriée à cet enseignement nouveau. Notre courageux ami, Victor Basch, qui a appris à ses dépens qu'en plein XIXe siècle, dans une ville catholique, on peut fort bien être lapidé, m'envoie sur ce qu'ont fait à Rennes les professeurs des Facultés une note que je publie tout entière pour les indications utiles qu'elle contient et dont nous devrons profiter.

Un groupe de professeurs de l'Université de Rennes (Faculté des Lettres, des Sciences, de Droit et École de médecine) ont fait, durant les mois d'hiver de l'année 98-99, une série de conférences à la *Bourse du Travail*, lieu de réunion des syndicats ouvriers de Rennes. Ces conférences ont été suivies très régulièrement et très attentivement par un public de plus en plus nombreux. La plupart des sujets traités avaient été indiqués par les administrateurs de la Bourse : Michelet; — l'Électricité ; — le Prolétariat juif à l'étranger; — Pasteur et les microbes; — de l'Alcoolisme; — la Révolution de 48; — la Propreté; — la Loi sur les accidents du travail, etc.

Il est entendu que ces conférences seront reprises l'hiver prochain sur un plan nouveau. On essayera tout d'abord de multiplier les conférences scientifiques avec expériences et projections qui, visiblement, avaient excité un intérêt très vif chez les auditeurs. Ensuite, au lieu de conférences proprement dites, on tâchera d'organiser des causeries, pour lesquelles on choisira des sujets intéressant directe-

ment les ouvriers. Ainsi l'un des professeurs fera une série de causeries sur le sujet suivant : « Que peut faire un ouvrier de Rennes de ses enfants? Indication des écoles spéciales, professionnelles (Arts et Métiers, École de Physique et de Chimie, École du Livre, École des Arts décoratifs, Écoles de Couture, de Coupe, etc.), avec les conditions d'entrée, les bourses possibles, etc. La causerie sera suivie d'une véritable consultation sur des cas particuliers. On se fera amener les enfants, on les interrogera, les conseillera. On entreprendra de plus une série de leçons sur la question, sur les questions sociales. On exposera les différents problèmes que soulève le socialisme vers lequel inclinent la plupart des ouvriers syndiqués, sans en connaître les principes, sans en comprendre la portée. On traitera les questions de mutualité, on expliquera le fonctionnement des coopératives de production et de consommation. Un autre conférencier parlera d'esthétique. Il essayera d'apprendre à ses auditeurs à regarder, à se préoccuper dans leur travail, de la question du beau. Ces conférences seront suivies de visites dans le musée, de lectures de poètes, etc. Enfin, un professeur s'occupera de questions de morale, tant individuelle que sociale : il fera des causeries sur le mensonge, l'hypocrisie, le devoir, la justice, la solidarité, etc.

Dans de grandes villes comme Lyon, Lille, Bordeaux, on pourra prendre exemple sur la Maison du peuple de Bruxelles; dans les villes d'importance et de richesse moyenne, c'est la *Bourse du Travail* qui doit être le siège de l'Université populaire. Tout d'abord, gratuité de la salle, de l'éclairage, etc. Ensuite et surtout, les ouvriers ont l'habitude de se rendre à la Bourse : ils y sont chez eux et sont très contents et un peu fiers d'y recevoir, en hôtes, les professeurs. Tandis qu'il paraît très difficile d'amener dans une salle quelconque des ouvriers au sortir de leur travail, après leur dîner, il se rendent presque tous les soirs à la Bourse, dans leurs syndicats, et n'ont pas par

conséquent, à se déranger ni à s'habiller pour écouter une leçon ou une causerie faite dans la salle même où ils ont l'habitude de se réunir. Ce qui tend à prouver la justesse de cette observation, c'est que dans les villes un peu importantes, comme par exemple Rennes, les cours d'adultes ne sont guère suivis. Les parents ne veulent pas revenir à l'école, fût-ce pour y accompagner leurs enfants. Il en résulte que pour les attirer à nous, c'est chez eux qu'il faut aller.

VI

Que ferons-nous? En quelle mesure serons-nous suivis? Quel nombre d'auditeurs et d'amis se groupera autour de nous? Quelles œuvres de coopération matérielle et morale réussirons-nous à organiser? Verrons-nous s'élever la maison du peuple? Je l'ignore. Nous aurons prononcé du moins une de ces paroles qui ne peuvent plus ne point avoir été prononcées. Au salut par l'autorité traditionnelle, par le mensonge utilitaire, nous aurons opposé le salut par la franchise et par la raison; à la religion pour le peuple nous aurons opposé la vérité, la beauté, la moralité pour le peuple. Notre œuvre n'est pas l'utopie de quelques esprits chimériques qui rêvent la cité du soleil, elle s'impose, elle est liée à nos institutions, elle en est une expression, une conséquence nécessaire, elle n'est que l'effort pour faire de la démocratie une réalité.

Nous ne disons pas que la tâche est facile, qu'elle se fera toute seule, nous disons qu'il serait bon

qu'elle fût faite et que par cela même il est bon de la commencer. En affirmant le droit de tous les hommes à la vie humaine, nous posons le principe de toutes les revendications légitimes : le refus de l'esclavage; mais du même coup nous avertissons l'individu qu'on ne fera pas pour lui ce que seul il peut faire pour lui-même, et qu'il n'est pas de révolution sociale qui puisse dispenser de cette première révolution qu'il faut opérer en soi-même par la révolte de l'intelligence et de la volonté contre la tyrannie de l'instinct.

On répète volontiers aujourd'hui que les principes de la Révolution sont de dangereuses erreurs, qu'ils ont produit tout le mal qu'ils pouvaient produire, qu'il est grand temps de retourner en arrière, de reculer aussi loin que possible vers la hiérarchie, vers l'autorité temporelle et spirituelle; peut-être faut-il entendre par là qu'émancipés par les principes de la Révolution, les bourgeois ne voient pas la nécessité qu'ils soient vrais plus longtemps. Que le droit ne règne pas sur la terre, que la justice ne soit pas la loi des faits, nous le savons de reste : la justice est une idée posée par l'esprit en face des faits, un idéal qu'à la volonté seule il appartient de leur faire de plus en plus exprimer.

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DU PEUPLE[1]

Messieurs,

En ouvrant la nouvelle série de nos conférences du soir, mon premier mot doit être pour apporter le témoignage de notre reconnaissance à notre ami G. Deherme, qui a pris l'initiative de cette œuvre. Il ne s'est pas dit qu'il manquerait d'argent, qu'il se heurterait aux préjugés des uns, aux craintes, aux défiances des autres, il n'a vu que le bien à faire, et il s'est mis bravement à la besogne.

Les grandes choses le plus souvent ont d'humbles commencements : nous inaugurons très modestement une grande chose. Un jour peut-être, en ouvrant la première Université populaire, on évoquera le souvenir de cette petite salle de la rue Paul-Bert, où quelques hommes de bonne volonté se sont groupés dans un commun amour de la vérité, convaincus qu'il y a en elle quelque chose qui en accordant les

1. Conférence d'ouverture faite le 3 octobre 1898, à la *Coopération des Idées pour l'Enseignement supérieur et l'éducation éthique-sociale du peuple.*

intelligences prépare l'union des cœurs. Soyez assurés que nous serons traités d'utopistes, de rêveurs, qu'en dépit des expériences déjà faites à l'étranger on se moquera de notre enseignement supérieur du peuple. Ayons l'audace d'être ridicules. Les hautes ambitions sont permises, à la condition qu'elles ne fassent point oublier les pénibles et lents efforts par lesquels se réalise tout progrès réel et durable, les mille combats ignorés, les luttes quotidiennes de la volonté individuelle, par lesquelles s'assurent enfin les conquêtes de l'espèce. Ce que nous voulons, messieurs, le voici : nous voulons que savants et ouvriers se rapprochent, apprennent à se connaître, et que ce commerce soit fécond pour les uns comme pour les autres; nous voulons que tous soient appelés à participer à la beauté, à la vérité, à la vie morale, à ces biens précieux qui font la dignité de la personne humaine; nous voulons par là travailler tout à la fois et à la paix sociale et à l'affranchissement du peuple.

I

Un des inconvénients de notre société, avec son excessive division du travail, ses grandes agglomérations urbaines, ses foules anonymes, dont le flot incessant coule entre deux rives de pierre, c'est que nous nous ignorons les uns les autres. Nous habitons dans la même ville des villes différentes; nous n'avons ni le même travail ni les mêmes distractions; quand

nous nous rencontrons, nous éprouvons une sorte de gêne, nous nous intimidons réciproquement, nous ne savons plus nous parler avec la franchise et la cordialité qui conviennent aux libres citoyens d'une même patrie ; nous devenons comme des étrangers, et l'étranger volontiers, c'est l'ennemi. Il importe que nous apprenions à nous connaître ; le jour où nous nous connaîtrons, nous serons, soyez-en sûrs, bien prêts de nous aimer ; et je ne sais rien de plus propre à préparer ce rapprochement que la recherche en commun de la vérité, qui des multiples esprits qui la reconnaissent et l'affirment fait comme un seul et même esprit.

Récemment, vous le savez, on a tenté d'opposer ceux qu'on appelait par dédain les « intellectuels » à la masse de la nation, on leur a prêté avec un stupide orgueil la manie de se distinguer, de penser contre tous ; on les a représentés comme des émigrés à l'intérieur qui troublaient l'action bienfaisante des politiciens avisés. Cette calomnie s'est étalée sur les murs de toutes les communes de France. Or, à ce moment même, dans cette crise douloureuse, en souffrant de malentendus qu'il ne dépendait point d'eux de dissiper, ces savants, ces penseurs, amis du silence et de la solitude, affrontaient les outrages, s'exposaient aux violences de la rue, pour remplir un devoir qu'ils ne croyaient pas pouvoir déserter sans une sorte de trahison. Loin de se séparer du peuple, ils étaient, à cette heure, sa conscience même ; ils défendaient les principes pour lesquels ce peuple de France a tant de

fois versé son sang; ils le rappelaient à ses grandes traditions; ils lui disaient qu'après avoir osé la Déclaration des droits de l'homme il ne pouvait, sans se renier lui-même, faire bon marché de la loi, de ses garanties, sacrifier la justice; qu'après tant d'engagements solennels, pris à la face du monde, il ne pouvait, parti pour la société idéale, pacifique et fraternelle, arriver piteusement aux haines de race, à la guerre religieuse, à la persécution lâche et brutale, sans même l'excuse du fanatisme et de la foi. La France n'est pas responsable que d'elle-même, elle a proclamé la souveraineté du droit, elle est liée par la grande mission qu'elle s'est donnée librement, elle ne l'abandonnerait qu'en s'abandonnant elle-même, qu'en trahissant les grandes idées dont elle s'est déclarée gardienne et dépositaire.

Quelle raison, en vérité, pourrions-nous avoir de nous opposer au peuple, de nous séparer de lui? Nous n'avons pas d'intérêts contraires : on ne s'enrichit qu'en faisant travailler les autres, nous travaillons nous-mêmes. Combien d'entre nous, d'ailleurs, n'ont qu'à remonter d'une ou deux générations pour se retrouver peuple par leurs ascendants, combien par leurs proches n'ont pas cessé de faire partie de la grande famille des humbles, combien sentent et reconnaissent que ce qu'ils sont, ils le doivent à ce qui survit en eux, transformé, de l'énergie et de la santé des rudes paysans de France. Permettez-moi de vous conter une anecdote que je prenais plaisir à faire redire à mon père. L'hiver de 1829 fut terrible;

le pain, quand il ne manquait pas, gelait dans la huche; la terre battue de la chaumière glaçait les pieds nus; la récolte n'avait pas été bonne; six enfants demandaient à manger; la ménagère soucieuse n'osait songer au lendemain. Le grand-père, paysan de Gascogne, était un ancien soldat de l'Empire qui, pendant plus de sept années, avait guerroyé en Espagne, suivi les marches en avant, les fières et cruelles retraites de l'armée du Portugal. Chaque matin, au saut du lit, il commençait la journée par une grande danse autour de la table, danse qu'il rythmait de chansons patoises; quand il s'arrêtait, il n'avait pas seulement réchauffé ses membres engourdis; par la contagion de sa vaillante gaieté il avait réchauffé les cœurs et donné à tous du courage pour la bataille de la vie. Vous savez mieux que moi comment on sort de ces situations désespérées; heure par heure, jour par jour, les mois passèrent, l'hiver s'écoula, peu ou prou les enfants mangèrent et la vie continua. L'habitude de la réflexion m'interdit cette belle insouciance; mais, quand je suis tenté de faiblir, j'évoque ce souvenir, pour y trouver, à défaut de l'allégresse qui chante, la résignation qui se tait.

S'ils consentent à se rapprocher, les hommes d'étude et les travailleurs ont chance de s'entendre, parce qu'ils ont une vertu commune : l'amour de la vérité. Préoccupés de leurs intérêts et de leurs privilèges, inquiets de voir toutes choses remises en questions, les esprits divisés, les croyances exténuées

par les contradictions qui les nient, certains hommes s'efforcent de nous persuader qu'il y a des croyances utiles, des croyances que l'intérêt social fait un devoir de professer, alors même que l'esprit n'y saurait adhérer. La raison, suivant eux, n'est qu'un principe d'anarchie; elle divise les hommes et elle les oppose; elle n'est que le déguisement de l'orgueil individuel, l'esprit de révolte qui prépare la dissolution sociale. La société ne peut durer que si ses membres se soumettent à des principes qu'ils s'interdissent de discuter. Puisque l'unanimité ne peut sortir du libre examen, il faut une autorité qui décide les croyances nécessaires, et rétablisse l'accord par un ensemble de dogmes imposés. Le salut social est dans le sacrifice de la raison, dans le retour au passé, dans la soumission à l'Église.

Messieurs, toutes les croyances sont respectables, mais à une condition, c'est qu'elles soient, pour qui les professe, la vérité même ; c'est qu'elles ne servent pas à déguiser les inquiétudes de l'intérêt matériel, les préoccupations serviles de l'égoïsme. Le peuple peut avoir ses illusions, ses erreurs, ses préjugés; ayant la sensation toute vive des maux, dont ceux qui n'en souffrent pas prétendent le consoler par de bonnes raisons, il peut être enclin à l'utopie ; toujours du moins il est sincère; il suffit qu'on veuille le tromper pour qu'il se révolte ; il ne reconnaît pas d'intérêts contre la vérité, il la regarde comme un bien, et il l'aime. Mettons en commun notre foi dans la raison. La raison est une autorité qui en vaut bien

une autre, elle se confond avec la liberté de celui qui s'y soumet. « La raison, dit Pascal, nous commande bien plus impérieusement qu'un maître, car, en désobéissant à l'un, on est malheureux; en désobéissant à l'autre, on est un sot. »

Fondée sur le respect de la vérité, sur le respect de la raison dans ce qu'elle a tout à la fois d'individuel et d'universel, notre œuvre n'a rien d'un patronage. Nous nous rencontrons ici comme des égaux, comme des amis; l'un apporte son désir de connaître, sa curiosité du vrai, l'autre la conscience du devoir que lui crée envers ceux qui ignorent le privilège du savoir. Dans les patronages, on s'efforce d'inculquer à l'ouvrier des dogmes tout faits, de lui donner des habitudes qui le dispensent de réfléchir. Avec les meilleures intentions du monde, on cherche à développer en lui l'esprit de soumission. On ne voit pas ce que cache d'égoïsme naïf cet idéal : « de bons serviteurs pour de bons maîtres ».

Nous voulons tout autre chose. En raisonnant devant vous et avec vous, en vous initiant dans la mesure du possible aux méthodes sévères de la science, en vous proposant l'exemple des penseurs les plus lucides, nous voulons éveiller en vous l'esprit critique, vous donner l'habitude du libre examen, vous inspirer le rare courage de penser.

Tout le monde aujourd'hui réclame la liberté de penser, on n'en a jamais tant parlé; hélas! combien peu songent à s'en servir. Quand je lis certains journaux, je suis stupéfié du mépris où tiennent le peuple

ceux qui les rédigent : de basses injures, des calomnies imbéciles, des sophismes non déguisés, une logique d'épileptiques, voilà ce dont ils jugent digne le peuple qu'ils prétendent guider et défendre. En voulant faire des hommes soumis, on fait des révoltés ; nous voulons faire des hommes libres, des hommes de jugement sain, qui rendent un peu plus difficile le métier de politicien et de journaliste.

On nous accusera peut-être de négliger l'essentiel, l'éducation morale, n'en croyez rien : dans l'homme tout se tient et conspire ; il n'accomplit pas un progrès réel qui ne le modifie tout entier. Les vertus de l'intelligence sont des vertus de la volonté. Supposez que vous vouliez aborder de sang-froid, examiner sans parti pris un problème, que vous êtes tentés de trancher brusquement en ne consultant que votre intérêt immédiat : vous voilà contraints, selon le précepte de Descartes, d'oublier vos préjugés, de résister à votre passion, de retenir l'affirmation précipitée ; puis de vous recueillir, d'examiner les raisons de vos adversaires, de les comprendre, de voir ce qui les justifie, de les conférer avec vos propres arguments ; de ne vous arrêter enfin qu'à la conviction sérieuse, réfléchie qui seule a droit au respect. Quel meilleur exercice pour la volonté, et quel gain moral ! En élevant la vérité au-dessus de votre intérêt, de votre passion, vous avez appris la valeur de l'effort, le sens du sacrifice ; en comprenant les autres vous avez apaisé votre cœur, vous n'êtes plus tentés de répondre par la haine à ce que vous croyez de la mauvaise foi ;

en assurant vos convictions vous les avez faites plus solides, plus durables; elles ne sont plus des mots, des phrases sonores; elles sont de vraies idées qui agiront sur la volonté, domineront la conduite, entreront dans la trame des faits.

II

Ce commerce volontaire des intellectuels et des travailleurs n'est pas moins nécessaire aux uns qu'aux autres; nous venons ici autant pour nous instruire que pour enseigner; nous sommes une école mutuelle, où chacun tour à tour est élève et maître, s'il est vrai que chacun tour à tour donne et reçoive. L'ouvrier qui, après une journée de dur labeur, au lieu de s'abandonner aux tentations de la rue et de lâcher la bête, trouve le courage d'un nouvel effort pour s'élever à la dignité de la pensée, est un homme véritable, un homme libre, et, sans le savoir peut-être, il conquiert le premier des biens, celui que rien ne remplace, auquel rien ne supplée. Mais en venant ici, vous n'êtes pas seulement préoccupés de vous-mêmes, vous pensez plus encore peut-être à ceux qui ne viennent pas, à ceux qui veulent oublier et qui tuent en eux brutalement la pensée; il vous importerait moins de valoir quelque chose si ce n'était pour être utile aux autres. Comme vous avez raison! Nous ne voulons pas faire des gens dédaigneux qui s'isolent, qui se séparent, créer une variété de bourgeois, ajouter à nos divisions des divisions nouvelles qui empirent le

mal dont nous souffrons. Nous voulons former une élite ouvrière qui serve d'intermédiaire et comme d'interprète entre les penseurs et cette grande masse humaine qui, seule, peut donner aux idées la réalité, la force et la vie; une élite ouvrière qui, consciente de la solidarité sociale, travaille à l'émancipation de tous, qui peu nombreuse d'abord s'accroisse, encadre l'armée du travail, entraîne les compagnons qui, par faiblesse, par impuissance, par fatalité héréditaire se complaisent dans l'ignorance et ne sentent plus leur esclavage. Il faut que, sans air de supériorité, sans prétention de dominer, modestement, en se rendant utile, à l'atelier, dans les syndicats, dans les associations coopératives l'élite ouvrière agisse; qu'elle soit de tous les groupements où se fait l'éducation du peuple; qu'elle y combatte les petites rivalités, qu'elle y apporte, avec l'intelligence de l'idéal futur qui dépasse les fins prochaines, l'esprit de suite, la discipline volontaire qui n'humilie point, parce qu'elle est la soumission à une loi consentie; il faut enfin qu'elle crée une opinion publique ouvrière. On s'inquiète des ravages effrayants de l'alcoolisme; la maladie est grave, nous pouvons en mourir; tant que la campagne sera menée uniquement par des bourgeois, ils rencontreront la défiance, l'incrédulité; tout au plus les écoutera-t-on patiemment; mais leurs paroles ne seront que des mots qui volent, non des idées, des sentiments qui entrent dans la conscience et modifient la conduite. Rien ne se fera sans votre intervention. Vous voulez changer les conditions du travail,

transformer la société qui vous paraît mal faite, vous ne réussirez que si vous méritez de réussir; la violence a des victoires d'un jour, la vertu seule et le courage font les conquêtes définitives. L'alcoolique est un faible, un impuissant; ses enfants sont des dégénérés, des esclaves-nés; vous avez besoin d'hommes sains et forts; qu'il soit une fois bien entendu que l'homme qui s'abaisse au rang de l'animal par l'ivresse répétée trahit la cause du peuple; le sentiment de l'honneur, la conscience de la responsabilité de chacun envers tous, la réprobation des compagnons seront de plus grande efficacité que les discours et les lois.

Les savants, « les intellectuels » n'ont pas moins à recevoir du peuple qu'à lui donner. La vie « livresque » a ses dangers; elle détache la pensée de l'action; elle fait des hommes si curieux de ce qu'on a pensé, de ce qu'on a senti avant eux, qu'ils n'ont plus le temps de penser, de sentir par eux-mêmes; des hommes qui, à force de peser délicatement les raisons contraires, oscillent de l'une à l'autre dans une perpétuelle indécision. Détachée de la vie, l'idée devient quelque chose d'abstrait, un signe algébrique, dont on dispose à son gré, qu'on plie impunément aux jeux d'une logique subtile et paradoxale, sans que l'erreur trouve son châtiment dans ses conséquences immédiates. Il est bon que ceux qui par profession abusent de la pensée pure, hypertrophient en eux l'intelligence abstraite, se trouvent en contact avec des hommes à qui la vie ne se laisse point oublier et que leur métier ramène sans cesse à l'action positive et concrète. Si

les idées étaient soumises à la loi de la pesanteur et si elles s'écroulaient sur la tête des architectes maladroits qui violent les lois de leur équilibre, il y aurait moins de sophismes impudents et d'erreurs à demi volontaires. Si notre littérature est si médiocre, si misérable, c'est qu'elle est détachée de la conscience populaire. Nos écrivains s'enferment dans des cénacles, dans de petites coteries, ils veulent être rares, distingués, « différents »; ils parlent de leur « moi » avec des coquetteries de filles; il en est qui, comme les mendiants aux jours de fête, pour attirer l'attention, exhibent leur laideur et leurs difformités; les plus habiles amusent ceux qui payent du récit de leurs propres scandales, et leur servent l'ordure dont ils se plaisent à se repaître. Le peuple a les faits divers, le dernier crime, des feuilletons imbéciles. Il faut que vous nous aidiez à sortir de là. Notre art blasé regarde la vie, comme les vieillards la chaste Suzanne; il la salit, il la souille, après quoi il la calomnie et la déshonore. L'art ne se renouvellera que le jour où, laissant là les subtilités, les fausses délicatesses, les raffinements d'une sensualité morbide, il sortira des salons et des lupanars pour rentrer dans la Cité des hommes. Ne parlant plus pour quelques privilégiés, mais pour tous, sa voix se fortifiera, s'étendra; il retrouvera dans les cœurs, fraîche comme au premier jour, la floraison des sentiments éternels, les vraies douleurs, les larmes qui valent d'être pleurées, la joie, l'invincible espérance, et, revenant à sa mission, loin d'humilier l'homme et la vie,

il exaltera le courage par l'allégresse des pensers héroïques. Le peuple ne comprend que les œuvres les plus belles, les œuvres universelles, vraiment humaines, qui éveillent un écho dans toutes les âmes; il nous rendra la simplicité dans la grandeur.

Dans une démocratie, il est nécessaire que les hommes qui travaillent et les hommes qui pensent aillent ainsi les uns vers les autres, il importe qu'ils se connaissent, qu'ils s'expliquent, qu'ils s'entendent, qu'ils prennent de plus en plus conscience de la solidarité qui les fait ouvriers d'une œuvre qui ne peut s'accomplir que par leur concours.

Le peuple est le nombre, il décide par ses suffrages des destinées de la patrie, il est la force; sans l'intelligence, la force s'applique au hasard, elle est plus propre à détruire qu'à créer : donnons l'intelligence à la force et la force à l'intelligence; ne laissons pas, en nous isolant, ces deux éléments nécessaires de toute action se disjoindre ou s'opposer. Nous ne pouvons rien que si ceux qui savent s'unissent à ceux qui décident, et cette union doit être intelligente, volontaire, consentie.

On compare volontiers la société à un organisme, la comparaison est ingénieuse, elle est instructive; mais il ne faut pas être dupe des analogies, en négligeant les différences qu'elles ne doivent pas faire oublier. A prendre cette métaphore à la lettre, comme l'ont fait quelques sociologues, sous prétexte que le bras accomplit sans les connaître, par un mécanisme préétabli, les ordres du cerveau, il fau-

drait constituer une aristocratie de l'intelligence, faire du peuple je ne sais quel mécanisme qui réaliserait spontanément les sublimes conceptions de l'élite. Dans nos sociétés modernes, il n'y a pas de bras qui ne soient que des bras; l'intelligence de l'élite ne descend pas d'elle-même dans le corps social pour en diriger les mouvements à son gré; le peuple, c'est mille et mille bras dont chacun est relié à un cerveau qui pense; c'est par la persuasion et sur la pensée qu'il faut d'abord agir, pour que l'idée, multipliée dans les esprits individuels, forte de leur adhésion, vivant de leur vie, se réalise enfin par la conspiration des volontés : et voilà pourquoi l'élite et la foule ne peuvent s'unir dans une action commune qu'à la condition de former une société fraternelle qui, loin de fixer les inégalités primitives, les atténue, les efface, établisse entre tous ses membres, des plus élevés aux plus humbles, une sorte de continuité qui ne permette plus les distinctions vaines, les catégories tranchées, où se complaisent la sottise et l'orgueil.

III

Qui nous verrait réunis dans cette petite salle et s'informant de nos ressources saurait qu'elles se réduisent à notre mutuelle bonne volonté, serait tenté de trouver bien pompeux le titre d'enseignement supérieur du peuple dont nous décorons ces causeries et ces conférences. Ce titre, nous ne l'avons

pas pris au hasard, par une vanité naïve; il ne répond pas à ce que nous pouvons, il répond à ce que nous voulons; il exprime l'idée que nous semons et qui lèvera.

Notre ambition est grande; nous voulons la vérité, la beauté, la vie morale pour tous; nous voulons que le peuple soit admis à participer à ces biens qui constituent le patrimoine propre de l'humanité; nous voulons que, comme le soleil pour tous les yeux, la lumière intelligible se lève pour toutes les intelligences. Les richesses, dont s'occupent les économistes, dont ils étudient les lois de production, de distribution, ne se consomment qu'en se détruisant; elles opposent les hommes, elles les mettent aux prises, parce qu'elles sont limitées, parce qu'on ne les possède qu'en en excluant les autres, parce qu'elles ne se proportionnent pas d'elles-mêmes aux besoins qu'elles sont destinées à satisfaire. Les biens spirituels, loin de se diminuer, s'accroissent en se partageant; on ne les possède que pour les répandre. Le savant ne cache pas la vérité qu'il vient de découvrir, il la proclame, il sait que, vivant en d'autres esprits, elle sera féconde en vérités nouvelles; la plus chère récompense de l'artiste est de penser que son œuvre se recréera dans des milliers d'âmes, qui pour un instant devenues son âme même l'immortaliseront. La vraie richesse fait la vraie libéralité : il n'y a pas plus ici d'orgueil à donner que d'humiliation à recevoir; on ne fait pas l'aumône des biens impersonnels, qui les reçoit en un sens se les donne : vous ne comprenez que la vérité qui, par un travail ori-

ginal, est devenue votre pensée; l'œuvre d'art n'est qu'une chose muette, une image morte, tant qu'elle ne se refait pas en vous-mêmes, tant que vous ne l'animez pas de votre âme. L'intelligence des mêmes vérités, l'admiration des mêmes beautés, de tous nos esprits font comme un seul et même esprit, société fraternelle, où s'unissent les vivants et les morts, et par laquelle prend un sens le mot d'humanité.

Messieurs, je songe souvent avec tristesse à tout ce qui se perd de ces biens précieux, qui ne se refusent à personne, dont on jouit sans les détruire, qui, loin d'opposer les hommes, en leur donnant des idées et des sentiments communs, font comme se pénétrer les consciences.

Que de joies possibles qui ne seront jamais des joies réelles! que de couchers de soleil contemplés par des yeux indifférents qui ne les voient pas! Toutes les galeries réunies des banquiers de toutes les religions ne sont rien auprès de notre musée du Louvre; les livres des savants, des philosophes, des poètes renferment des trésors, des millions d'idées, d'émotions, qu'il suffirait d'en faire jaillir au choc d'esprits vivants; sans parler de l'œuvre, à laquelle on ne renonce qu'en renonçant à soi-même, de l'œuvre d'art, dont chaque individu est l'artiste nécessaire, de l'œuvre qui consiste à se faire soi-même, à se modeler sur l'idée de l'homme à laquelle on a su s'élever, de la joie très haute, en travaillant sur soi et pour tous, d'éprouver par une expérience directe la puissance victorieuse de l'idéal.

Plus d'un parmi vous, sans doute, est tenté de m'accuser d'hypocrisie et de mauvaise foi. Pour se dispenser de la justice ici-bas, on a longtemps offert au peuple la compensation d'un paradis céleste, une éternité de joies dont on ne se lassera point, en échange de ces misérables biens dont notre illusion fait tout le prix : le mal est que l'idée du paradis n'étant pas assez efficace pour détacher de ces biens les dévots qui les possèdent, ne l'est pas davantage pour consoler ceux qui en sont dénués. Aujourd'hui, par un nouvel artifice, on offre au peuple je ne sais quel paradis terrestre, l'art, la science, la vie supérieure de l'esprit et du cœur, tout ce dont la jouissance lui est interdite par les conditions mêmes de la vie à laquelle il est condamné. Le paradis n'est plus dans le rêve et l'espérance, il est là tout près, il n'y a qu'à ouvrir les yeux pour le voir, à se lever et à marcher pour y entrer; seulement, les yeux sont aveugles et les jambes paralysées. Par le mirage des biens dont il pourrait jouir, dont d'ailleurs il ne jouira jamais, on espère faire oublier au peuple sa condition réelle et lui faciliter la résignation. Messieurs, je ne suis pas de ceux qui vous conseilleront jamais la résignation passive ; comme le dit Ruskin : « on envoie rouler un homme dans le fossé et quand il est au fond, on le prêche, on l'invite à demeurer content dans la situation où la Providence l'a placé ». Votre effort vers une condition meilleure n'est pas seulement légitime, il est nécessaire : je lisais l'autre jour, dans un article sur ces causeries du soir, que vous étiez tentés de

revenir par quelque biais de toutes les questions à la question sociale. Je n'en suis pas surpris, n'est-ce pas cette préoccupation qui vous amène vers nous? En demandant l'organisation d'un enseignement supérieur du peuple, en réclamant pour tous la participation aux biens impersonnels qui achèvent l'humanité dans l'homme, nous anticipons tout à la fois et nous préparons l'avenir.

Nous anticipons l'avenir, car par là même nous affirmons que dans une société vraiment civilisée, que dans une démocratie, il ne peut plus y avoir d'esclaves, d'êtres réduits au rôle de machines, que chacun par suite a droit non seulement au pain, mais à un certain loisir, bref qu'aucun homme ne doit, par une sorte de fatalité, être exclu de la vie humaine. Comment cela se réalisera-t-il? Par quels moyens? Par quelles concessions arrachées au capital? Par quelle transformation sociale? Par quel accord pacifique des bonnes volontés — ce rêve est bien permis? — je l'ignore, mais si vous le voulez vraiment, cela sera parce que cela doit être. Quand un idéal supérieur est conçu, il ruine lentement dans les esprits ce qui le contredit, et il ordonne peu à peu les forces qui le réaliseront.

Dans la mesure de ce qui nous est possible nous préparons avec vous cet avenir, car tout ce qui donne au peuple une conscience plus claire de ses besoins véritables, tout ce qui fait son intelligence plus lucide, sa volonté plus forte, son cœur plus généreux, plus accessible aux sentiments universels, commence

son émancipation. Ne craignez pas de vous attarder à la lecture des poètes et des philosophes, efforcez-vous d'entendre les méthodes qui mènent à la vérité, attachez-vous à bien raisonner, vous serez, sans le soupçonner, au cœur même de la question qui vous passionne et vous en commencerez la solution. Tout ouvrier qui s'éclaire, qui s'instruit sans se séparer de ses compagnons, prépare pour tous l'avenir meilleur qu'il rêve.

Ne nous berçons pas d'illusions vaines, ne revenons pas à la naïveté de l'enfant qui attend que la bonne marraine change les citrouilles en carrosses, rien ne se fera sans nous, rien ne se fera que ce que nous ferons nous-mêmes. L'idée qu'un changement tout extérieur, qu'une combinaison savante de lois et de règlements suffiraient à produire le bonheur et la vertu, a quelque chose de séduisant pour notre paresse; le malheur est que lois et règlements sont des abstractions, et que, dans la réalité, il faut bien en venir aux hommes, à ceux qui les font appliquer et à ceux qui les doivent observer. Quand on parle du milieu social, on ne songe jamais qu'à ce qu'il a d'extérieur, à la terre et à ses richesses, aux instruments de travail, aux machines de l'industrie, on oublie que ce milieu est fait aussi des hommes associés dans une vie collective et que la somme ne se compose jamais que des unités additionnées. Pour une société libre, il faut des hommes libres : le suffrage universel nous a donné d'abord vingt ans de servitude avec la conclusion que vous savez. On ne

reçoit pas la liberté du dehors : le pire esclavage est celui dont nous sommes nous-mêmes les auteurs et les complices, celui de nos vices et de nos passions, d'autant plus profond, d'autant plus incurable que nous en perdons bientôt jusqu'à la conscience.

Des gens intéressés à nous le faire croire affirment que notre grande Révolution française n'a été qu'erreur et qu'illusion; ils disent que nous avons dupé le monde et nous-mêmes, que nous sommes désormais livrés à l'anarchie, dépourvus de tout idéal national; ils nous adjurent de retourner en arrière, de rentrer docilement sous l'autorité de l'Église, qui nous guérira des maux de la liberté; quelques-uns nous somment de confirmer l'acte de contrition par un massacre des juifs qui scelle la nouvelle alliance dans le sang; ni la France, messieurs, ni le peuple de Paris ne consentiront à ce reniement qui les déshonorerait aux yeux du monde. Nous ne pouvons pas supprimer notre histoire, nous avons pris envers nous-mêmes et envers tous des engagements qu'il nous faut tenir, sous peine de déchéance. L'heure du choix est passée, apportons à l'action nécessaire la sagesse, la patience, le courage. Nous avons un idéal, et qui vaut d'être réalisé : nous voulons une civilisation réelle, qui ne laisse plus en dehors d'elle la majorité des hommes, une civilisation qui ne soit plus l'œuvre et le profit de quelques-uns, à laquelle tous soient appelés à concourir et à participer. Nous posons résolument les conséquences de la démocratie : démocratie, c'est souveraineté du peuple; le souverain

autrefois s'appelait le roi, il justifiait les lois en disant : car tel est notre bon plaisir; dans la souveraineté collective il faut que la volonté individuelle s'identifie avec la loi générale, et il faut pour cela que nous substituions au bon plaisir qui divise la raison qui unit, que nous disions : car telles sont la justice et la vérité auxquelles nous nous soumettons librement.

ÉDUCATION ET RÉVOLUTION

Messieurs,

Nous inaugurons ce soir notre maison nouvelle, et nous y entrons avec confiance; elle est modeste encore; dans l'immense cité elle occupe un bien petit espace, et sa façade n'attirera pas les regards du passant; un jour sans doute, et c'est notre espérance, comme l'est déjà notre petite salle de la rue Paul-Bert, elle sera un souvenir, vers lequel les anciens se reporteront avec attendrissement, ainsi que l'homme sourit et s'étonne d'avoir trouvé si grand le jardin qui suffisait aux jeux de son enfance. Telle qu'elle est, cette installation répond à nos besoins, puissions-nous seulement accomplir tout le bien qu'elle permet! Nous ne voulons rien d'apparent, rien d'artificiel; comme l'être vivant, développons-nous lentement, et que ce soit l'âme même que nous aurons su nous donner qui peu à peu se construise le corps qu'elle sera capable d'organiser et de mouvoir. Déjà nous

1. Conférence d'inauguration faite le 9 octobre 1899, à l'*Université populaire*, 157, faubourg Saint-Antoine.

avons une salle de lecture avec une bibliothèque, que nous enrichirons; une salle de jeux avec un billard; un musée, où seront exposés tour à tour les chefs-d'œuvre des maîtres; une salle de spectacle, où nous apprendrons qu'il est de nobles divertissements, une autre ivresse que celle qui lâche la brute en pleine liberté. Par un hasard que j'appellerai symbolique, nous occupons l'emplacement d'un ancien café-concert.

Pour exprimer ce qui est dans toutes les pensées, et j'ose dire dans tous les cœurs, j'offre le témoignage de notre gratitude à notre ami Deherme; vous savez sa foi ardente, sa volonté tenace, il a été l'apôtre de la coopération des idées, il ne s'est pas lassé de la définir, d'en montrer le sens et la fécondité, il s'est donné tout entier, il n'a ménagé ni son temps, ni ses forces, il a fait passer en nous quelque chose de sa confiance généreuse, il ne s'est pas contenté de parler, il a agi; avec de hautes ambitions, il a le courage des humbles commencements; il ne met pas la récolte avant les semailles, mais, comme le rude paysan qui lentement ouvre la terre pour lui confier le grain de l'avenir, il a la vision des moissons futures. Que son exemple soit contagieux; souvenons-nous que coopérer ce n'est pas laisser la besogne aux plus convaincus, aux plus vaillants et les applaudir.

I

Messieurs, je me défie plus que personne des programmes ambitieux, dont il ne reste qu'un bruit

d'éloquence; quand on a bien parlé, on est trop souvent tenté de croire qu'on a bien agi, je sais que les monuments durables s'élèvent jour par jour, heure par heure, par les efforts ignorés des individus, comme ces murs romains faits de cailloux cimentés que les hommes ont laissés debout par lassitude de les détruire. Mais il est bon de parler, comme parfois on se recueille, pour prendre conscience de sa pensée, pour fixer le souvenir des heures lucides où l'on a trouvé dans la claire intelligence de l'idéal le courage de tendre vers lui.

Nous apportons d'autant plus de patience, de continuité, de zèle dans les humbles actions dont la vie est faite, que nous savons discerner en elles le principe des grandes choses qu'elles rendent possibles.

Ce n'est point au hasard que nous avons choisi pour notre œuvre le titre de *Coopération des idées*. Par là nous affirmons d'abord qu'abstention est impuissance, que dans l'individu est la source de toute énergie; ensuite que l'action de l'individu ne se complète, ne s'achève que par celle des autres hommes, donc qu'elle doit être avant tout un effort pour chercher par l'entente des esprits le concert des volontés. Il faut que l'individu existe, il faut qu'il soit réel, indépendant, qu'il soit une force vive, — pas de coopération sans coopérateurs; mais les individus ne doivent pas être forts pour s'isoler, pour s'opposer, pour se faire une guerre plus terrible et plus douloureuse; la vraie loi de l'être social n'est pas la lutte, mais l'union pour la vie. L'égoïsme est la grande illu-

sion : tout désordre au dehors devient en nous division et douleur. Tous contre chacun, chacun contre tous, c'est la défiance et la peur, la vie diminuée. Nous nous unissons pour apprendre la vie en société, pour commencer à la vivre, convaincus que notre existence personnelle est d'autant plus riche et d'autant plus une que nous la dévouons à un idéal collectif qui l'enveloppe dans l'harmonie d'une existence plus durable et plus haute.

Coopérative, notre œuvre n'est pas « une bonne œuvre », une condescendance de la charité; nous ne venons pas imposer des dogmes, défendre une tradition, justifier la hiérarchie sociale en jouant les bons riches. Il n'y a ici ni maîtres, ni chefs, ni patrons; notre propriété est collective, elle est sous notre propre sauvegarde; nous trouvons notre loi dans notre idéal; nous sommes des hommes libres, des égaux volontaires. Nous mettons en commun nos intelligences et nos bonnes volontés, nous rapprochons nos idées pour les conférer; nous cherchons à nous comprendre; nous savons qu'à ce libre commerce tous, des plus humbles aux plus élevés, nous ne pouvons que profiter, en nous délivrant de nos préjugés, en apprenant à nous connaître et à nous aimer, en faisant nos esprits plus justes, nos cœurs plus ouverts, en élargissant notre idée de l'humanité. Nous ne sommes pas des sectaires; toute pensée est ici la bienvenue, qu'elle donne seulement ses titres; nous n'excluons que ceux qui s'arrogeant le privilège de la vérité absolue se croient le droit de l'imposer. Ce respect des

consciences n'est pas scepticisme, il n'exprime que notre confiance dans la force de la vérité. Nous avons foi dans la raison, nous croyons qu'il y a une vérité impersonnelle, principe d'union entre les hommes, mais aussi fermement nous croyons que cette vérité n'est pas figée en dogmes immuables, qu'elle est progressive, qu'elle ne peut s'accroître comme se transmettre et se propager qu'en se recréant incessamment dans des esprits individuels et vivants.

On nous dira que nous nous prenons nous-mêmes à nos faux semblants, que nous nous donnons une aimable comédie qui ne change rien à la réalité des choses. L'ignorant a besoin du savant qui n'a pas besoin de l'ignorant; l'un donne, l'autre reçoit, l'un parle, l'autre écoute, l'un marche, l'autre suit. Où est l'échange de services, la réciprocité qui fait les égaux? L'autorité sur les consciences n'est pas moins impérieuse pour se dissimuler sous la forme d'un appel à la liberté. — Je réponds d'abord que l'autorité des hommes n'est ici que celle de la raison, qui se contrôle sans cesse elle-même, et qu'obéir à la raison, c'est s'obéir à soi-même, et j'ajoute que la coopération des idées est bien une éducation mutuelle où, sans discuter sur nos mérites, les uns et les autres nous mettons quelque chose en commun. Que le travailleur ait besoin du savant, on ne le conteste pas. L'ignorance est une faiblesse, elle livre l'homme à l'illusion, elle le fatigue d'erreurs en tous sens : une volonté forte suppose des idées claires pour des actes bien définis : c'est entendu.

Mais je maintiens que l'homme de pensée n'a pas moins besoin du travailleur, et cela non seulement pour le succès de ses idées, parce que, dans une démocratie, il ne peut rien sans son concours; mais pour l'éducation même de son esprit, parce qu'il est des qualités primordiales que ses habitudes, sa manière de vivre émoussent, affaiblissent et qu'il ne peut revivifier en lui que par le contact avec les hommes simples, qui peinent, qui souffrent, qui font sans cesse à leurs dépens une expérience, qui vaut toutes les expériences de laboratoire, toutes les méditations abstraites du philosophe, l'expérience concrète, immédiate de la vie.

Certes la tentation est grande pour le savant de se retirer de la vie, de s'élever jusqu'aux hauteurs sereines où ne montent plus les bruits de la rue et le tumulte de la place publique, de laisser les hommes à leurs passions, à leurs luttes, et dans ce recul, de contempler, d'analyser ces agitations avec la même impassibilité que les mouvements des atomes ou des astres dont elles ne font peut-être que compliquer les lois nécessaires. Parce que l'on n'est plus homme, on se croit plus qu'un homme. Mais quelle misère cache cet orgueil, ce dédain transcendant! Singulière illusion que celle qui, sous prétexte de purifier l'air, le raréfierait jusqu'à lui enlever les éléments mêmes qui raniment incessamment la flamme de la vie! Fantôme dans le royaume des ombres, l'esprit se nourrit d'idées générales, de rapports, d'abstractions mortes, il croit tenir le monde dans ces formules qui n'expriment

que les cadres du réel, ne définissent que les limites entre lesquelles se joue le grand drame de l'être. Le vrai prix de la science est dans l'action qu'elle permet. Si nous cherchons par la découverte des lois la connaissance du possible, ce n'est pas pour sortir de l'être, c'est pour y entrer plus profondément, en faisant concourir la nature à nos desseins. Notre vie vraiment est éphémère, la vanité des vanités, si nous ne savons, en en faisant un moment du grand travail humain, prendre conscience de ce qui peut tenir d'immortel dans sa durée limitée. On n'apprend la vie qu'en vivant : qui se retire de la vie se condamne à l'ignorer et avec elle ce qui donne son sens à tout le reste.

La vie, messieurs, ne se laisse pas oublier du peuple, elle le tient, elle ne le lâche pas. Il faut que l'ouvrier gagne son pain à la sueur de son front, que de son labeur chaque jour il refasse la vie des siens, qu'il soit adroit, ingénieux, de coup d'œil prompt; qu'aux incertitudes d'un avenir toujours menacé — la maladie, le chômage, — il oppose ce que les satisfaits appellent l'imprévoyance, ce qu'il serait plus juste peut-être d'appeler le courage d'affronter l'inconnu. Dans cette lutte, les plus intelligents, les meilleurs saisissent en pleine lumière tout un côté de la vie spirituelle que la pensée abstraite laisse dans l'ombre. Actifs, ils apprennent de la volonté, de ses ressources, de sa puissance originale, des rapports qu'il lui appartient de soutenir avec le monde, ce que l'action seule nous en peut apprendre. Contemplative, toute

à la préoccupation d'expliquer ce qui est, de ramener les faits aux lois, la science volontiers se résigne; en nous remettant dans l'être, dans le devenir réel, l'action développe l'initiative, fortifie la volonté par la confiance, inspire la sainte révolte contre la prétendue nécessité du mal.

Le mot idée se peut prendre en un double sens : l'idée est sans doute le général, la loi, le rapport abstrait que l'analyse et la comparaison dégagent des phénomènes; mais l'idée est autre chose encore, elle est l'acte par lequel l'esprit d'éléments donnés crée une unité nouvelle, une harmonie qui est son œuvre, la beauté qu'il imagine, le bien dont il trouve en lui-même le principe et l'exigence. Cette fécondité dans le beau, dans le bien, l'action la suppose et seule la révèle. L'idée n'est plus l'abstrait, elle est l'idéal; elle n'est plus une formule, elle est un vivant; de la pensée elle gagne le cœur et l'imagination, elle devient amour, elle descend jusque dans l'organisme pour le mouvoir et se produire au dehors. Ce sens supérieur de l'idée dans son rapport avec l'action, tout contribue à le donner au travailleur, sa besogne qui le condamne à ne penser que pour agir, qui punit toute erreur par un échec; son habitude de prendre les choses simplement, d'aller au plus pressé, sans s'arrêter à toutes les raisons dont l'examen laisse passer l'heure d'agir; sa rude vie enfin qui, s'il n'en est point écrasé, éveille en lui le rêve ou la volonté d'une destinée meilleure dans une société plus juste.

Il y a dans l'esprit humain deux forces également

nécessaires : la réflexion, la spontanéité; la réflexion qui fixe en quelque sorte ce qui passe, l'arrête, le décompose en ses éléments et en leurs rapports; la spontanéité qui crée des synthèses nouvelles, suscite des formes idéales, continue la fécondité de la nature dans l'esprit, ajoute à ce qui est ce qui doit être, ce qui peut être par notre intelligence et par notre volonté. Ces deux forces, le génie les concilie : mais avec notre division du travail, avec notre spécialisme à outrance, je ne crains pas de dire, après Michelet, que dans le peuple surtout vit cette spontanéité créatrice, qui non seulement sans cesse rajeunit la nature, renouvelle l'art, élève l'idéal moral, mais qui dans la science même est le principe de tout progrès, l'esprit de découverte, l'invention de la vérité. Ne disons pas de mal de la patience, des calculs de la réflexion, mais dans la sagesse pratique faisons entrer l'énergie, l'espérance, la foi dans la raison, l'entêtement dans la volonté du bien qui seul — et non le pur mécanisme — nous est vraiment intelligible. Il faut que, dans la diversité nécessaire des fonctions, une vie moins spécialisée, plus harmonieuse, rétablisse en chaque individu l'unité des forces constitutives de l'esprit, dont l'équilibre est la santé morale; il faut que par notre progrès intérieur même tous nous redevenions peuple, au sens plein de ce mot, dont il y a quelque chose d'étrange à ce qu'il ne désigne pas l'universalité des citoyens.

C'est en toute sincérité, sans arrière-pensée, que nous proposons la coopération des idées, la grande

alliance du travail : nous avons besoin les uns des autres, nous n'avons pas seulement à nous compléter en coordonnant dans le présent nos qualités contraires; par cette mutuelle éducation nous devons acquérir ce qui nous manque, rétablir la relation normale qui lie l'action à la pensée et la pensée à l'action, réaliser les uns et les autres, en effaçant peu à peu la séparation des classes qui fait leur hostilité, un exemplaire plus vrai de l'humanité.

II

Mais, messieurs, quand nous proposons cette éducation mutuelle, ce commerce d'amitié entre intellectuels et travailleurs, quand nous prétendons aller de nous-mêmes vers une société où l'ouvrier soit capable de penser, et le penseur capable « d'ouvrer », pour reprendre un vieux mot de notre langue, ne sommes-nous pas les dupes d'une illusion plus ou moins volontaire? Il est très beau de revendiquer la vérité, la beauté, la vie morale pour tous, mais n'y a-t-il pas une hypocrisie véritable à offrir généreusement au peuple des biens dont on sait que sa dure vie lui interdit la jouissance? Vous voulez que l'ouvrier se mette debout, qu'il lève la tête et regarde le ciel, quand la vie l'écrase, l'humilie, comme ces vieux paysans dont les vertèbres se sont soudées dans l'attitude de labeur qui les courbe vers la terre; vous voulez qu'il pense, quand la prévoyance, dans son existence précaire, n'est qu'une prévision de misère

ajoutée à la misère; vous voulez qu'il soit homme, quand il est condamné à travailler sans relâche pour la satisfaction des seuls besoins de l'animal; qu'il connaisse l'ivresse des pures jouissances, quand son corps lassé ne se réveille pour le plaisir que par les excitations violentes qui le galvanisent en achevant de l'épuiser.

Voilà la grande, la douloureuse objection. Et ici nous trouvons en face de nous des hommes qui au fond veulent ce que nous voulons, — non pas seulement, comme on affecte parfois de le croire, le pain matériel, mais l'aliment spirituel de la vérité, de la beauté pour tous, — des hommes qu'à ce titre je ne puis appeler des adversaires, mais qui veulent faire du dehors, par l'autorité, en gouvernant, ce que nous voudrions faire surtout par l'initiative, par la liberté, en sortant de tutelle, en apprenant à nous gouverner nous-mêmes. Pour réformer l'individu, disent les socialistes, réformez la société; pour changer l'homme, changez les institutions; pour transformer la vie, transformez le milieu. Dans une société capitaliste vous aurez toujours des parias et des esclaves : elle veut que la plupart peinent et souffrent pour que quelques-uns pensent ou jouissent. Votre appel aux énergies individuelles est aussi vain que la prétention surannée de corriger l'injustice radicale par la charité qui n'en est qu'une des formes. Vous serez sauvés malgré vous, que vous le veuillez ou non, par la force des choses. Cette société mauvaise porte la nécessité de sa mort dans la loi même de son

développement. Une évolution fatale concentre de plus en plus les capitaux, de plus en plus diminue le nombre de ses détenteurs. Le remède sortira de l'excès du mal. La foule toujours croissante des exploités prendra conscience enfin de sa force et de son intérêt, et par le seul mécanisme du suffrage universel elle déplacera la puissance politique pour la mettre au service du peuple et la retourner contre ses adversaires. La révolution, conséquence du déterminisme économique, terme nécessaire de l'évolution, ne fera qu'appliquer à la rigueur la loi qui veut que le nombre des capitalistes tende vers zéro ou mieux vers l'unité. Alors, par une combinaison savante de lois et de règlements, l'État, providence active et réelle, descendue enfin du ciel sur la terre, organisera le travail, présidera à la production et à la répartition des richesses, bref, transformera le milieu social et par lui les individus qui ne peuvent pas ne s'y point adapter. L'histoire s'arrête, un peu comme les contes de fées, au moment où les héros, sortis de toutes les épreuves, n'ont plus qu'à être heureux : mais, croyez-moi, c'est un grand art et difficile que celui d'être heureux.

Je reconnais sans hésiter que vouloir l'homme meilleur, c'est vouloir une société plus équitable. La cité est comme immanente aux citoyens : ses injustices, ses relations faussées, ses tyrannies brutales ou hypocrites deviennent dans l'individu vices, erreurs, préjugés, l'insolence, l'orgueil imbécile, la dureté des uns; la servilité, la jalousie, la révolte des

autres. Il n'y a pas pour l'homme de perfection solitaire : le mal social, celui dont nous nous imaginons ne pas souffrir, celui même dont nous croyons profiter, passe en nous, s'insinue dans notre cœur. On a fait, avec quelle vigueur, vous le savez, la critique économique de notre société ; il serait facile de montrer dans nos idées, dans nos mœurs, dans notre culte de l'argent, dans notre manie de paraître, dans notre infinie sottise, dans notre stupide mépris qui fait que du haut en bas chacun se console du coup de pied qu'il reçoit par celui qu'il donne, l'image en raccourci et comme la transposition de ce qu'il y a de mauvais, de faux, d'inique en elle. Par cela que la cité prend conscience d'elle-même dans la pensée des citoyens, elle ne peut se fixer dans l'injustice, que si cette injustice est acceptée, voulue, propagée dans les âmes.

Que la société doive être réformée, qu'elle doive permettre à tous ses membres de s'élever à l'humanité, qu'elle ne puisse par suite les placer dans des conditions qui la leur interdisent, c'est notre pensée même. Nous n'avons pas le droit de demander à nos semblables d'être des héros, de porter sans fléchir le poids d'une destinée trop lourde. Nous l'avons dit et nous le maintenons : nous voulons une civilisation qui ne laisse pas en dehors d'elle la majorité des hommes, qui ne soit pas l'œuvre et le privilège d'une élite. Mais nous refusons de jouer notre destinée sur la loi douteuse d'une évolution soi-disant nécessaire. Nous nous défions du fatalisme qui endort les intel-

ligences, paralyse les volontés, enracine dans les âmes le mal qu'on le charge de réparer parce qu'on n'a pas l'énergie de faire sa besogne soi-même. Tandis qu'on attend que le déterminisme des choses réalise le paradis terrestre, on perd à le rêver un temps qu'on emploierait mieux à s'en rapprocher, et l'on en reste aussi éloigné que jamais. N'oubliez pas que la lâcheté consent à tout, qu'on se résigne à tout mal contre lequel on ne lutte plus, et que l'inertie le fait enfin préférer au bien qui demanderait l'effort du changement.

La Révolution, le déplacement de l'autorité, qui est encore un appel à la force des choses, une manière de charger la nécessité extérieure de faire notre tâche, de travailler à notre place, ne m'inspire pas beaucoup plus de confiance. Nous n'avons pas besoin d'une heure d'emportement, nous avons besoin de siècles d'énergie. Le problème de la vie ne se tranche pas par un coup d'audace; il se pose le lendemain comme il s'est posé la veille, et il ne se résout que par la continuité d'un effort sans lequel la vie ne serait plus que la mort. La Révolution nous expose au très grand péril de croire que tout est fini alors que tout commence. On a pris la Bastille, on a envahi les Tuileries, on est maître de l'Hôtel de Ville, les chefs du peuple ont en mains tous les rouages de la grande machine, il ne reste qu'à faire passer les programmes électoraux dans les lois. L'effort a été rude et donne bien droit au repos. Il est entendu que la bataille est gagnée et qu'il n'y a plus qu'à jouir de la

victoire. Le mal est détruit, les méchants silencieux, intimidés, le bien va se faire tout seul. On attend, il n'y a rien de changé qu'un mot et quelques hommes.

J'ai vu une révolution; j'étais bien jeune : le 4 septembre, une belle journée, où les splendeurs de l'été se mariaient aux douceurs de l'automne! J'allais où nous allions tous, emporté dans le grand courant de la foule, qui roulait par les rues et les boulevards. Sur la place du Châtelet un grand cri court de bouche en bouche : l'Empire est renversé, la République est proclamée. Dans les cours tristes de nos collèges, comme nous avions rêvé cette heure! Je reçus comme un grand coup dans le cœur et mes yeux se remplirent de larmes; il me semblait qu'un poids lourd tombait de mes épaules, j'allais dans une sorte d'allégresse. Le soir, sur la place du Carrousel, des groupes s'étaient formés; les chants qu'avaient chantés les soldats de la Révolution montaient dans l'air apaisé, où semblait passer un souffle de délivrance; l'affiche qui annonçait le désastre de Sedan s'étalait encore sur les murs, et plus d'un croyait voir, ramenée par la Liberté, la grande figure de la Victoire volant dans la nuit, les ailes éployées. Vous savez le reste. Aujourd'hui, après trente ans bientôt écoulés, le cléricalisme est plus menaçant que jamais, les biens de mainmorte se sont accrus dans une prodigieuse mesure, la république est contestée, de prétendus patriotes rêvent d'humilier la France à un césarisme de caserne, et, ce qui eût paru la plus incroyable des prophéties à la fin du XVIIIe siècle, les

guerres de religion sont prêtes à rentrer dans notre histoire.

Le grand danger des révolutions, je le répète, c'est l'illusion dont elles sont à la fois le principe et la conséquence : nées du fatalisme, elles en portent les fruits. Qu'elles puissent être nécessaires pour renverser un obstacle, l'obstacle des choses mortes qui arrêtent le mouvement de la vie, je ne le nie point. Mais trop souvent, l'obstacle renversé, l'on s'arrête ou l'on danse en rond, au moment même où il faudrait se mettre en marche. On attend, rien n'arrive, l'impatience devient indignation, on accuse les hommes, jusqu'à ce qu'on s'en prenne aux idées mêmes de ce qu'on n'a pas su leur donner par son amour et son courage la force efficace qui les eût fait entrer dans la trame des phénomènes. Les révolutions, le plus souvent, sont rendues stériles, moins par le retour offensif, par la poussée de toutes les forces réactionnaires coalisées que par le découragement, par la lassitude de ceux qui les ont faites. L'heure sonne des prêcheurs de résignation qui vont doucereux, répétant que la justice n'est pas de ce monde, qu'il ne nous est pas donné de la faire régner sur la terre, que la sagesse est d'attendre, que la vertu est de se soumettre, d'obéir. La rue est toute proche où des ouvriers, las d'émeutes, répondaient par un outrage au représentant du peuple, Baudin, qui les suppliait de défendre la loi violée, et c'est ici, c'est dans cette salle qu'on rapporta son cadavre solitaire.

III

Messieurs, nous tournons dans un cercle. Il faut changer le milieu social pour changer l'individu, car tout ce qu'il y a de faux et d'injuste dans la société devient mensonge, iniquité dans le cœur des hommes qu'elle pervertit; il faut changer les individus pour changer le milieu social, parce qu'en dernière analyse le milieu social est fait des individus, et que des hommes indignes sauraient bien tourner et corrompre les lois de la société idéale, si Dieu se décidait à descendre une seconde fois sur quelque Sinaï pour les promulguer dans l'éclat des trompettes et les grondements du tonnerre. Concevez-vous une société libre entre des êtres abrutis par l'alcool, esclaves des passions basses et dont les plus sages ne dépasseraient pas les petits calculs de l'intérêt personnel.

Rejetés de l'individu à la société, de la société à l'individu, il semble que nous soyons condamnés à la contradiction et à l'impuissance. La sagesse est-elle donc enfin dans l'indifférence, dans le laisser faire, dans l'abandon à la nécessité, avec la consolation de rêver qu'elle travaille à notre bonheur et à notre perfection? Je doute que le milieu social s'améliore par le seul jeu des forces naturelles, par les seules lois du frottement, du choc et de l'équilibre, que la justice soit la résultante dernière des lois de la mécanique. Une solution, messieurs, reste ouverte devant nous. Au lieu d'attendre dans l'oisiveté, mère de tous

les vices, dit la sagesse populaire, le paradis terrestre et le grand jour qui doit nous le rendre, si nous nous mettions en route, si nous nous servions de notre intelligence pour concevoir le bien, de notre volonté pour le commencer. Puisque la montagne ne vient pas à nous, si nous allions à la montagne? La contradiction du même coup serait levée. Le progrès étant notre marche en avant, le bien sortant de notre effort personnel et collectif, de notre entente, de notre active coopération, nous ne changerions le milieu qu'en nous changeant nous-mêmes. Par l'action nous aurions résolu la difficulté qu'elle seule peut résoudre : faire des hommes nouveaux pour une société nouvelle. L'action est féconde : elle assure peu à peu à l'individu les qualités qu'elle exige, la sagesse et l'énergie; elle précise l'idéal; au rêve vague et stérile, elle substitue la poursuite de fins prochaines qui peuvent être atteintes et mettent sur le chemin d'un bien supérieur qu'il faudra dépasser encore; par le succès relatif, elle stimule les courages; en concertant nos efforts, en nous animant d'une pensée commune, elle nous habitue à la discipline volontaire qui identifie la loi avec la liberté. Que la propriété, sous sa forme actuelle, ne soit pas une chose sacro-sainte, je le crois; qu'en dehors d'elle, il soit possible de concevoir la production et la répartition des richesses, je l'admets, seulement sachons bien qu'au compte social nous ne trouverons jamais que la somme de ce qu'auront produit les vertus et les énergies individuelles.

En agissant ensemble, en coopérant, en inaugurant déjà par là la société nouvelle, faisons donc notre éducation d'hommes et de citoyens, acquérons cette richesse intérieure, sans laquelle nous ne pourrions que changer la forme de notre misère. Ne divinisons pas l'État, n'attendons pas tout de lui : l'État est une abstraction qui dissimule les hommes en chair et en os, égoïstes et passionnés, qui détiennent la puissance publique. L'autorité corrompt les hommes qui l'exercent; tout gouvernement tend vers le despotisme et y tendra d'autant plus que vous lui donnerez plus à faire. Contre ceux qui attendent le salut d'un déplacement de l'autorité, Proudhon disait avec profondeur : « L'abolition de l'autorité parmi les hommes est le but, la révolution sociale est le moyen. » L'abolition de l'autorité est le but : entendez, messieurs, que la fin suprême de l'homme est la liberté, qu'on ne la sacrifie qu'en sacrifiant ce qui donne son prix à tout le reste. La révolution sociale est le moyen : c'est-à-dire que toutes les revendications se ramènent à la revendication du droit qu'a l'homme de pouvoir s'élever par son propre effort à la dignité humaine. La liberté n'est ni le caprice, ni l'arbitraire. Être libre, c'est d'abord s'affranchir des servitudes qu'on trouve en soi-même, dont on est le complice et plus ou moins l'auteur; et c'est, s'élevant à l'idée du bien supérieur, humain, qui ne peut être réalisé que par la volonté collective, que par la solidarité sociale, se faire l'ouvrier de ce bien, par suite ne plus obéir à une autorité extérieure, mais être

vraiment autonome, trouver sa loi dans son vouloir et dans son amour de la justice.

Notre ambition est de commencer la société nouvelle, au lieu de l'attendre. La société n'est pas seulement quelque chose de négatif, la paix imposée par la force, l'institution du gendarme, elle doit être coopération, l'union volontaire d'individus conscients qui s'associent pour travailler ensemble aux grandes œuvres collectives, à la science, à l'industrie, à l'art, à la justice, à la conquête progressive de la nature par la raison. La convergence des efforts n'est jamais réalisée qu'imparfaitement par la contrainte, qui ne va pas sans résistances, elle a pour condition première la libre coopération des volontés qui suppose elle-même l'entente des esprits. Voilà pourquoi, commençant par le commencement, nous mettons au principe de la coopération sociale la coopération des idées. Il n'est qu'une obéissance qui n'humilie point, qui n'amène point la révolte, l'obéissance à une vérité comprise. En cherchant ensemble, de bonne foi, les idées qui unissent, nous marquons et notre respect pour ce qu'il y a de plus sacré, la libre adhésion de l'homme à la vérité morale qui doit renaître et comme refleurir en chaque conscience, et notre foi que la raison, loin de nous livrer à l'anarchie, est vraiment quelque chose d'humain dans l'homme, et qu'elle ne peut manquer, si on la suit loyalement, de nous amener à des principes communs de vérité, de justice, qui suffisent à assurer le libre concert des volontés. Dépendre les uns des autres est

souvent une raison de se haïr, une solidarité toute mécanique ne peut suppléer à l'entente des esprits. La vraie société doit être une union volontaire, fraternelle, cordiale, une amitié qui, sans détruire l'originalité individuelle, se fonde sur quelque chose d'intérieur, sur une communauté de pensées et de sentiments, sur le dévouement à un idéal supérieur.

Mais si nous tenons à ramener la coopération sociale à son vrai principe qui est l'accord des intelligences, le concours des libres volontés, si nous voulons réaliser d'abord en nous et du dedans la société vraie, l'idée qui ne se traduit pas dans les faits, dans des œuvres concrètes reste une idée abstraite, morte, sans efficace. Nous n'aspirons à poser en nous, dans notre conscience, les conditions de la société juste que pour les projeter au dehors dans des coopératives de consommation, de production, d'autant plus assurées de vivre, de prospérer, qu'elles seront l'œuvre de coopérateurs décidés à pratiquer les vertus qu'exige l'autonomie. Vous savez ce qu'ont fait les socialistes belges; leur exemple sera suivi, n'en doutez pas. Sur ce terrain se fera la conciliation de tous ceux qui veulent l'émancipation du peuple. Affranchissez le salaire, faites dans cet effort l'éducation qui vous affranchira du capital. Qu'on ne parle pas d'utilitarisme grossier, incapable d'éveiller les passions généreuses, sans lesquelles rien de grand n'est possible : nous ne fondons pas la religion de la *ristourne*; au delà de l'échange des pains et des vestons, nous voyons la justice qui y préside; dans

cette action concertée, dans cette propriété collective, un apprentissage de vertus nouvelles, au terme, des rapports humains entre les hommes.

IV

Ai-je besoin, messieurs, de m'excuser pour avoir cherché avec vous l'expression la plus haute des principes qui nous inspirent dans l'œuvre que nous tentons ensemble. Quelques-uns trouveront que tout cela est bien ambitieux, j'ai la conviction qu'on ne gagne rien à humilier sa propre pensée, et que le courage des besognes quotidiennes a besoin de s'alimenter aux grandes espérances. Modestes dans nos moyens, dans l'étendue de notre action, nous sommes forcés de l'être, et nous sommes de ceux qui pensent qu'il ne faut pas attendre de pouvoir tout faire pour entreprendre quelque chose. Une âme humaine nous paraît chose assez précieuse pour mériter notre effort : qu'un citoyen s'arrête à la porte du cabaret, qu'il résiste aux tentations basses, qu'il prenne conscience de sa liberté, il pose en lui la première pierre de la cité libre; qu'il s'unisse à ceux qui veulent ce qu'il veut, que tous ensemble ils se groupent, se fortifient, s'entraînent par leur mutuel exemple, voilà le monument qui s'élève. Nous croyons que notre idéal d'union par en haut, non pas seulement par les besoins, par les intérêts, par tout ce qui, sans principe supérieur, nous isole et nous oppose, mais par les idées, par les sentiments, par la volonté de la

justice, parce qu'il y a de véritablement humain dans l'homme, est l'idéal de la société entre des êtres intelligents et libres, nous le disons.

La philosophie, comme la science, a ses aridités, ses déductions abstraites, mais elle n'est pas réservée à quelques initiés, il est bon de la faire sortir des écoles, marcher par la cité, entrer jusque dans les humbles demeures pour en vivifier toutes les pensées sincères et libres. Notre philosophie est la philosophie de l'action. Volontiers je distinguerais deux grandes méthodes qui dirigent l'esprit dans son mouvement inquiet vers la vérité morale : la méthode théologique et la méthode que, faute d'un nom meilleur, j'appellerais la méthode humaine. La méthode théologique suppose que le bien est réalisé, qu'il existe, qu'il ne nous est donné que de le constater, de l'imiter ; comme il est, à dire vrai, ce qui est, notre rôle est d'obéir et, nous ne pouvons qu'en appeler à une Providence qui fait tout ce qu'il y a de réel dans notre action. De cette méthode il y a des applications différentes : les uns, convaincus de la malice originelle, de la méchanceté radicale, regardent la volonté de faire régner la raison dans l'individu et la justice dans la société comme une tentation diabolique, une révolte contre Dieu ; ils voient dans la vie une épreuve, se résignent au mal ici-bas, et bornent leur ambition à l'atténuer par le palliatif de la charité. Les autres admettent aussi que le bien est en dehors de nous, qu'il est réalisé déjà au moins dans ses conditions et dans ses causes, qu'en ce sens son avènement est fatal et ne

dépend pas de notre initiative; seulement ils font descendre le paradis du ciel sur la terre, sinon pour nous en donner la possession immédiate, du moins pour enchanter de son attente notre rêve de l'avenir. La justice adviendra par l'action d'une sorte de Providence qui se confond ici avec la loi nécessaire de l'évolution économique.

A cette méthode nous opposons la méthode que j'appelle la méthode humaine, à ce fatalisme la philosophie de l'action. Nous croyons à l'influence de l'intelligence et de la volonté sur la marche de l'histoire. Nous ne contemplons pas les idées divines, nous ne prophétisons pas l'avenir, nous avons la pensée et nous nous en servons, nous appliquons notre raison aux faits, aux rapports des hommes en société, nous cherchons l'ordre qui seul peut la satisfaire; peu à peu, par tâtonnements, en profitant de la tradition qui est l'expérience humaine, nous créons notre idéal de justice sociale, d'égalité fraternelle, et, pour le préciser, pour le définir, sans le fixer jamais en formules immuables, nous nous mettons à l'œuvre, nous commençons à le réaliser.

Il y a quelques années, messieurs, nous avons entendu de bons apôtres répéter sur tous les tons : Il faut agir, il faut croire! Mais que penser, que vouloir, que faire? La société moderne a cherché vainement dans la science une foi nouvelle, la voilà désabusée, elle s'arrête, elle hésite, elle se souvient et elle regrette. Ces angoisses affectées, ces pompeuses réticences cachaient l'arrière-pensée de ramener la société sou-

mise, humiliée, repentante aux pieds de l'Église qui consentirait une fois encore à la guérir de l'illusion de la liberté. Nous aussi nous disons : Ce n'est pas par la négation, par la critique, par l'ironie que l'on fonde une vie nouvelle; il faut affirmer et il faut agir. Mais nous nions que l'idéal manque à l'action. Ce qui nous trouble, ce qui nous inquiète, c'est la grandeur même de l'œuvre à accomplir, l'incertitude sur les moyens de la commencer, la tentation de tout faire à la fois, d'emporter d'un élan ce qu'il faut mériter et conquérir. Cet idéal, nous n'avons pas à le chercher bien loin, il est dans les faits qu'a posés l'histoire, dans les exigences de la conscience moderne. Organiser la démocratie, en faire une réalité, pour cela ouvrir à tous l'accès de la vie spirituelle, élever tous les hommes à la conscience et à la liberté, trouver une forme de civilisation sans esclaves, sans barbares, à laquelle tous participent et collaborent, voilà l'idéal nouveau, création originale de la conscience humaine, qui voudrait vainement en redescendre après s'y être élevée.

Vous le voyez, nous pouvons nous mettre à l'œuvre, sans crainte que la besogne nous manque. Ne nous faisons pas d'illusion : par cela même que nous ne rejetons plus l'avènement de la justice dans un monde supra-terrestre, que nous prétendons l'exprimer ici-bas, dans la société des hommes, il faut que nous nous chargions d'une tâche qui ne peut être accomplie que par nous. Il ne s'agit pas d'une victoire à remporter, d'un jour de labeur suivi de longs repos. Le

travail est la loi : l'action ne descend pas seulement de la pensée dans les membres, le corps se prolonge dans les machines puissantes qui mettent à notre service les forces de la nature, et c'est elle-même qui devient ainsi le grand corps que doit animer la pensée humaine. Nous ne sommes pas près de cette société qui envelopperait dans son harmonie l'homme, l'animal et les forces brutes elles-mêmes, nous n'avons pas fini de rationaliser la planète.

A ceux qui diraient : votre idéal ne satisfera pas l'homme parce qu'il est terrestre, parce qu'il limite les perspectives de l'âme qui veut conquérir l'infini, je réponds : l'action ne ferme pas l'avenir. Les hommes religieux ne sont pas ceux qui vont répétant : « Seigneur! Seigneur! » et qui par l'intolérance, par la haine, par la peur de la vérité, trahissent tout ce qu'il y a de vraiment divin dans l'âme. Vous n'avez que faire de l'immortalité, si cette courte vie est trop vaste encore pour les intérêts mesquins dont vous la remplissez. Élargissez votre âme en l'approfondissant : plus vous réaliserez le bien, moins vous douterez de sa réalité; plus vous donnerez de force en vous à la raison, plus vous l'exprimerez dans le petit monde où s'applique et s'étend votre action, plus vous croirez à la possibilité de son universel triomphe. Pour agir nous n'attendons pas d'avoir résolu tous les doutes, pénétré tous les mystères; pour savoir si Dieu existe, nous marchons à sa rencontre.

LE PALAIS DU PEUPLE[1]

Mesdames, Messieurs,

Il y a un an, à cette même date et dans cette même salle, nous inaugurions la première *Université populaire.* Nous pouvons bien dire que le succès a dépassé notre espérance. A peine formulée, notre idée était reconnue par tous ceux qui en portaient en eux-mêmes le pressentiment plus ou moins obscur. Dans les divers arrondissements de Paris, dans la banlieue, dans un grand nombre de villes de province, des Universités populaires furent fondées. Toutes étaient des sociétés laïques, animées d'un même esprit, toutes annonçaient leur résolution de se tenir en dehors des luttes électorales et politiques, toutes comprenaient que pour réformer la société il faut réformer les individus, toutes se proposaient de travailler à la fois à l'émancipation du prolétariat et à la paix sociale, en donnant à leurs membres une plus claire conscience de leurs devoirs comme de leurs droits; mais chacune

1. Conférence faite à la *Coopération des idées*, le 3 octobre 1900.

gardait son autonomie, chacune entendait choisir avec son nom les moyens qui lui paraîtraient les plus propres à atteindre le but commun. Je ne suis pas de ceux que cette diversité inquiète : il n'y a que les idées vieillies, prêtes à mourir, qui fassent l'unanimité de ceux qui les partagent.

Ces efforts encore un peu confus n'ont pas été perdus : quelque chose de ce que nous voulons faire se fait. Dans les Universités populaires, nous nous habituons à ne pas écouter que les gens qui sont de notre avis, ou qui s'assurent un succès facile en flattant nos préjugés et nos passions, nous découvrons que nul n'a la science infuse, et nous prenons sur nous d'accueillir la vérité, alors même qu'elle nous est désagréable, qu'elle nous juge et qu'elle nous condamne. Il y a quelque chose de nouveau, quelque chose de grand dans ce simple fait du peuple qui vient chercher la vérité avec la ferme résolution de l'accepter quand elle lui aura présenté ses titres. En second lieu, des hommes qui s'ignoraient apprennent à se connaître : nous savons désormais que les intellectuels et les prolétaires n'ont pas des intérêts opposés, que leur séparation est leur faiblesse, et que la grande alliance du travail, que nous scellons librement, se fait pour le bien de tous, et de ceux mêmes qu'elle inquiète.

Mais le peu que nous avons fait ne doit pas nous faire oublier ce que nous voulions faire et ce que nous n'avons pas fait. Le succès rapide de notre œuvre doit éveiller notre réflexion. Prenons garde

qu'en se répandant notre idée ne se diminue, ne s'appauvrisse, jusqu'à devenir une toute petite chose banale et inoffensive. N'allons pas nous imaginer que nous avons fini ce que nous commençons à peine. Nous n'avons pas voulu ajouter quelques cours du soir à ceux qui existent déjà, nous avons voulu, par la coopération des idées, préparer et rendre possible la coopération des volontés, convaincre le peuple qu'il ne doit pas attendre l'amélioration de son sort de la fatalité des lois économiques, de mesures violentes, de décrets improvisés, mais qu'il doit vouloir et commencer la société meilleure, en prenant conscience de la puissance irrésistible qu'il trouverait dans le libre concours de ses forces dispersées. Pour que l'Université populaire vive et grandisse, il ne faut pas qu'elle devienne un lieu neutre où se rencontrent des gens qui parlent et des gens qui écoutent, il faut qu'elle soit mêlée aux grands intérêts économiques de l'ouvrier, qu'elle se rattache au mouvement coopératif, qu'elle soit une école permanente de solidarité sociale, que l'idée ne s'y évapore pas en mots plus ou moins sonores, mais qu'elle s'y réalise dans des œuvres concrètes et positives, et voilà pourquoi Deherme, qui poursuit sa pensée avec une ténacité que rien ne décourage, travaille à édifier le Palais du Peuple et nous convie à y travailler avec lui. Je n'ai pas l'intention de vous décrire le Palais du Peuple, de vous énumérer les services intérieurs qu'il devrait réunir et coordonner, je voudrais seulement en quelques mots évoquer, si j'ose dire, l'âme dont il doit être

l'organe, montrer comment il est le symbole et la première expression de notre idéal : éclairer les esprits pour unir les volontés et les cœurs.

*
* *

L'Université populaire ne se confond pas avec l'extension universitaire telle qu'elle a été organisée, par exemple, en Angleterre et en Amérique; elle la comprend, mais elle la dépasse. L'extension universitaire est exclusivement une œuvre d'enseignement : des professeurs, qui se consacrent à cette tâche, qui sont rétribués pour elle, donnent des cours suivis, proposent des devoirs qu'ils corrigent, font même subir des examens à ceux de leurs auditeurs qui le demandent, et leur délivrent des diplômes. Le récent congrès de l'Enseignement supérieur, après d'intéressants débats, déclarait que l'extension universitaire se propose essentiellement « de faire pénétrer l'esprit scientifique dans toutes les classes de la société ». Cette tâche est une partie seulement de la tâche que nous nous sommes donnée; pour plusieurs raisons nous avons commencé par elle, mais nous prétendons ne pas nous y enfermer. Notre œuvre est avant tout une œuvre d'éducation et d'action sociales : le cours, la conférence n'est qu'un moyen entre beaucoup d'autres qui peuvent servir et plus efficacement peut-être à la fin que nous poursuivons.

Nul n'est plus convaincu que moi de ce que nous devons à la science, de ce que nous pouvons encore attendre d'elle, et cela non seulement pour la puis-

sance qu'elle nous donne, mais pour les qualités, pour les vertus que l'intelligence et la pratique de ses méthodes assurent à l'esprit. La science d'abord nous affranchit : en nous libérant de l'ignorance, elle nous libère de la superstition, des terreurs qu'elle engendra. Nous n'imaginons plus les cauchemars qui hantaient les cerveaux des hommes primitifs et qui se projetaient dans les images de leurs dieux cruels et sanguinaires, dans les idoles qu'ils fabriquaient de leurs mains pour s'en épouvanter et s'y asservir. Ce fut un grand progrès, quand le clair génie de la Grèce donna à ses dieux la raison et la beauté, quand il réalisa en eux la loi harmonieuse qui fait les hommes sages et les cités prospères; ce fut un progrès plus grand encore, quand fut proclamée l'idée d'un Dieu universel, père de tous les hommes, dont le premier attribut était la bonté.

La science nous apprend que nous vivons dans un monde soumis à des lois, où aucune volonté arbitraire ne peut intervenir pour nous faire un mal qui ne résulte pas de ces lois elles-mêmes. Elle limite l'inconnu, elle nous éveille à la réalité, elle se lève sur l'esprit comme le jour qui dissipe les fantômes que créent dans la nuit la terreur et l'angoisse. Le milieu dans lequel nous vivons n'est plus un croisement de volontés arbitraires, il est une complication de lois définies; il n'est plus le mystérieux abîme d'où peuvent sortir toutes les surprises, tous les miracles, il est un ensemble de phénomènes qui, se succédant selon des rapports constants, s'enchaînent et se déter-

minent les uns les autres. Avec la prévision la science donne la puissance : elle nous permet de faire conspirer à nos desseins les lois de la nature, d'asservir ces forces redoutables, en posant les conditions des effets qu'il nous importe de produire. J'ajoute que l'esprit scientifique, que la pratique des méthodes sévères qu'il exige, ne peut manquer d'exercer une influence morale salutaire. L'esprit scientifique nous habitue à ne pas prendre d'abord ce que nous croyons pour ce qui est, ce que nous désirons pour ce qui doit être; il arrête nos emportements et nos impatiences; il nous contraint à des procédés de recherche lents et sûrs; il oppose à nos opinions préconçues, à nos préjugés, à nos passions, la vérité impersonnelle qui accorde notre pensée à toutes les autres pensées : par là il est une première victoire sur l'égoïsme, un apprentissage du désintéressement, l'effort vers une sorte de fraternité abstraite encore et tout intellectuelle.

Mais si la science en un sens a sa fin en elle-même, si elle doit se placer en face des faits sans parti pris et s'y soumettre, pour ne pas fausser ses méthodes et substituer à la réalité un système arbitraire; d'autre part, ne l'oublions pas, la science n'est point le tout de l'homme; elle est une de ses fonctions normales, nécessaires, mais elle est faite pour la vie, et il importe qu'elle lui reste subordonnée. Certes nous apprenons pour le plaisir de savoir, nous éprouvons un légitime orgueil à conquérir le vrai, une joie pure à comprendre la nature en démêlant le tissu des faits et des

lois, mais nous ne sommes pas de pures intelligences, dont toute la tâche est de contempler ce qui est. Nous sommes avant tout des volontés, des êtres faits pour agir, et ce qui d'abord donne à la science son prix, c'est ce qu'elle permet, c'est son rapport à l'action. Si les savants sont parfois tentés de l'oublier, il appartient au peuple de le leur rappeler, et ce n'est pas le moindre profit à recueillir pour tous de leur mutuel commerce.

La pensée n'est que le premier moment de l'action. La connaissance des lois de la nature, dans ce qu'elles ont de constant et d'universel, nous est précieuse, non parce qu'elle nous soumet à leur nécessité, mais parce qu'elle nous permet de nous en affranchir; elle ne doit pas nous réduire à je ne sais quel fatalisme inerte et résigné, elle doit nous apprendre comment nous pouvons poser un effet par une ingénieuse combinaison des causes qui le rendent nécessaire, comment, en dirigeant les forces de la nature, nous pouvons les faire concourir au but que notre libre génie leur a fixé. En vérité nous serions mal venus à dire à ceux qui souffrent que leur souffrance est une conséquence inéluctable des lois qui régissent l'univers, que l'injustice est un fait comme les autres, que la misère exprime dans l'ordre économique les lois de la lutte pour la vie et de la sélection naturelle, et qu'ils doivent trouver une consolation suffisante à contempler l'admirable enchaînement des effets et des causes qui les condamnent. L'honneur de l'homme est de ne pas accepter cette nécessité du

mal. L'indignation et la révolte sont aussi des fonctions humaines, et plus hautes en un sens que la fonction scientifique. Nous refusons de consentir au mal, et si nous étudions ses causes, c'est pour le combattre et le détruire en les supprimant. La résignation n'est une dignité que quand il ne nous reste plus d'autre alternative que de nous plaindre ou de nous soumettre; alors seulement qu'il n'est plus possible de combattre, le sage se voile la face de son manteau et attend sans faiblesse le coup du sort.

Donc notre tâche n'est pas de nous tenir dans le monde à la façon d'un spectateur indifférent et désintéressé, notre tâche est d'y intervenir. L'esprit n'est pas un pur instrument d'analyse qui ne peut que décomposer les harmonies naturelles, ramener les choses à leurs éléments; l'esprit est, comme la nature elle-même, génie, invention; il ne décompose les choses en leurs éléments que pour imaginer de ces éléments des combinaisons originales et plus hautes, il crée un ordre nouveau, un ordre idéal, qui devient le principe de l'action, qui la dirige dans ses mouvements successifs et par elle enfin entre dans la trame des phénomènes où il se réalise. Créer l'idéal, concevoir le bien et le beau, faire de ces idées les principes de la volonté, voilà la tâche humaine, dont la science n'est qu'un moment nécessaire.

Par l'industrie l'homme transforme ainsi le milieu naturel, par la législation, par la morale il transforme le milieu social et l'homme qui en est l'élément. A chaque instant il est tenté de se complaire dans son

œuvre, de se croire au terme, il voudrait se fixer enfin, mais le mal qui reste dans le bien qu'il a réalisé le pousse en avant et le contraint de se dépasser lui-même. Ce serait une curieuse et passionnante étude que celle des grandes inventions du génie moral de l'humanité. A l'homme engagé dans la brute il oppose l'idée d'un homme meilleur, il crée le héros de la Grèce, le saint du christianisme, le citoyen des républiques futures; il invente la tempérance, le courage, la sagesse, toutes les vertus qui à l'anarchie des désirs contraires substitue la constance d'une volonté maîtresse d'elle-même; contre le droit du plus fort il invente la justice; cette idée de la justice, il l'élève, il la purifie; en multipliant les rapports des hommes entre eux, il s'efforce de les organiser; il crée la tribu, la cité, les grands États modernes, et de ces grands États tôt ou tard il réussira à former une société plus vaste, où la guerre et la conquête, c'est-à-dire le meurtre et le vol, seront enfin des crimes avoués par la conscience humaine. Aujourd'hui même, quand nous sommes tentés de nous décourager, quand las de nos luttes, de nos inquiétudes, nous aspirons au silence et au repos, disons-nous que cette agitation ne doit pas rester vaine, qu'elle est un nouvel effort de ce génie moral pour faire la justice plus réelle en l'étendant aux rapports économiques, pour assurer la paix à l'intérieur des sociétés en substituant au conflit des intérêts leur accord.

La science, vous le voyez, ne doit pas être séparée de l'action; son vrai rôle est de nous donner par la

connaissance des lois de la nature les moyens non seulement de vaincre ses résistances, mais de la faire travailler à nos desseins. Il ne suffit pas de rêver le bien, il faut le vouloir et le faire ; le travail est notre loi ; la science distingue l'idéal de la chimère et de la fiction, elle nous apprend ce qui est possible, par là elle nous permet de relier ce qui est à ce qui doit être, en posant dans le présent les conditions du futur.

*
* *

L'extension universitaire est une institution excellente : les professeurs qui, par des cours réguliers, d'un plan suivi, travaillent à donner à l'élite de la classe ouvrière de bonnes habitudes de penser, et par ces cours peu à peu constituent une sorte d'encyclopédie populaire, font une besogne qui n'a pas besoin d'être justifiée. Mais s'attachant à l'homme tout entier, et dans l'homme même se préoccupant avant tout du citoyen, l'Université populaire ne peut s'enfermer dans un enseignement purement théorique. Œuvre d'éducation et d'action sociales, elle doit agir sur le sentiment non moins que sur l'intelligence, et c'est pourquoi elle n'attache pas moins d'importance à l'art qu'à la science. Nous avons besoin de distraction, de divertissement, et rien peut-être ne trahit plus le secret de notre être que les plaisirs que nous recherchons librement. Il semble que l'ivresse soit un besoin naturel, tant, à tous les âges et dans toutes les sociétés, nous voyons l'usage et l'abus des

boissons fermentées : l'homme cherche l'illusion d'un rêve qui lui montre tout facile, l'excitation violente qui pour un moment exalte le ton de la vie, et il en vient à aimer jusqu'à l'espèce d'anéantissement qui l'aliène de lui-même. Vous savez de quel prix cela se paie : pour se complaire dans le plaisir bestial, l'homme retourne à la bête; il ne sait plus ni penser, ni vouloir; il perd toute dignité personnelle; il brise les fibres délicates d'un cerveau qui n'est pas fait pour ces jouissances meurtrières; incapable d'effort continu, livré à toutes ses impulsions, il porte le joug avec une soumission que coupent de brèves fureurs animales. L'alcool est le grand ennemi du peuple, celui qu'il devrait haïr de la haine la plus implacable, car il perpétue son asservissement. Mais pour guérir l'alcoolisme, il ne suffit pas de déclamer contre les maux qu'il engendre, il faut au plaisir inférieur opposer un plaisir supérieur qui fasse la sensibilité plus délicate, il faut à l'ivresse animale qui asservit substituer l'ivresse humaine qui affranchit. Cette ivresse humaine, libératrice, c'est la pure ivresse que donnent les jouissances de l'art. La beauté apporte à l'homme l'oubli de lui-même, la joie de l'illusion, elle aussi exalte le ton de la vie, elle aussi précipite le cours des images, mais non plus incohérentes, titubantes, tournoyant dans une sorte de ronde folle jusqu'au vertige qui jette l'homme au ruisseau; radieuses ou mélancoliques, les images se groupent, s'ordonnent, s'appellent et se répondent, se composent en un chœur harmonieux qui se déroulant selon le rythme

de l'émotion qui les évoque, charme l'esprit jusqu'au ravissement. Cette ivresse active, loin de stupéfier l'homme, le laisse plus frais, plus dispos, dans une sorte d'allégresse qui le porte aux pensées généreuses.

L'art fait l'éducation de la sensibilité; l'homme a besoin de plaisirs, il lui donne des plaisirs humains; il le conduit à vouloir, à aimer dans sa vie intérieure et dans la société même ce concert d'éléments, cette unité qui répond aux lois les plus profondes de la raison et du cœur; il le prépare à comprendre que l'injustice est une laideur, que l'ordre social ne doit pas être l'ordre extérieur, instable, qui résulte de la seule contrainte, mais l'ordre réel et vivant qui sortirait du libre accord des volontés et n'en serait que le visible symbole. Toutes les Universités populaires ont organisé des lectures, des concerts, des représentations théâtrales, sans craindre de faire entendre à leurs auditeurs les œuvres des plus hauts génies, dont il est glorieux de faire revivre en soi la pensée. Vous avez aussi organisé des promenades communes, vous avez été chercher dans la nature cette beauté qui ne se refuse à personne et dont la jouissance s'accroît en se partageant. Ceux qui s'imaginent que la beauté est chose aristocratique et vaine se trompent; elle est le plaisir humain par excellence; elle ne disparaîtrait que si nous reculions à la bête et à ses violences. Pour moi, je suis convaincu que dans l'avenir, quand tous les hommes auront droit chaque année à quelques jours de loisir,

il y aura des lieux sacrés, forêts profondes, tournants de fleuves sous les ombrages, falaises escarpées, battues par les flots et traversées de l'air marin, des lieux sacrés, inviolables comme des temples, qu'il sera interdit de souiller par les déchets et les excréments industriels.

*
* *

La science et l'art ne sont pas le superflu, s'il faut avouer que l'humanité n'est pas seulement un luxe pour l'homme ; à des degrés divers il importe que tous y participent, pour que la société ne juxtapose pas des individus étrangers les uns aux autres, incapables de se comprendre et par suite de s'aimer. Il est dangereux que ce que nous appelons la civilisation ne soit pour la majorité des hommes qu'un poids qui les écrase et qu'ils aspirent à jeter bas d'un vigoureux coup d'épaule. Mais par cela même que nous nous préoccupons du grand nombre, que nous voulons travailler à son éducation sociale, nous ne devons pas nous faire d'illusions vaines. Il y a des faits qui s'imposent, dont il faut tenir compte. Imaginons la grande ville industrielle, l'usine qui dresse son haut fourneau, ses murailles de briques noircies de fumée, et dans le tumulte assourdissant des machines les travailleurs qui suent et qui peinent tout le jour, jusqu'à l'heure, où la nuit venue, ils s'en retournent au logis bien las, alourdis de fatigue, pour recommencer le lendemain. Je dis que l'Université populaire, si elle se limite volontairement à n'être qu'une

œuvre d'enseignement, n'atteindra jamais la majorité de ces travailleurs, auxquels il y aurait quelque chose d'insolent à demander un surcroît d'effort. L'éducation morale et sociale du peuple se fera moins par des cours et par des discours, — je n'en dis pas de mal — que par les œuvres de solidarité qu'il réussira à organiser et à faire vivre. L'Université populaire n'a d'avenir que si elle apparaît au peuple comme liée à ce qui surtout le passionne : l'émancipation économique du prolétariat. La coopération des idées doit avoir pour effet la convergence des efforts, servir au progrès du mouvement coopératif dans l'ordre économique.

Il importe que les travailleurs prennent conscience de ce qui fait leur faiblesse, de ce qui pourrait faire leur force. Isolés, s'ignorant les uns les autres, se nuisant par leur nombre même, qui diminue leur valeur sur le marché du travail, ils sont condamnés à l'impuissance. Mais chacun cependant est une force, si petite soit-elle ; au lieu de disperser ces forces en tous sens, multipliez-les l'une par l'autre en les faisant concourir vers un même but, et vous aurez une résultante irrésistible. Pour chacun le salaire d'une année est bien peu de chose, suffit à peine aux besoins; mais additionnez ces millions et ces millions de salaires, trouvez un moyen d'en faire la somme, de les faire s'entendre, si j'ose dire, et travailler en commun, de la pauvreté de tous, sans miracle, sera sortie la richesse collective. Les coopérateurs ont fait une grande découverte : ils ont découvert que le

peuple contenait comme à l'état latent une énorme puissance économique, parce qu'il est le grand consommateur, parce que, sans le savoir, il dépense des milliards, et ils l'ont invité à faire pour cette puissance ce qu'on a fait pour l'électricité ou la vapeur, longtemps ignorées, c'est-à-dire à s'en servir en créant les organes, les mécanismes qui permettront de l'utiliser. Je n'ignore pas que quelques-uns contestent que le moyen soit aussi efficace que le prétendent ses partisans. Mais parce qu'on ne peut tout faire, est-ce une raison de ne rien commencer? Il est temps que les travailleurs s'unissent, qu'ils s'entendent, qu'ils fondent des coopératives de consommation, qu'ils fassent pour eux-mêmes tout ce qui dépend d'eux-mêmes, qu'ils affranchissent le salaire pour s'affranchir un jour du capital.

Que notre œuvre, qui se donne comme une œuvre d'éducation sociale, ait le devoir de s'intéresser aux coopératives, d'aider à leur développement, qu'elle doive en un sens se confondre avec elles, vous n'en pouvez douter. « Les coopératives, a dit notre éminent ami, M. Charles Gide, servent à conférer à la classe ouvrière les connaissances et les vertus sans lesquelles jamais elle ne réussira à occuper dans l'ordre social la place à laquelle elle aspire et à laquelle elle a droit. » La première de ces vertus est la discipline, sans laquelle un groupe quelconque est nécessairement réduit à l'impuissance par la dispersion de ses forces. On ne fait rien de grand, de durable, par la jalousie, par la défiance réciproque, en remettant

chaque jour en question ce qu'on a décidé la veille. Ne croyez pas que la vraie liberté soit la fantaisie sans règles, le caprice qui nous porte en tous sens; la vraie liberté ne va pas sans l'intelligence, elle consiste à se donner une fin raisonnable et haute et à s'y tenir; elle n'est pas l'absence de toute loi, elle est l'obéissance à la loi qu'on a consentie. Le meilleur apprentissage de la liberté est le dévouement à une œuvre dont on comprend la grandeur. La coopération peu à peu éveille et développe le sens de la propriété collective, elle étend notre moi, elle nous agrandit, elle nous intéresse à une œuvre qui nous dépasse, à laquelle nous travaillons, mais qui se continuera après nous et dont d'autres profiteront. Elle nous enseigne ainsi peu à peu que l'égoïsme est la grande illusion, que les intérêts ne doivent pas s'opposer mais s'harmoniser, que nous ne pouvons faire notre bien qu'en faisant le bien des autres. Et l'œuvre n'est pas indigne de notre effort, car il semble que, si modestes que soient ses débuts, en se développant, en se généralisant, elle n'aille à rien moins qu'à cette émancipation du prolétariat qui apparaît aujourd'hui comme un idéal chimérique. Les coopératives de consommation ne suppriment pas seulement les parasites, les intermédiaires; en s'étendant, en se généralisant, en combinant leurs efforts, elles pourront créer un capital collectif, s'emparer des instruments de production, semer leur blé, tisser leurs vêtements. Et comme le peuple est le grand consommateur, comme les coopératives seront sa propriété,

il se trouvera au terme, sans moyen coercitif, par le concours des libres initiatives, avoir réalisé son rêve : la suppression du salariat.

Vous voyez quels liens étroits rattachent la coopération à l'Université populaire : ce que nous cherchons en elle, ce n'est pas l'intérêt immédiat de ceux qui y participent, ce sont d'abord les vertus qu'elle leur fait contracter, et c'est plus encore la forme plus haute de justice sociale vers laquelle elle nous achemine.

Ne dédaignez pas la justice, ne la considérez pas comme une idée vieillie, désormais sans valeur. La grande force du peuple, c'est que la justice se confond avec ses intérêts, c'est que par suite il y a dans la conscience même de ses adversaires quelque chose qui les désarme et qui combat avec lui.

Je sais que certains amis du peuple lui conseillent de se désintéresser de la République, de ses libres institutions, de tout idéal supérieur, pour s'enfermer dans la lutte de classe et dans la défense de ses intérêts matériels. Mais le peuple a trop de bon sens et trop de générosité pour être dupe de ces conseils et consentir à cette déchéance. Il n'ignore pas que la réaction, née de la peur qu'il inspire, se ferait d'abord contre lui, et il lui suffit de jeter les yeux au delà des frontières de ce pays pour se convaincre que la forme du gouvernement ne peut lui rester indifférente. Je vous le dis, si la bourgeoisie avait pour mission de défendre les droits de l'homme dans leur universalité, d'opposer la générosité à l'égoïsme

l'idée au fait, la liberté à la tyrannie; de maintenir que la personne est sacrée, que la justice est au-dessus de la raison d'État, qu'elle ne peut être violée dans le plus humble des citoyens, sans que tous ne soient atteints par cette violation dans leur dignité propre, la bourgeoisie serait une classe qui aurait sa raison d'être et qui ne serait pas près de mourir. Mais la vérité, c'est que tremblant pour ses privilèges, inquiète des progrès et des ambitions du prolétariat, la bourgeoisie est tentée de laisser là tous les beaux principes, dont la défense a fait sa gloire, et, selon le conseil de l'autre, de tout sacrifier à ses intérêts matériels et de s'enfermer dans la lutte de classe. Eh bien! c'est au peuple de garder intact le grand héritage du libéralisme dont il peut revendiquer sa juste part dans le passé : son sang n'a-t-il pas abondamment coulé dans toutes les révolutions, n'a-t-il pas été toujours au premier rang de ceux qui ont conquis ces libertés, dont on voudrait qu'il se désintéressât, au moment où il en a le plus besoin pour continuer une œuvre que d'autres ont leur raison de proclamer achevée.

Loin de renier la justice, élevons-en l'idée, comprenons tout ce que la solidarité sociale doit nous y faire entrer de fraternel, et maintenons contre ceux qui la violent qu'elle est inviolable. L'Exposition touche à sa fin, nous sommes au terme des discours officiels, des congratulations mutuelles, des phrases pompeuses sur la grandeur et la beauté de notre civilisation — tout n'est pas faux dans les éloges que

nous nous décernons complaisamment à nous-mêmes; mais quand on se recueille, quand on réfléchit, on se demande si le progrès moral répond au progrès matériel, si l'homme est meilleur et plus heureux, si nous diminuons la somme de la misère, de l'iniquité, du crime dans la mesure où nous accroissons nos moyens d'action. La civilisation ne consiste pas à faire les hommes plus puissants pour le mal, mais à substituer dans les rapports des individus et des peuples la justice à la violence, l'amour à la haine. Si nous jetons les yeux autour de nous, si nous étudions la vie intérieure de nos sociétés, les sentiments des nations les unes pour les autres, les faits qui à cette heure même s'accomplissent, nous nous convaincrons que, loin d'en avoir fini avec la barbarie, nous y retournons, si nous en sommes jamais sortis.

Plus que jamais la force prime le droit. Il y a trente ans, deux provinces ont été arrachées violemment à la France, au mépris du droit qu'ont les peuples de disposer d'eux-mêmes; dans le silence de la presse, avec la bienveillante neutralité de l'Europe, sans que notre digestion en ait été troublée, nous avons vu ce que l'on aurait cru désormais impossible, les Arméniens, trois cent mille hommes, femmes, enfants, assassinés sur les ordres du sultan, avec des raffinements inouïs de cruauté; les lois fondamentales de la Finlande, que garantissaient les traités mêmes qui l'annexaient à la Russie, ont été supprimées par un décret arbitraire, sans que l'immense douleur de cette petite nation si sage, si mesurée dans son appel

au tzar et dans sa protestation légitime, ait rien pu pour sauver ses libertés; nous avons entendu le souverain du grand peuple, qui en ce siècle même a tant fait pour l'éducation de l'Europe, donner en exemple à ses soldats la férocité des Huns, et mettre ses paroles sous l'invocation d'un Dieu qu'on nous donne pour le père de tous les hommes — mystère des théologies impériales; nous voyons la grande, la libérale Angleterre, au mépris de ses traditions, donner au monde le spectacle d'un des plus odieux abus de la force qui se soient jamais produits, écraser sous ses armées quelques milliers de paysans, subir des défaites et des victoires également déshonorantes, annexer enfin, avant même qu'elles aient déposé les armes, les deux libres Républiques, qui ont assez prouvé par leur héroïsme qu'elles étaient des personnes morales et qu'elles méritaient de vivre; nous avons les Boxers de Chine, les nationalistes d'Europe, les antisémites, tous ceux qui demandent l'expulsion de ceux-ci, le massacre de ceux-là, la guerre de tous contre tous; nous savons désormais ce que trop souvent nous portons aux malheureux noirs sous le nom pompeux de civilisation, je ne dis pas seulement l'alcool, mais le viol, l'incendie, l'assassinat; partout, au-dessous des mensonges décoratifs, apparaît brutale la souveraineté de la force qui se justifie en supprimant ceux qui la contestent.

Pour ceux qui croient que la vraie fin de l'homme est de sortir de la loi de nature, de la loi de guerre, de créer la loi humaine et d'en étendre de plus en

plus l'empire, la douleur est grande. Dans ce désarroi des consciences, dans ce recul de l'idée, vers qui se tourner? à qui faire appel? A qui, je vous le demande, sinon à ceux qui par cela même qu'ils souffrent sont disposés à compatir aux souffrances d'autrui, à ceux qui réclamant la justice pour eux-mêmes doivent la vouloir pour tous, à ceux qui, victimes du mal, refusent de déclarer le mal nécessaire, à ceux qui ne peuvent trahir l'humanité sans se trahir eux-mêmes. Si les intellectuels sont allés au peuple, ce n'est pas par une ambition vaine, c'est qu'ils ont entendu la leçon des choses, c'est qu'ils ont compris que ce qui leur est le plus précieux, que l'idéal humain ne peut trouver sa force que dans l'assentiment du peuple. J'en ai la conviction profonde, ce n'est pas en reniant toute générosité, en se désintéressant de la liberté, en se réclamant de la haine, de la violence, du besoin animal, et non du droit de l'homme, que le prolétariat aura chance de triompher; tout au contraire, c'est en méritant le succès, c'est en le conquérant, c'est en rattachant ses revendications au respect de la personne humaine, aux idées de justice, de fraternité, qu'invoquent ceux mêmes qui les violent.

La démocratie n'est pas la basse ingratitude envers le passé, le reniement de la science, de l'art, de la moralité, le parti pris d'abaisser l'homme et de l'humilier; elle est la volonté de prendre au sérieux les vérités généreuses, promulguées de siècle en siècle par les plus hauts penseurs, et de les faire entrer dans les faits. Il y a quelque chose qui tôt ou

tard donne la force matérielle, et c'est la force morale. Le plus sûr moyen de vaincre ou de convaincre ses adversaires est de valoir mieux qu'eux, de penser déjà et de vouloir ce qu'ils seront contraints de vouloir et de penser demain. La plupart sans renoncer à l'idéal l'ajournent : assurons-nous l'involontaire complicité des esprits. Le peuple triomphera, s'il réalise les promesses du passé, s'il continue le bien par le meilleur, s'il apporte l'idéal d'une civilisation supérieure, si à la guerre il oppose la paix, à la lutte pour la vie l'union pour la vie, si conscient de la solidarité humaine, il fait rentrer de plus en plus l'amour dans la justice, si d'un seul mot il identifie les progrès de la démocratie avec les progrès de la conscience humaine.

Préoccupés de donner à l'individu le sentiment de sa dignité et le respect de la dignité d'autrui, résolus à faire de plus en plus sortir l'ordre du libre concours des volontés, nous ne pouvons être des sectaires, créer une forme nouvelle de l'intolérance et du fanatisme. Nous n'apportons pas un catéchisme négatif qui retourne les vieux dogmes avec la même intransigeance. Nous nous défions également de tous les gens infaillibles : ils sont trop dangereux pour n'être que ridicules. Nous laissons donc le champ libre à toutes les croyances, à toutes les espérances ; nous ne forçons personne à se contenter du paradis terrestre que nous n'avons pas encore réalisé. Le peuple ne peut être une secte, un parti, car nous prétendons précisément que le peuple devienne tout le monde, et

certes c'est de cette multitude de consciences que nous voulons libres de tout asservissement, dont l'unité ne doit être que la même volonté de la justice dans les relations humaines, qu'il est vrai de dire à la lettre que rien d'humain ne lui peut être étranger. Ne nous y trompons pas, il y a déjà quelque chose de religieux, au sens le plus élevé de ce mot, dans notre exigence de la justice, dans notre prétention de la faire régner ici-bas, dans la confiance avec laquelle nous opposons l'idée au fait, aux contradictions de la nature, aux perpétuels démentis de l'histoire. Tout ce que nous nions, c'est que le règne de l'injustice sur la terre prouve l'existence d'une justice transcendante et réparatrice, c'est que la sottise de ce petit monde que nous habitons, nous assure qu'une intelligence souveraine préside à ses destinées ; et ce que nous affirmons, c'est que se résigner au mal, dont on ne souffre pas, se complaire dans le privilège, profiter de l'iniquité, voilà le véritable athéisme, c'est que tout ce que nous laissons par inertie d'absurde, de mauvais, d'injuste en nous et dans les choses qui dependent de nous, est la pire négation de Dieu. Travaillons à faire régner la raison en nous et dans les mutuels rapports des hommes, prouvons par là que la nature n'est pas nécessairement rebelle à la raison, et nous serons autorisés peut-être à l'espérance que ce qui se commence par nous se continuera, que ce qu'il y a de plus réel est cette volonté tendue vers le bien qui peu à peu prend conscience d'elle-même en l'homme et triomphe de tous les obstacles.

*
* *

Vous le voyez, par la science, par la culture esthétique, plus encore par l'action concertée, par la coopération volontaire, s'étendant de proche en proche à des œuvres sociales de plus en plus complexes, l'Université populaire se propose de faire des hommes nouveaux pour une société nouvelle : le Palais du Peuple n'est rien de plus que l'Université populaire élargie, agrandie à ses proportions normales et nécessaires. Centre des œuvres populaires, groupant les individus, maintenant entre les divers groupes le sentiment de l'intérêt général et supérieur qui domine les intérêts partiels, il doit tout à la fois faciliter l'unité d'action et la rendre possible par l'accord progressif des esprits et des volontés; ordonnant autour des salles d'enseignement professionnel et supérieur, d'un théâtre, d'un musée, les magasins des coopératives, les bureaux des syndicats, il doit montrer l'idée non pas abstraite, morte, réduite à des mots sonores, mais vivant dans les applications pratiques qui la réalisent. Quelques-uns ont été choqués par ce mot de palais, qui sans doute leur rappelle des souvenirs désagréables. Je n'attache pas aux mots une importance excessive; nous disons « palais » pour bien marquer que nous ne voulons pas l'avenir plus médiocre que le passé, que nous entendons ne renoncer à rien de ce qui honore l'humanité. Quand l'art n'est que le luxe de quelques raffinés, il se rapetisse, il s'amoindrit; il doit au contraire s'ampli-

fier, s'agrandir, quand il lui appartient d'exprimer l'idéal collectif de tout un peuple. Sans la foi qui transporte les montagnes, qui taille et soulève les pierres, le Palais du Peuple ne s'édifiera pas, et toute foi est une source de beauté. Nous ne craignons pas les humbles commencements, mais nous pouvons bien rêver pour l'avenir un monument original qui réponde à cette définition parfois donnée de la beauté, l'ordre dans la grandeur, un monument qui renouvelle les formes architecturales, dont les sculptures et les bas-reliefs déroulant l'histoire du travail, montrent la lente ascension de l'homme vers la justice et la fraternité, dont les grandes images domineraient l'édifice élevé sous leur inspiration.

Mettons-nous donc à l'œuvre, ne croyons pas qu'une évolution nécessaire nous porte où nous voulons aller, que nous n'ayons qu'à nous livrer au courant des choses, qu'à nous en remettre à la Providence aveugle et sûre qui souffle dans nos voiles et nous pousse au port. Sachons bien que la justice, comme la liberté, se conquiert. La machine à vapeur, qui a transformé l'industrie, ne s'est pas faite toute seule, il a fallu le génie humain pour découvrir que la vapeur était une force comme celle qui meut nos muscles, et pour disposer les organes savants qui l'asservissent à nos fins. Ainsi devons-nous créer les organes de la justice, sans oublier que la force qui les meut est la force intérieure, la force spirituelle de la volonté. Une révolution — que l'état de l'Europe rend chimérique — un coup de force dans une heure

d'emportement ne changerait rien, parce qu'il ne nous changerait pas nous-mêmes. De nos vices renaîtrait une société qui ne ferait que transposer les vices de la nôtre.

Il est temps que le peuple sorte de la période critique, négative, qu'il entre dans la période organique, en prenant conscience de la puissance qu'il peut trouver dans le libre concours de ses forces, il est temps qu'il se prouve à lui-même et aux autres qu'il est capable de fonder quelque chose, de s'affranchir du tribut qu'il paie à ceux qui dirigent son effort. Au lieu de ne regarder que la société qu'elle veut détruire, que l'élite ouvrière fixe sa pensée et son vouloir sur la société qu'il s'agit pour elle de créer et qu'elle la commence. La difficulté même de la tâche à remplir nous donnera l'éducation morale dont nous ne pouvons nous passer. En toutes choses le plus difficile est de commencer, toute action réelle a pour conséquences d'autres actions qui la continuent : premier acte de la volonté collective, preuve évidente de ce que peuvent les travailleurs par leur union, édifions le Palais du Peuple, symbole et première pierre de la cité future.

L'UNIVERSITÉ POPULAIRE ET LES ŒUVRES OUVRIÈRES

Les Universités populaires de toutes parts surgissent, se fondent, s'organisent : leur avenir sera ce que nous voudrons le faire. Mais déjà elles nous ont appris plus d'une chose qu'il ne faut point oublier. Elles ont rapproché les travailleurs intellectuels et les travailleurs manuels, elles leur ont montré qu'ils étaient faits pour s'entendre, qu'aucun intérêt ne les sépare, qu'un commun amour de la justice et de la vérité les rapproche. Elles ont prouvé que l'élite ouvrière, dans ses revendications légitimes, poursuit autre chose que des appétits à satisfaire, qu'elle demande avant tout ce à quoi nul n'a le droit de renoncer, la possibilité d'être une personne, de vivre une vie humaine. Surtout elles opposent à l'inertie, à l'attente passive du bien cette vérité que l'homme peut quelque chose pour lui-même, qu'il lui appartient de faire sa besogne. Nous comptons sur l'évolution nécessaire des sociétés, sur la fatalité des lois économiques, nous faisons sortir des faits les résultats qui répondent à nos désirs

et à nos espérances, mais il y a un élément dont nous ne tenons pas compte et qui brouille tout : notre veulerie, notre servilité, notre impuissance. Qui dit esclave dit maître. Si nous nous donnions les vertus de l'homme libre, nul ne pourrait nous asservir.

Mais si l'Université populaire se réduit, se restreint elle-même; si elle prend ce qui n'est qu'un de ses moyens, les cours, les conférences, pour sa fin unique; si de proche en proche elle en vient à n'être qu'une rencontre de gens qui viennent écouter ou parler, il est à craindre qu'elle ne tienne pas ses promesses. La première curiosité satisfaite, l'ouvrier se lassera, car la journée de travail est rude et longue. L'Université populaire n'appellera, ne retiendra l'ouvrier que si elle se rattache à ses intérêts réels, à sa vie économique. Elle se développera, elle prospérera d'autant plus sûrement qu'elle sera fondée par des travailleurs, qu'elle se reliera à une coopérative, qu'elle fera la preuve de son utilité par les œuvres connexes qu'elle aura rendues possibles, qu'elle symbolisera ainsi l'accord fécond des esprits et des volontés. La coopération des idées n'a de sens que par la convergence des efforts.

Qu'on ne se trompe pas sur ma pensée; je ne veux pas dire que l'homme ne peut avoir d'autre mobile que son intérêt; je suis convaincu qu'aux bas instincts de la bête on n'oppose victorieusement que les passions supérieures, la générosité, le sentiment de la dignité personnelle, la joie de collaborer à une œuvre collective, impersonnelle, en travaillant pour

tous. Et c'est précisément pour cela que l'Université populaire n'a chance de vivre, que si le peuple saisit son rapport à l'idéal, qui d'abord, et à juste titre, le passionne : l'émancipation du prolétariat.

Esclaves des vieux dogmes, alors même que nous les renions, nous avons cru que le progrès était nécessaire, qu'il se réalisait par la force des choses; nous avons déguisé la Providence sous un nom nouveau, nous l'avons appelée l'évolution, et nous nous sommes sentis rassurés pour nous être donné un Dieu tout neuf et qui n'avait point encore servi. Nous avions bien pris nos précautions : ce Dieu-là ne pouvait nous trahir, car il n'avait ni intelligence ni volonté; il était la loi des phénomènes, il agissait à la façon de la pesanteur, il était garanti par la science qui ne se trompe pas. Nous avons attendu, puisque nous n'avions rien de plus, rien de mieux à faire. Mais les choses se sont obstinées à ne pas faire notre besogne. Aujourd'hui, quand nous voulons mesurer le chemin parcouru, nous nous demandons si nos agitations n'ont pas été vaines, si elles ne nous ont pas ramenés en arrière. Les vérités que nous croyions acquises sont contestées; les vieilles superstitions renaissent, les haines nationales se réveillent, les passions religieuses s'exaspèrent, le fanatisme, combiné avec l'incrédulité, avec les soucis d'un égoïsme envieux, ajoute à sa laideur sans rien perdre de sa violence. Beaucoup, qui avaient compté sur le nouveau Dieu, comme les fétichistes, se retournent contre lui, le menacent, l'insultent, veulent le briser; ils

sont pris d'une sorte d'appétit de servitude; ils aspirent au césarisme des peuples déchus qui, incapables de loyalisme comme de liberté, acclament les maîtres d'un jour, en qui se ramasse toute la bassesse des âmes. Cependant les cabarets se multiplient; encore un peu, l'alcoolisme, effet et cause, ne laissera qu'un peuple de fous, un peuple incohérent, lâche, à brusques sursauts, avec les brèves fureurs et les longs sommeils de l'ivrogne.

Puisque le bien ne se fait pas tout seul, puisque à l'attendre passivement, on ne recueille que les maux anciens, toujours prêts à renaître dans l'individu et la société, les meilleurs, les plus braves s'inquiètent; ils s'interrogent, ils se demandent si le principe du progrès ne serait pas dans l'énergie des hommes. Les lois des choses ne collaborent à nos desseins que si nous les y contraignons; à nous il appartient d'humaniser la terre et le milieu social. L'Université populaire fait appel aux intelligents, aux vaillants, à tous ceux qui comptent d'abord sur eux-mêmes. A ceux qui prophétisent l'avenir et ne savent que dire : attendez, elle répond : commençons. Elle ne prêche pas la guerre des classes, elle n'imagine pas que le bien sorte du mal, l'amour de la haine, la justice de la violence; elle croit à la patience, à l'intelligence, au courage; elle sait que toute société ressemble aux hommes qui la composent, et elle le dit; elle prêche la lutte qui ne finira pas, qu'il faudra toujours reprendre, parce qu'elle est la vie elle-même, la lutte contre le mal sous toutes ses formes. Elle doit donner

au prolétariat la conscience qu'il peut quelque chose pour lui-même. Sans direction commune, ses forces se perdent, se dispersent, se contrarient; composées en une même résultante par l'association, elles deviendraient irrésistibles. Mais l'association, ne se maintient que par la vertu de ses membres : la tempérance et le courage des individus sont les conditions de la justice sociale. Que les travailleurs s'unissent, qu'ils fondent des œuvres positives, qu'ils fassent l'apprentissage de la coopération, qu'ils créent la propriété collective. Par l'action ils ne prendont pas seulement conscience de leurs forces, ils feront l'éducation de leur volonté, ils se donneront les vertus sans lesquelles il n'y a que désordre ou tyrannie, le respect du droit, la discipline, la soumission à la loi consentie, à la raison impersonnelle, qui, en nous comme dans la société, est la liberté véritable. Les socialistes qui rêvent autre chose qu'un Paraguay laïque, dont ils seraient les dictateurs et les jésuites, doivent accueillir comme des auxiliaires, volontaires, ou involontaires, tous ceux qui veulent par des œuvres réelles sortir des programmes tout théoriques et commencer la société nouvelle. L'histoire nous montre que les révolutions durables se sont faites le plus souvent à l'intérieur des sociétés par des organes dont nul d'abord n'eût soupçonné la puissance.

Le Palais du Peuple répond à cette volonté d'agir, à cette résolution de commencer. Centre des œuvres populaires, il faut que tout à la fois il facilite l'unité d'action et que déjà il en soit comme la représenta-

tion symbolique. S'il s'élève uniquement par la générosité de donateurs plus ou moins sceptiques, plus ou moins désintéressés, curieux de cette tentative nouvelle, s'y prêtant avec le secret espoir d'un échec qui justifiera leurs privilèges, je doute qu'il réponde à nos espérances. Le Palais du Peuple doit être l'œuvre du peuple, sa propriété collective; il doit être la preuve que l'union est une force, qu'elle permet de grandes choses; il faut qu'il s'édifie par le concours des ouvriers, des syndicats, des coopératives, de tous ceux aux besoins desquels il est nécessaire qu'il réponde. Il ne se dressera fort et durable que s'il entre dans ses assises beaucoup de foi, beaucoup de volonté, beaucoup d'amour.

Des gens intéressés prédisent qu'avec la démocratie l'art va disparaître, ils pleurent l'exil prochain de la beauté qu'ils se croient seuls à retenir encore parmi nous. Rassurons-nous. L'art s'abaisse quand il ne sert plus qu'à raffiner les plaisirs d'une aristocratie blasée, il s'élève toutes les fois qu'il exprime l'idéal collectif d'un peuple. Les maisons des citoyens d'Athènes étaient très modestes, alors que le Parthénon, debout sur l'Acropole, avec la beauté de la loi dans ses claires proportions, déroulait ses processions de marbre en l'honneur de la cité et de ses dieux. Les cathédrales gothiques de leurs nefs hautes, de leurs tours et de leurs clochers dominaient les ruelles tortueuses et sales où s'entassait la multitude des hommes : des bruits confus de la ville elles montaient, comme le chant d'espérance où s'accordaient

les âmes. Les Palais du Peuple pourront inspirer aux artistes des formes nouvelles de la beauté, s'ils sont autre chose que des magasins et des bazars, s'ils répondent à un idéal nouveau, et s'ils le manifestent : la volonté de réaliser la justice ici-bas.

Mais n'allons pas imaginer que cela sera parce que cela doit être en vertu des lois de la sacro-sainte évolution. Il est d'autres possibles. Des esclaves ne fonderont pas la société libre. De la laideur des âmes jamais ne sortira la beauté. On peut détruire beaucoup de choses en un jour; rien ne se fonde qu'avec le temps, par la sagesse et la continuité de l'effort. Le peuple est le nombre, c'est vrai, mais il est un nombre vivant qui doit s'additionner lui-même. L'ivrogne est fait pour le bât : comme il s'est mis les œillères, il a besoin du mors et du fouet. Les seuls Palais du Peuple dont le cabaret est le vestibule sont la prison et l'hospice d'aliénés. Nous pouvons dresser nos tréteaux, battre la caisse, faire la parade, devant une toile peinte évoquer les mirages de l'avenir; demain, il n'y aura rien que ce que nous aurons fait aujourd'hui

LES UNIVERSITÉS POPULAIRES

Les notices que nous publions ont été rédigées par les secrétaires des Universités populaires qu'elles concernent; elles constituent par leur seule réunion un document précieux sur le développement général des U. P. et sur la vie propre de chacune d'elles.

Après l'inauguration brillante de la *Coopération des Idées*, quand on vit surgir spontanément dans les divers quartiers de Paris des groupements où se mêlaient les noms de travailleurs manuels et de travailleurs intellectuels, on put craindre qu'il n'y eût là qu'un engouement, une mode passagère. Les jours d'orage amènent des éclosions soudaines de mouches bourdonnantes qui disparaissent avec les derniers roulements du tonnerre. Il n'en fut rien. Les gens à qui la peur pour un instant donna l'illusion d'être généreux se retirent, ferment leur bourse, remettent leur espoir dans la platitude qui décourage l'insolence : on se passe d'eux. Les U. P. ont continué de se multiplier à Paris, en province; elles ont duré et elles vivent. A l'inverse des patronages, que créent et dirigent des bourgeois

avisés ou bienfaisants, beaucoup doivent leur naissance à des ouvriers qui sollicitent les intellectuels de venir parmi eux et d'y prendre la parole. Le besoin senti crée ainsi l'organe qui doit le satisfaire et qu'il modifiera.

Il ne faut pas imaginer d'ailleurs que les U. P. soient toutes conçues sur un type uniforme; elles sont très diverses, s'adaptent aux circonstances et au milieu, elles proportionnent leurs moyens d'action à leurs ressources, aux exigences de ceux qui les fréquentent; les unes ont un local à elles où elles tiennent leurs réunions et donnent leurs conférences; les autres reçoivent l'hospitalité de la Bourse du Travail, d'une Coopérative, obtiennent la disposition d'une salle de mairie, d'un préau d'école; il en est de nomades qui se transportent dans la ville d'un faubourg à l'autre, qui hors de la ville vont dans des villages voisins, dans des centres ouvriers, étendant dans la mesure de leurs forces le cercle de leur action. Ainsi, à considérer les U. P. du dehors, dans leurs ressources, dans leur organisation, dans leurs procédés, il n'est rien de plus divers; chacune naît de l'initiative de ses propres membres; chacune est autonome, se donne ses lois, s'adapte aux besoins de la région, au degré de culture des habitants. Par elles quelque chose se fait en dehors de l'État, sans son concours, sans son appui, sans la tyrannie aussi d'une autorité centrale qui tend à tout uniformiser.

Mais ces groupements multiples, dont chacun jouit de sa pleine indépendance, qui semblent s'ignorer, ne

sont pas, à dire vrai, étrangers les uns au autres; tous se sentent liés par un lien qui, pour être moral, n'en est pas moins fort. Les U. P. de Paris et de la banlieue ne sont pas fédérées, rattachées à un même organe central qui coordonnerait leur action; mais elles se connaissent et librement collaborent : chaque mois leurs secrétaires se réunissent au siège de la société des U. P., mettent en commun leurs expériences, discutent leurs intérêts, parfois prennent des décisions, organisent une fête comme celle que nous donnons le 2 mars en l'honneur de Victor Hugo. Par tout le pays, de Lille à Marseille et à Montpellier, des amis inconnus savent qu'ils travaillent à une même œuvre. Le sentiment de cette coopération soutient les courages. Dans l'ordre des choses morales, on est tenté souvent de désespérer; les faits immatériels échappent à la mesure; chacun a la conscience de pouvoir bien peu, mais le grand effort qu'il accomplit, le petit résultat qu'il obtient se multiplie par des millions d'efforts et de résultats semblables : l'avenir fera le total du bien réalisé.

L'U. P. n'est pas figée dans une forme invariable, elle se modifie selon les besoins auxquels elle doit s'adapter, elle est quelque chose de souple, de mobile et de vivant; mais, quelque forme qu'elle revête, un même esprit la crée et l'anime. Si elle vit, si elle résiste aux causes de dissolution qui la menacent, — manque de ressources, sectarisme, exploitation par les politiciens, — c'est, comme je l'ai dit déjà, qu'elle n'est pas seulement « l'extension universitaire », une concur-

rence aux cours d'adultes, des programmes, des cours, des discours et des examens; c'est qu'elle marque un moment de l'évolution normale de notre démocratie, c'est que, dans la pensée de l'ouvrier, elle doit aider à la fin qui seule vraiment l'intéresse et le passionne, je veux dire à son émancipation économique.

Il semble que le peuple se décide à sortir de la période de l'attente et du rêve pour entrer dans celle de la pensée claire et de l'action positive. Les travailleurs appellent à eux ceux qui savent, parce qu'ils pressentent dans la science une force dont ils ne peuvent se passer. Les intellectuels répondent à cet appel. Ils vont au peuple sincèrement, sans arrière-pensée, parce que, eux aussi, ont besoin de lui, parce qu'ils veulent lui confier ce qu'ils ont de plus précieux, les biens sans lesquels il ne vaudrait plus la peine de vivre. Ils voient ce qu'il y a d'absurde et de monstrueux à entretenir de parti pris, au sein d'une société, une armée de barbares qui peut l'emporter d'assaut dans un jour de fureur et d'ivresse. Pour sauver de la civilisation ce qui pour eux vraiment la constitue, tout ce que l'homme a ajouté d'humain à la nature, l'art, la science, la moralité, la grande œuvre collective de tous ceux qui depuis des siècles travaillent et pensent, ils la mettent sous la sauvegarde du peuple, en s'efforçant de lui en donner l'intelligence et l'amour. Ainsi se scelle l'alliance du travail qui réussira sans doute un jour à subordonner les forces qui l'exploitent et l'oppriment.

L'esprit des U. P. répond à ce qu'attendent d'elles

ceux qui les fréquentent, c'est un esprit positif et laïque. La curiosité ne se porte pas d'abord sur l'inconnaissable. On se refuse aux dogmes qui ne reposent que sur l'autorité de ceux qui les affirment, on entend ne se soumettre qu'à la raison; on exige des faits ou des preuves. Le peuple découvre ce que Bacon proclama dès le XVI[e] siècle, que la science est puissance, qu'il faut savoir pour prévoir et pour pouvoir. Il en vient à comprendre le danger de tenir ce qu'on désire pour ce qui est, il voit que toute action sur la nature suppose l'intelligence des lois nécessaires qui déterminent le possible, et il demande à la science ce qu'elle seule peut donner, la méthode qui permet d'accorder l'effort aux lois des choses. La nature est une machine redoutable qui broie les ignorants et les maladroits, mais qui porte ceux qui savent prendre la direction de ses forces et les faire concourir dans le sens même où ils veulent aller. L'ouvrier n'accumule pas des connaissances pour le plaisir ou pour la gloire, il demande à la science une éducation de l'esprit et de la volonté, des vertus intellectuelles, et des vérités qui éclairent la route où il veut marcher; il ne sépare pas la pensée de l'action.

L'U. P. n'est pas un accident, une fantaisie aimable de bourgeois philanthropes, elle est l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, elle répond à une orientation nouvelle de leur pensée. En même temps que les U. P., se multiplient les groupements corporatifs, les coopératives de consommation, de production, toutes les

œuvres de solidarité sociale et d'émancipation réelle qui préparent l'avenir au lieu de l'attendre passivement. Il semble que l'ère des Apocalypses soit close, que l'on soit las de faire lever l'image de la Jérusalem terrestre dans le fracas des mots sonores, dans la fumée des pipes et les vapeurs de l'alcool, au moment même où les corps s'intoxiquent, où les nerfs se détraquent, où l'homme détruit dans son intelligence et dans sa volonté les instruments nécessaires de sa délivrance et justifie son esclavage. Les travailleurs en ont assez d'attendre le grand jour où le Messie, qui s'appelle aujourd'hui la Révolution, fera pour eux par un miracle soudain ce qu'ils n'auront pas su faire eux-mêmes; ils découvrent l'illusion de cette providence sans Dieu que l'on charge de produire des effets sans cause. Ils veulent commencer quelque chose, se mettre à l'œuvre sur des points multiples, sérier les questions et les efforts; ils calculent leurs forces, ils tiennent compte des résistances; ils s'instruisent au contact des faits, ils apprennent que ces faits ont des lois qu'on ne viole pas impunément, et ils veulent la science qui permet l'action efficace. Dailleurs ils ne renient ni ne trahissent leur foi ancienne, ils ne renoncent à aucune de leurs espérances, ils passent seulement du rêve à la science et à l'action, de l'utopie à l'idéal, s'il est vrai que l'idéal soit l'idée conçue dans son rapport au possible, c'est-à-dire aux conditions qui permettent de la réaliser.

Le peuple ne demande pas aux intellectuels un idéal nouveau, il a un idéal, il y tient; il leur demande une

méthode et des moyens d'action. Grande serait l'illusion de ceux qui iraient lui parler du besoin de croire et d'espérer : il croit et il espère. Mais il refuse de transporter désormais ses croyances et ses espérances dans l'au-delà des paradis inaccessibles, dont la vaine promesse a bercé sa misère, alors qu'il désespérait d'y apporter d'autres remèdes. Sa foi le laisse sur la terre; c'est sur la terre qu'il veut agir, c'est la vie présente qu'il veut meilleure et il met sa confiance dans les progrès de la science et de la puissance humaines. Il se refuse à une prétendue unité des esprits, achetée aux dépens du libre examen et de la raison critique, fondée sur des dogmes qui, échappant au contrôle de tous nos moyens de connaître, ne peuvent être que décrétés par une autorité infaillible. Il sait qu'on sacrifie toutes libertés dans la liberté de penser, et il n'est pas tourmenté par la soif des béatitudes éternelles qu'on lui offre généreusement. Habitué à ne devoir qu'à lui-même son pain quotidien, il prend pour sa part la tâche qu'aucun Dieu ne s'est encore soucié d'accomplir, la justice dans les rapports des hommes. Pour accomplir cette tâche, il n'a que faire de théologie, de métaphysique, de foi aveugle, il a besoin d'une intelligence lucide et d'une volonté ferme, des méthodes et des connaissances qui permettent à l'homme de faire concourir à ses fins les fatalités naturelles dont il ne se libère qu'après les avoir rattachées à leurs causes. Le peuple est défendu contre les prêcheurs de morales et de religions mortes par sa foi vivante.

Les jeunes gens très sincères qui voient le salut de notre société dans le retour aux vieux dogmes sont des archéologues, des lettrés, ou mieux des artistes émus qui s'enchantent de tout ce que ces dogmes ont créé de beauté dans le passé, des prières, des hymnes, des cathédrales, et plus encore des vies héroïques ou charmantes, dont le souvenir se mêla dès leur enfance à leurs pensées les plus hautes, à leurs sentiments les plus purs. Ils ressemblent à ces derniers païens qui ne voyaient dans le crucifié qu'un dieu barbare, jaloux de toute joie, ennemi de toute beauté, et qui suivaient anxieux l'évanouissement des formes lumineuses qui si longtemps avaient rayonné dans les vers des poètes et les marbres des sculpteurs, Apollon, Zeus, Pallas, et la divine Aphrodite, dont le sourire reste mêlé aux ondes légères qui baisèrent ses pieds nus à l'heure de sa naissance. Mais rien de ce qui mérite de vivre ne meurt entièrement. Le nom d'Apollon est demeuré sur les lèvres du poète et le sculpteur cherche encore la forme d'Aphrodite. Il y a place pour le dieu de la souffrance volontaire comme pour les dieux de la joie bienfaisante dans le panthéon de la mémoire humaine.

Condamné au labeur précoce, au dur apprentissage de la vie, le peuple n'a pas le loisir de se complaire dans la vision d'un passé, dont l'image lointaine, simplifiée, embellie se prête sans résistance au caprice de notre rêve. Il sait seulement que dans le passé le poids de la société pesait plus lourdement encore sur les épaules des pauvres gens, et son bon sens l'avertit que les dogmes vieillis, affaiblis par l'âge ne seront pas

capables de faire désormais ce qu'ils ont été impuissants à faire, alors qu'ils régnaient souverainement. Enfermé dans le présent par la vie qui le presse, il tourne son regard non pas vers le passé, dont il n'a rien à attendre, mais vers l'avenir qui est le possible, ce qui n'est point encore, ce qui reste à faire. Moins chargé de souvenirs, son esprit est plus accessible aux faits nouveaux, à ce qu'il y a d'original et comme d'inédit dans la société moderne; il est sans théorie, il n'a d'enseignement que celui du travail et de la vie; le sentiment direct des maux, dont il est le premier à souffrir, le porte à chercher et à accueillir l'idée des réformes nécessaires. Il prend les choses au point où elles sont; il ne s'attarde pas à sonder les intentions de Dieu, il accepte le monde, tel qu'il lui est donné, pour la matière à laquelle il appliquera son intelligence et sa volonté. Sa morale n'est pas d'obéir aux ordres d'un souverain céleste, elle est l'action sur la terre, elle consiste à faire sa besogne d'homme, en améliorant la société humaine. Son idéal et sa foi se résument dans la volonté du règne de la justice sur la terre.

Mais si la foi mystique, avec ses espérances intemporelles, peut s'enfermer dans la contemplation et la prière, celui qui veut agir, modifier ce qui est, tôt ou tard découvre qu'il ne suffit pas d'annoncer qu'il va se passer quelque chose et de se croiser les bras. Le verbe de l'homme n'est pas créateur. Parler n'est point encore agir; pour agir, il faut traduire son idéal en fins définies et conçues dans leur rapport aux moyens

qui permettent de les réaliser. L'action positive suppose la science, condition de la puissance. « Nous avons besoin d'hommes conscients » est un des mots qu'on entend le plus souvent répéter dans les U. P. Entendez que les choses ne se font pas toutes seules, mais par l'intelligence et par l'énergie des individus. La société n'est qu'une abstraction quand on la sépare des éléments vivants qui la composent. L'individu doit agir sur lui-même et sur les autres, créer les sentiments nouveaux sans lesquels la société de demain ne sera qu'une forme inédite des tyrannies anciennes. L'U. P. répond à cette conscience de la nécessité de l'effort de chacun pour le salut de tous. Elle vivra, elle se développera, si le socialisme, en prenant ce mot au sens le plus large, cesse d'être une philosophie générale de l'histoire, une théorie de la nécessité, qui permet d'attendre le bien au lieu de le faire, parce qu'il est déjà réel dans les lois de l'évolution sociale; s'il passe de la phase théorique et mystique à la phase réaliste, positive et pratique; s'il ne se borne plus à la constitution de partis politiques, de sectes qui se divisent, s'opposent et se déchirent; s'il se résout en œuvres multiples, reliées les unes aux autres, qui fassent l'éducation morale et sociale de tous ceux qui y collaborent, commençant tout à la fois la société future et préparant des hommes capables et dignes de la réaliser.

VICTOR HUGO[1]

Je ne prends pas la parole en mon nom personnel : les secrétaires des Universités populaires ont organisé cette fête, à eux, et par eux à vous tous en reviennent l'initiative et l'honneur. Je parle comme votre délégué, comme votre représentant pour donner, dans la mesure de mes forces, une expression aux pensées qui nous sont communes. Et voilà pourquoi mon premier devoir est de remercier en votre nom ceux qui ont bien voulu par leur présence et par leur concours rehausser l'éclat de cette fête : Mme Charcot qui fut la petite Jeanne et qui la restera parce que les vers de son grand-père ont fait immortel le charme de son enfance, les artistes éminents dont le talent va faire vivante pour vous la pensée du poète, notre cher et grand ami Anatole France dont la présidence achève de donner à cette fête sa haute signification.

Victor Hugo, c'est, de l'esprit français, l'idéalisme ardent qui, à certains jours, nous a mis comme à

1. Discours prononcé au festival organisé par les Universités populaires, le 2 mars 1902 au Trocadéro, à l'occasion du centenaire de Victor Hugo.

l'avant-garde du monde, c'est la *Chanson de Roland*, Corneille, Pascal, Mirabeau ; Anatole France, c'est l'autre face de l'esprit français, la précision, le goût de la clarté, la grâce et l'ironie, Montaigne, Voltaire, Renan. Et cette rencontre de Victor Hugo et de A. France dans une fête organisée par les Universités populaires est comme le symbole de ce que nous prétendons être et de ce que nous voulons faire.

Nous ne sacrifions rien de notre haut idéal, nous gardons avec notre enthousiasme toutes nos espérances, et les vers du poète ne retentiront point à nos oreilles sans éveiller un écho profond dans nos cœurs ; mais pour marcher au but nous voulons éclairer notre route, nous demandons à la science du réel les moyens de réaliser notre idéal, et, si nous chantons, c'est à la façon des bons travailleurs, pour nous mettre du cœur au ventre et accorder nos efforts au rythme de nos chants.

Notre fête a ceci d'original qu'elle n'a rien d'officiel, qu'elle est spontanée, sincère, qu'elle répond vraiment aux sentiments que nous avons dans le cœur. Nous ne sommes pas de ces gens distingués qui n'admirent qu'après avoir fait leurs réserves, qui célèbrent pompeusement la souplesse et la variété du rythme, la richesse et l'incomparable éclat des images, mais séparent l'idée de l'expression et regrettent que le poète ait fait un si mauvais usage d'un si beau génie. Nous aimons ce qu'il aimait, nous sommes fiers de sa gloire, il semble que quelque chose en rejaillisse sur nous, je veux dire sur les idées que

nous défendons. Son verbe puissant a été le verbe de notre pensée.

J'ajoute qu'il a ceci de commun avec nous, qui cherchons notre chemin et gagnons notre pain spirituel à la sueur de notre front, qu'il n'a pas reçu la vérité comme un héritage, comme une tradition qu'il n'avait qu'à recueillir et à continuer; il a dû la conquérir, monter lentement vers elle. Il a commencé par écrire des odes royalistes et catholiques, il a été séduit par ce qu'avait d'imprévu, de contrastes étranges, de sublimes antithèses l'épopée impériale. Mais ses hardiesses généreuses dès le premier jour l'orientaient du passé vers l'avenir; celui qui avait brisé les vieilles formules littéraires, renouvelé le drame, rendu la souplesse et la vie au rythme du vers, devait en venir à combattre toutes les variétés du mensonge, tous les déguisements du pharisaïsme, à se faire l'apôtre de toute justice et de toute liberté. Victor Hugo lui-même constate fièrement cette évolution de sa pensée qui l'a conduit en même temps que de l'erreur à la vérité, des honneurs à l'exil et à la proscription :

L'histoire s'extasie volontiers sur Michel Ney, qui, né tonnelier, devint maréchal de France, et sur Murat, qui, né garçon d'écurie, devint roi. De toutes les échelles qui vont de l'ombre à la lumière, la plus méritoire et la plus difficile à gravir, certes, c'est celle-ci : être né aristocrate et royaliste, et devenir démocrate. Monter d'une échoppe à un palais, c'est rare et beau, si vous voulez; monter de l'erreur à la vérité, c'est plus rare et c'est plus beau. S'il est vrai que Murat aurait pu montrer avec quelque orgueil

son fouet de postillon à côté de son sceptre de roi, et dire : « Je suis parti de là! » c'est avec un orgueil plus légitime, certes, et avec une conscience plus satisfaite, qu'on peut montrer ses odes royalistes d'enfant et d'adolescent à côté des poèmes et des livres démocratiques de l'homme fait; cette fierté est permise, nous le pensons, surtout lorsque, l'ascension faite, on a trouvé au sommet de l'échelle de lumière, la proscription, et qu'on peut dater cette préface de l'Exil.

Le crime de Décembre, le coup d'État de Louis Napoléon acheva de lui ouvrir les yeux; de ce jour il prêta sa grande voix à toutes les idées généreuses. Dans le silence de tous, il fait entendre la protestation du droit violé; il stigmatise les prêtres salariés qui ont des absolutions et des *Te Deum* pour tous les attentats triomphants; il se dégrise de la mauvaise ivresse des gloires sanglantes, qui sont faites des douleurs de tous pour l'exaltation d'un seul; il affirme le progrès; il célèbre la paix; surtout, seul, sublime, sans efforts, sans crainte d'être ridicule, quand la France et l'Europe acceptent le fait accompli, il affirme obstinément que le crime aura son châtiment, il voit ce que nul encore ne soupçonne, il voit la défaite, la honte, et aussi l'expiation du pays qui, pour la seconde fois, après la leçon de Waterloo, s'est volontairement asservi au césarisme qui commence par les vantardises, finit par les désastres et par l'invasion.

Cette foi profonde dans le progrès, dans le triomphe de la liberté, dans l'avènement de la justice et de la paix, Victor Hugo la résume dans un mot qui revient

souvent dans ses vers, que vous allez entendre plusieurs fois, sur lequel il importe par suite que vous ne vous mépreniez pas, dans le mot « Dieu ».

Et d'abord il faut que vous sachiez ce que Dieu n'est pas pour Victor Hugo; il n'est pas ce que la plupart d'entre vous imaginent, à entendre ce mot. Le Dieu de Victor Hugo n'est pas « le bonhomme à longue barbe blanche, espèce de pape ou d'empereur assis sur un trône » qui crée d'un mot le monde et se repose de n'avoir pas travaillé, qui jouit de la béatitude dans l'universelle souffrance, qui viole les lois qu'il a lui-même établies par des miracles puérils, Dieu mauvais géographe et mauvais astronome,

> Contrefaçon immense et petite de l'homme,
> Arrêtant le soleil à l'heure où le soir naît,
> Au risque de casser le grand ressort tout net.

Il n'est pas le Dieu dont les faveurs sont à vendre et qui a les prêtres pour courtiers; et c'est moins encore le Dieu des armées, le Sabaoth qui toujours est pour la force contre le droit, qui aime la guerre et les sacrifices, espèce de Behanzin céleste qui a besoin de renifler le sang humain. Hugo rejette les dogmes étroits qui limitent l'infini, et c'est la pensée qu'exprime le Satyre qui, traîné par Hercule au sommet de l'Olympe, crie devant les Dieux épouvantés : « Monde, tout le mal vient de la forme des Dieux. »

L'affirmation de Dieu pour Victor Hugo, c'est l'affirmation hautaine que la vérité que nous cherchons,

que la justice que nous voulons, en un mot que l'idéal humain n'est pas le rêve d'une ombre, qu'il est ce qui est, puisqu'il est ce qui doit être. Si le monde livré au hasard n'est que la bataille de forces aveugles, pourquoi pas dans nos sociétés toujours la lutte, l'ignorance, l'iniquité, la haine? Le poète n'y consent pas. Ce qui doit être sera, parce que notre pensée n'est pas un accident, une petite étincelle jaillie au hasard dans l'immense aveuglement; parce qu'elle se relie au monde, parce qu'elle continue le mouvement qui lentement d'âge en âge élevait vers elle, et parce qu'en elle l'Univers enfin se voit et découvre ce qu'il cherchait. Eh bien! Quand Victor Hugo fait appel à Dieu, quand il le nomme, quand il l'invoque, il ne dit rien de plus, rien de moins; il affirme que la raison finit toujours par avoir raison, que l'idéal est le réel; qu'il ne faut pas se résigner au mal, le proclamer nécessaire, qu'il faut le combattre; que la tâche de l'homme est de lutter pour l'avènement de la justice et de la paix; il crie aux puissants, aux satisfaits, à tous ceux qui veulent s'arrêter, que la véritable figure de ce monde, vaste océan, ciel étoilé, n'est pas une figure impassible et morte, mais un visage tout pénétré d'esprit, sur lequel le songeur lit déjà la pensée qui, devenue claire à elle-même dans la conscience de l'homme, découvre enfin son véritable objet : l'effort vers la liberté et vers l'amour. Cette croyance n'est-elle pas la vôtre, celle de tous ceux qui, en dépit des scandales de la nature et du démenti de l'histoire, s'entêtent dans les grandes espérances,

affirment la souveraineté du droit, et, travaillant pour la justice, prêts à sacrifier pour elle leurs intérêts et leur existence même, montrent assez par leur conviction qu'elle n'est pas l'illusion, la chimère de l'homme, mais la vérité profonde qui donne à l'univers comme à la vie son sens et son prix.

Si Victor Hugo s'est élevé à ces hautes pensées, s'il s'est trouvé le défenseur de toutes les causes généreuses, s'il a donné une voix au peuple, n'y voyez pas un choix qu'il aurait pu ne pas faire, un accident; mais bien un accord préétabli de son génie à toute grandeur. Vaines sont les larmes des crocodiles sacrés qui regrettent que ce beau génie se soit consacré à l'expression d'idées si contraires aux conventions du beau monde et aux traditions des âmes mortes.

Le principe de l'évolution de Hugo, sans doute, est avant tout dans son grand cœur, dans sa vitalité puissante : les faibles se donnent l'illusion de la force en opprimant les autres, les forts se débordent eux-mêmes, prennent conscience de leur force en la dépensant pour tous. Mais le vrai principe de l'ascension de Hugo vers l'idéal démocratique, c'est l'ampleur même de son génie. Les mots et les images dans son esprit se lèvent et s'élancent, comme un vol de grands oiseaux qui veulent conquérir l'infini : il a besoin des vastes espaces pour s'y déployer. Comment s'enfermerait-il dans les théories étroites et basses? Comment le génie, qui est sincérité, se résignerait-il, sans renoncer à lui-même, aux mensonges utiles, hypo-

crisie nationaliste, religion pour le peuple? Hugo a besoin d'une matière égale à sa forme, d'idées sublimes pour son vers sublime. Comment se serait-il mis en prison dans les préjugés d'une secte, d'une coterie, dans les étroitesses des salons et des académies? La terre ne suffisait pas à l'essor de son imagination grandiose, il allait, il s'élançait, hardi, en plein ciel, heurtant de son navire aérien les pilastres des astres et allumant de monde en monde les soleils nouveaux, les soleils de justice, de paix et d'amour.

Honorons donc Hugo sans arrière-pensée, en toute confiance; honorons-le comme il eût aimé à l'être, en faisant revivre en nos esprits sa pensée, en nous enchantant des beautés dont lui-même il fut un instant charmé, surtout en recevant de lui ce qu'il eût voulu nous donner, le courage, l'allégresse, l'énergie pour la lutte, et, dans la lutte même, la générosité, l'absence de haine, l'espérance et la volonté des réconciliations futures.

LA PHILOSOPHIE DU PEUPLE[1]

M. Gache sait les devoirs que confère le privilège du savoir, et il s'attache à les remplir. Il est de ceux qui pensent que les hommes ont besoin d'être raisonnables pour être libres, et, avec un zèle infatigable, il s'efforce de propager et de transmettre les vérités qui, dans une démocratie, doivent devenir le patrimoine de tous. En exposant ses idées devant un auditoire populaire, il les contrôle, il en adapte l'expression à l'esprit de ceux qu'il veut instruire et convaincre, et s'il les publie, c'est après les avoir soumises à cette épreuve, après s'être assuré qu'elles sont claires, intelligibles, efficaces.

Le livre qu'il nous donne aujourd'hui est le résumé de leçons professées à la *Société pour l'Éducation populaire d'Alais*; il l'intitule hardiment *La Philosophie du Peuple*. Quelques-uns seront tentés de trouver le titre bien ambitieux, le livre bien modeste. Cette modestie volontaire est précisément ce qui me plaît, ce qui donne à cette œuvre une originalité, ce qui en fait la

1. Préface à *La Philosophie du Peuple* de M. Gache.

signification et le prix : sans longue discussion, sans phrases, sans polémique, elle montre ce que beaucoup s'obstinent à nier, que des progrès de la science et de la conscience se dégage une morale tout humaine, toute laïque, fondée sur l'intelligence de notre nature et des conditions que font à son développement les lois du milieu social et cosmique.

La Philosophie du Peuple n'est pas une métaphysique subtile et savante; vous y chercherez vainement l'exposé ou la critique des preuves de l'existence de Dieu; il n'y est pas question de l'immortalité de l'âme, du paradis ou de l'enfer, des peines ou des récompenses qui nous attendent dans la vie future. Elle n'affirme pas la cité céleste, elle ne la nie pas : elle l'ignore; elle nous laisse ici-bas, sur la terre, au milieu de nos semblables; elle se tiendrait pour satisfaite si elle nous enseignait à bien vivre la vie présente.

M. Gache se place au point de vue de ses auditeurs, et il se trouve que ce point de vue est celui des grands philosophes de la Grèce. Nous vivons, voilà le fait, et nous acceptons la vie, et le désir présent à tous nos désirs est qu'elle soit un bien : « à nous de la rendre ce que nous voulons qu'elle soit; le bien et le mal, dit l'Écriture, sont devant l'homme, ce qu'il aura choisi lui sera donné[1] ». Le bonheur n'est pas le privilège des riches; il ne nous vient pas du dehors; on le cherche partout où il n'est pas, dans la fortune, dans les sensations délicates, dans la paresse, dans

1. *Introduction*, p. 9.

les jouissances de l'ambition et de l'orgueil; on imagine que pour l'obtenir il faut des grâces spéciales, un rare concours de circonstances favorables; la vérité est que pour la plus grande part il dépend de nous-mêmes; nous devons le conquérir, le mériter, nous le donner à nous-mêmes.

M. Gache, dans *La Philosophie du Peuple*, cherche précisément comment, de nos jours, dans notre société industrielle et démocratique, avec les conditions qui lui sont faites, il est possible à l'ouvrier de lutter pour la conquête du bonheur, c'est-à-dire d'être un homme au sens vrai de ce mot. Il ne craint pas les humbles conseils, les détails minutieux, les renseignements pratiques, l'insistance sur ce qu'on néglige le plus souvent dans les livres, sur ce qui, en fait, est le fondement de tout le reste. La santé est le premier de tous les biens, celui qui se retrouve en tous les autres; nous n'en sommes plus à l'ascétisme, à la haine du corps, à la saleté sanctifiante : les règles de l'hygiène sont des règles morales. La propreté ne va pas sans la tempérance, l'une et l'autre sans le respect et la possession de soi-même. Après l'*hygiène*, M. Gache étudie l'*habitation*, puis l'*économie domestique*, le budget normal de l'ouvrier, l'art de l'établir, l'obligation de s'y conformer; enfin le *mariage*, ses devoirs et ses joies. Toujours il s'efforce d'établir par des faits, par des exemples simples que le seul moyen pour l'individu d'être heureux, c'est, selon la pensée des philosophes grecs, d'être vertueux, c'est-à-dire de remplir les fonctions qui résultent de sa nature,

d'accomplir ses devoirs de père et de citoyen, bref de vivre une vie vraiment humaine.

Placé surtout au point de vue de l'individu, l'auteur n'insiste pas sur la solidarité qui nous unit les uns aux autres, sur les obligations qui nous associent aux grandes œuvres collectives et donnent à notre vie éphémère une sorte de perpétuité dans le bien qui se commence par notre humble effort. Mais il n'ignore pas que nous accomplissons notre destinée « dans la société de nos semblables et grâce à leur collaboration [1] ».

A propos des logements ouvriers il montre avec force les taudis repoussants où sont confinées des familles de plusieurs personnes; il dit l'immoralité, le vice et le crime sortant, par une sorte de fatalité, d'une misère dont sont responsables ceux qui s'y résignent. Sa conclusion nous fait même entrevoir une conception plus vaste et plus haute de la solidarité qui lie le bonheur de l'individu à la conquête de la planète par la science et par l'effort de tous les hommes : « le bonheur naîtra de l'unanime accord de la terre entière, il sera fils de la planète [2] ».

L'auteur, diront quelques-uns, a prêché la recherche du bonheur, il a réussi même, supposons-le, à montrer l'intime rapport qui l'unit à la vertu; mais a-t-il supprimé la souffrance et la mort? Sa petite sagesse terre à terre nous abandonne à ces maux sans consolation; il faut l'espérance et la foi pour donner un

1. *La souffrance et la mort*, p. 188.
2. *Conclusion*, p. 223.

sens à la douleur, pour nous la faire aimer en mêlant à la résignation la volupté d'une joie spirituelle. — Quel coup de génie d'avoir fait de la victime un élu! L'auteur répond que la morale n'est pas l'art d'être infirme, mais la science de bien vivre. La mort est une loi à laquelle nous saurons nous soumettre : nous la dépouillerons des fantômes terrifiants dont la superstition l'accompagne; nous la regarderons en face, nous comprendrons qu'elle a un sens, qu'elle est la condition du progrès, qu'elle rajeunit incessamment l'humanité; surtout nous vivrons de telle sorte que nous la voyions venir avec sérénité, comme le travailleur le repos mérité « d'une journée tôt commencée et bien remplie[1] ». La mort n'est pas plus redoutable que la naissance; l'une finit la vie, l'autre la commence, ce qui importe est ce que nous savons faire tenir de labeur, de vertu, de bien pour nous-même et pour les autres dans l'intervalle de ces deux instants. Et la douleur? Nous la supporterons vaillamment, nous en tirerons profit, nous mesurerons notre force, notre énergie contre elle. Mais nous ne l'aimerons pas, et au lieu de gémir ou de nous résigner, nous travaillerons, autant qu'il dépendra de nous, à réduire son empire, en supprimant tous les maux dont les hommes, par leur imprévoyance, par leurs vices, par leur incurable sottise, sont les auteurs responsables.

Ce petit livre, dont nous venons de donner la

1. *La souffrance et la mort*, p. 198.

substance, est excellent; il sera utile au peuple, aux instituteurs, à tous ceux qui cherchent à l'instruire sur ses devoirs et sur ses vrais intérêts. L'auteur nous avertit qu'il ne veut pas tout dire, que de parti pris, il laisse quelque chose à découvrir à ses lecteurs. Il n'insiste pas assez, à mon sens, sur le rapport de la vie individuelle à la vie sociale. J'aimerais qu'il développât, avec sa clarté coutumière, quelques idées qu'il se borne ici à indiquer brièvement. Il nous dira certainement un jour ce que l'homme doit à la société, ce que son labeur prend de grandeur, quand il l'accomplit dans une haute pensée, comment la besogne la plus humble peut être sanctifiée par son rapport à la tâche qui se poursuit par l'effort de tous; il nous montrera notre vie d'un jour dans la pérennité de la vie collective, la religion qui unit l'individu à tous les hommes, à ceux d'aujourd'hui, à ceux qui ne sont plus et à ceux qui ne sont pas encore, et l'humanité même à la planète qu'il lui appartient de pénétrer d'intelligence, d'animer de sa pensée.

Mais ce qui donne à ce petit livre tout son sens, c'est sa simplicité même, sa bonhomie, son caractère d'évidence. Par cela même qu'il ne remet pas en question les principes, qu'il part de ce qui ne lui est pas contesté par le public auquel il s'adresse, il constate certaines vérités, certaines croyances qui vivent dans la conscience populaire. On feint de croire que la démocratie est désorientée, qu'elle est sans idéal, que tôt ou tard elle devra faire amende honorable, se soumettre repentante à l'autorité de l'Église, qui

détient le monopole de la morale. La science qui a transformé, avec l'idée de l'univers, toutes les méthodes, toutes les habitudes de la pensée, aurait laissé intacte notre conception de la destinée humaine. La croyance traditionnelle serait confirmée par l'impossibilité d'y substituer une doctrine nouvelle de la vie.

La vérité est que les vieux dogmes sont désormais sans efficace : le diable, qui a joué un si grand rôle dans la vie morale de nos pères, nous est presque aussi étranger que Jupiter; il a disparu même des asiles d'aliénés, il y est supplanté par le spiritisme et l'électricité. Le peuple a son idée de la vie, sans doute il est incapable de la formuler nettement, mais vous reconnaîtrez ce qu'il pense et ce qu'il croit par ce qu'il comprend et par ce qu'il accepte. Essayez de lui dire que la vie présente n'a pas de sens par elle-même, qu'elle est une épreuve, un mauvais moment à passer, que la justice n'est pas de ce monde, qu'elle règnera dans une cité meilleure; que les riches sont les vrais pauvres, qu'ils auront reçu leur part ici-bas et que la meilleure part lui est réservée; offrez-lui ces consolations hypothétiques et demandez-lui, en échange, de se résigner à l'iniquité sans impatience ni révolte. Dites-lui au contraire qu'il convient de prendre au sérieux la vie présente, que la fin de l'homme est d'être homme, qu'il ne l'est que par la société qu'il forme avec ses semblables et dans la mesure où il y réalise la justice et la fraternité; parlez-lui des bienfaits de la science, de la nécessité de connaître les

lois de la nature tout à la fois pour s'y soumettre et pour les faire concourir aux fins supérieures que pose l'esprit, prêchez-lui la loi du travail, de l'effort sur soi-même et pour tous; montrez-lui la vie individuelle comme un élément et comme un moment de la grande vie qui, de générations en générations, se perpétue et dont le grand labeur continu enfante la justice et la vérité. Là est l'idée morale nouvelle, l'idée que vous retrouverez aussi bien dans la religion de Tolstoï que dans cet humble manuel du bon père de famille et du bon citoyen : nous vivons ici-bas, c'est ici-bas que nous voulons faire le bien, réaliser l'ordre moral. Nous ne mettons plus au principe de notre conduite ce que nous ignorons, ce qui est possible, d'audacieuses hypothèses érigées en certitudes; nous partons de ce que nous savons, nous voulons d'abord ce que nous pouvons; nous entendons faire notre besogne, tout ce qui dépend de nous, de notre intelligence et de notre volonté. Ceux qui remettent si aisément la justice à une autre vie et à un autre monde donnent à penser qu'ils ne sont pas pressés de la voir régner ici-bas. Quand les hommes aimeront la justice, quand ils cesseront d'adorer les violents et les meurtriers, quand ils se traiteront en frères, ils pourront, sans hypocrisie ni mensonge, invoquer leur Père céleste : jusque-là Caïn nous suffit comme ancêtre.

FÉLIX PÉCAUT

Il me coûte de parler de Félix Pécaut ; son souvenir est si vivant en moi, que je ne m'étais pas encore avoué sa mort, que je ne m'y étais point encore résigné ; je sais aussi qu'en disant ce qu'il a pensé, ce qu'il a fait, on risque de laisser échapper ce qu'il y eut en lui de meilleur et de plus rare. Au delà de ses idées et de ses actes, il faudrait aller jusqu'à l'âme ardente et sincère, recréer à force de pénétration, de sympathie, la personne morale, retrouver le secret de l'harmonie supérieure qui accordait en elle la raison lucide et la passion contagieuse du bien, la modestie et la pleine liberté du jugement, la foi et la tolérance, la grâce morale et l'austérité. La seule manière de louer dignement un homme comme Félix Pécaut serait, en évoquant son image toute vive, de prolonger son action bienfaisante, de faire renaître incessamment en des âmes nouvelles les sentiments de confiance généreuse qu'inspiraient sa présence et sa parole à tous ceux qui l'approchaient.

*
* *

On sait assez ce que ses élèves lui ont dû, quelle haute idée il a su leur donner de leur tâche, quelle ferme volonté de la bien remplir; je sais que plus d'un de ceux qui furent appelés à l'école de Fontenay pour enseigner les autres y trouvèrent des leçons précieuses, dont ils n'ont perdu ni le souvenir ni la reconnaissance. Quand on entrait pour la première fois dans le cabinet du directeur, on éprouvait une surprise. Au lieu de l'administrateur timide, inquiet, demi-bienveillant, demi-sournois, qui d'abord vous conseille la prudence, puis vous avertit de tout ce qu'il faut craindre, de tout ce qu'il faut éviter, de tout ce qu'il faut ne point faire, et conclut en vous conseillant la prudence, vous trouviez un homme, un homme sérieux, simple, résolu, qui vous parlait d'une œuvre positive à accomplir, sans phrases, vous en faisait sentir la portée, la grandeur, le lien aux intérêts généraux du pays, et vous demandait d'y collaborer avec confiance, avec ingénuité, sans regret d'un temps bien dépensé. On ne fait pas marcher les hommes en les paralysant; Félix Pécaut savait qu'un devoir accepté, compris, aimé, donne de l'élan pour l'action et la règle sans l'entraver. On ne lui résistait pas; je lui avais promis un concours de quelques semaines, il m'a gardé pendant plus de deux ans, et je ne l'ai quitté qu'avec le plus vif regret.

Je n'étais pas retenu seulement par l'intérêt de la tâche qui m'était confiée, je m'étais fait une douce

habitude des courts entretiens qui précédaient et suivaient les conférences. Après l'accueil d'un bon et cordial sourire, nous causions des faits du jour; et, d'un mouvement insensible, la causerie s'élevait, comme son esprit même. Il n'avait pas la courte vue du politicien qui vit à la petite semaine; il avait sur les choses un point de vue original, bien personnel. Qu'il s'agît de politique, d'éducation, de littérature ou d'art, il cherchait dans les événements ce qu'ils témoignaient des progrès ou des défaillances de la conscience nationale. Il avait un sens merveilleux du « spirituel »; pour lui, la France avait une âme, et, au delà de ce qu'elle faisait, de ses crises, de ses erreurs, de ses entraînements, par une sorte d'intuition, il apercevait la vie intérieure, le ressort moral, la valeur du caractère, ce qui dans le présent laisse pressentir l'avenir, s'il est vrai que l'avenir n'apporte à un peuple que ce qu'il mérite en le conquérant. Je ne me lassais pas d'admirer la sûreté de son jugement moral, son art de revenir du cas particulier, si enveloppé qu'il fût, au principe général et vrai qui l'éclairait; j'étais surpris de ce qu'il y a de hardiesse dans la droiture d'une conscience qui se refuse aux concessions de l'intérêt, non par fanatisme, mais par la conviction sereine qu'il n'y a pas d'intérêt contre la justice et la vérité. Rien ne valait l'exemple de cette pensée libre et sincère qui se contrôlait sans cesse elle-même au contact de la réalité, qui se refusait à toute formule, à tout aphorisme banal et, sans crainte, sans lassitude, avec une sorte de fraî-

cheur et d'innocence, allait vers la vérité. Les idées n'apparaissaient plus comme des abstractions indifférentes, faites pour le jeu du dilettantisme philosophique, mais bien comme des actes, dont chacun était responsable envers soi et envers tous. Il y avait en Félix Pécaut quelque chose de plus, ce qui ne s'analyse pas, un charme, une influence; sans y songer, comme Socrate qu'il aimait entre tous, plus qu'Épictète, plus que Marc-Aurèle, il exerçait cette séduction morale, dont Alcibiade s'indignait sans pouvoir s'y soustraire. « On ne se laisse pas aller volontiers, dit Kant, au respect à l'égard d'un homme; on cherche quelque chose qui puisse en alléger le fardeau, quelque motif de blâme qui dédommage de l'humiliation causée par l'exemple qu'on a sous les yeux. » Le respect allait naturellement à Félix Pécaut. C'était le sentiment que d'abord il inspirait, mais ce sentiment n'avait rien de pénible, rien de contraint, il était un des charmes de son amitié.

*
* *

On a dit de Félix Pécaut qu'il était un « saint laïque ». « L'état moral qui convient à l'homme, c'est la vertu, c'est-à-dire *la moralité dans la lutte*, et non *la sainteté* » (Kant), qui serait le repos dans le bien toujours voulu, toujours accompli. Les saints ne nous touchent que dans la mesure où ils restent des hommes, où ils ne méritent point, à rigoureusement parler, le nom que notre piété leur donne. La vie des saints des religions positives n'est qu'une suite de

tentations, une lutte perpétuelle contre les plus méchants diables qui leur jouent les plus méchants tours. Félix Pécaut est resté dans l'épreuve, il a connu ces intervalles où les clartés intérieures s'obscurcissent, la douleur qui vient de la contradiction obstinée des hommes et des choses; lui aussi, sans doute, il a vu surgir celui qui s'annonce : « Je suis l'Esprit qui toujours nie » (Faust). Félix Pécaut n'est pas seulement resté dans l'épreuve, il est resté dans la vie. S'il fut un saint, c'est-à-dire un homme dont la vie peut servir d'exemplaire à d'autres hommes, il fut un saint laïque. Il ne s'enfuit pas au désert pour y chercher Dieu. Dieu nulle part ne lui parut plus présent, plus visible que dans une conscience humaine; il ne s'absorba point dans le souci de son salut personnel, il savait que seule l'illusion de l'égoïsme détache l'individu et l'isole; il ne réduisit pas la vie jusqu'à la rapprocher indéfiniment de la mort, il en accepta toutes les fonctions, parce qu'il voulut tous les devoirs qui leur répondent.

Il me disait un jour : « Je crains parfois que notre morale, avec ses prescriptions, ses défenses, n'ait quelque chose de trop négatif, qu'elle ne limite arbitrairement l'art et la vie dans leur expansion légitime. » Sa morale était trop active, trop mêlée aux choses de ce monde, trop militante pour justifier ce scrupule. Il fonda une famille en laquelle survit son esprit; il aima la France avec une passion qui n'altéra jamais la lucidité de son jugement. De santé fragile, contraint au repos, il donna au pays éprouvé

les conseils les plus sages, et quand on l'appela à réaliser lui-même le plan d'éducation qu'il avait tracé, sans consulter ses forces, il se dévoua tout entier à cette œuvre. Il ne se désintéressa jamais des affaires publiques, rien de ce qui touchait la France ne le laissait indifférent, il refusa de se retirer du devoir avant l'heure, et sur son lit de mort, dans l'immense lassitude qui depuis des mois lui faisait pressentir l'éternel repos, il voulut que son dernier souffle ne fût point perdu pour la patrie, il y mit un avertissement, un appel suprême, une protestation en faveur de la justice et de la vérité que la France ne saurait trahir sans se trahir elle-même. Le sentiment moral ne le reliait pas seulement à la patrie, à la société des hommes; ce qu'il a de fort, de profond, d'invincible, lui donnait la conscience de l'ordre éternel qui le fonde et le justifie. Il ne doutait pas que le monde n'eût un sens, qu'un esprit divin n'y révélât sa présence, obscure dans l'ordre matériel, transparente dans l'ordre moral. Le triomphe du bien dans le vouloir de l'honnête homme le rassurait. Il croyait que le bien est la réalité véritable, parce qu'il est le véritable intelligible. Il se confiait à cette légitime espérance : le sentiment moral, par son intensité même, se transformait logiquement en lui dans le sentiment religieux, qui le mettait en communion avec l'universel et l'absolu. Il n'ignorait point que cette croyance n'est pas confirmée par les faits, que la nature et l'histoire incessamment la démentent et la nient; mais fidèle à la raison jusqu'au bout, il la

suivait sans défaillance jusqu'à la foi qui, loin de s'opposer à elle, de la contredire, ou même de s'y surajouter, la couronne et l'achève.

*
* *

On peut dire que toute la vie de Félix Pécaut, vie tout intérieure, riche d'expérience morale, le préparait à son rôle d'éducateur. Élevé dans l'orthodoxie protestante, pendant plusieurs années pasteur honoré, aimé de tous, il se détacha du dogme chrétien, sans violence, sans à-coup, par le progrès insensible d'une raison qu'éclairait l'amour de la vérité, que soutenait la ferme volonté de ne s'arrêter qu'à elle. La foi religieuse, dont il avait si longtemps vécu, le défendait de l'intolérance; le courageux effort par lequel il s'en était affranchi lui donnait le sens de la liberté véritable et des devoirs qu'elle impose. Il savait ce qu'il y a d'orgueil et de naïveté à prétendre tout inventer dans l'ordre moral : on combat la tradition avec les forces qu'on lui doit; il savait que tout n'est pas erreur et mensonge dans les religions positives : seule, une âme de vérité a pu maintenir ces grands édifices, pendant des siècles leur a permis d'abriter les hommes. Mais il savait aussi les dangers du pharisaïsme, qui substitue à la vie morale une discipline tout extérieure, à la croyance qui jaillit des profondeurs de l'âme l'eau stagnante et croupie qu'on y verse du dehors. L'adhésion à des dogmes qu'on s'imagine croire, parce qu'on se fait une règle de ne les point mettre en question, énerve la pensée. La

perpétuelle inquiétude de détourner les yeux de ce qui devrait d'abord les fixer ne va pas sans une hypocrisie demi-volontaire qui altère la sincérité du cœur et la droiture de la volonté.

Félix Pécaut voulait que l'éducation, loin de favoriser la paresse et l'inertie naturelles, développât avec l'initiative le sens de la responsabilité, qu'elle fût un constant effort pour former des hommes éclairés et libres. Rien ne lui répugnait autant que la direction de conscience : il voyait dans le rapprochement même de ces deux termes quelque chose de contradictoire, l'absurde prétention de se substituer à un homme dans une œuvre qui ne peut être accomplie que par lui. La vie morale est une vie intérieure, personnelle; elle ne consiste pas dans les gestes, mais dans les intentions, dans les jugements qui les déterminent; le premier des devoirs, celui auquel tous les autres sont suspendus, est le devoir d'éclairer sa conscience et de n'obéir qu'à elle. Cette vérité s'impose avec une force particulière dans une société comme la nôtre, que divisent les confessions religieuses, et qui se voit contrainte de chercher, au delà de la lettre des dogmes imposés, les principes qui peuvent reconstituer l'esprit public. « L'État, la société civile, ne peut vivre et se maintenir, se développer fortement et pacifiquement qu'à la faveur d'une communauté d'idées et de sentiments qui prévaille, chez la généralité des citoyens, sur les diversités d'origine et de tradition, de famille et d'église. » L'éducation publique ne peut être que laïque. Elle ne peut

s'appuyer que sur une autorité, celle de la conscience et de la raison : « elle compte sur la raison pour incliner l'âme des enfants à la loi du bien et de la vérité en les affranchissant de la superstition, de la crédulité, des partis pris de la passion et de la coutume ». Cette raison est libre, inaliénable, elle n'est ni intolérante ni fanatique, elle est intérieure à chacun et commune à tous : « elle est toute pleine de vérités et de principes qu'elle tient de la tradition; ce n'est pas une raison née d'hier, ni individuelle et arbitraire, c'est la raison humaine que chacun peut revendiquer comme sienne, mais dont personne, pas même les plus savants, ne peut dire qu'elle soit tout entière à lui ».

Prenant son point d'appui dans la nature, fondée sur la raison et sur la liberté, l'éducation laïque prépare des hommes pour la vie terrestre, des hommes qui aient la pleine conscience de leur dignité personnelle, qui osent penser, qui sachent vouloir, et qui, pénétrés de l'idée de la solidarité qui les unit à tous, s'efforcent « de réaliser progressivement ici-bas le plus haut idéal de justice, de bonté, de beauté ». Mais comme l'éducation laïque débute en conciliant dans la souveraineté de la raison la liberté du jugement et l'autorité consentie qui la limite et la règle, elle s'achève en élevant la raison jusqu'à la foi vivante dans le vrai et le bien qui rassure et confirme la volonté morale, en lui faisant pressentir l'éternel dessein auquel elle collabore. « Le monde et Dieu sont les deux pôles d'une pensée et d'une activité

normales. » Dégagée de tout formalisme, le sentiment religieux n'est que le sentiment moral qui s'approfondit. Félix Pécaut ne veut pas que l'école humilie l'esprit, qu'elle ne le prépare qu'aux œuvres serviles, il veut qu'elle s'ouvre toute grande au souffle religieux, qu'à tant de choses utiles qu'elle enseigne elle joigne cette chose *inutile*, « cette chose qui ne sert qu'à élever l'âme, à l'agrandir, à la rendre confiante et courageuse, en lui dévoilant sa noble destinée morale et sa parenté divine; qui donne tout ensemble la joie de vivre et la force de bien vivre; qui fait l'homme supérieur à lui-même, et qui le relie du lien le plus intime à ses semblables et à la nature entière ».

La pédagogie de Félix Pécaut sort tout entière de son expérience de la vie morale; c'est en s'élevant lui-même qu'il a appris l'art d'élever les autres. Cet art ne consiste pas à créer dans l'individu un mécanisme d'habitudes et de préjugés, qui jouant à coup sûr le dispense de vivre, il consiste à lui donner le goût de la vie, le sentiment de ce qu'elle a de toujours nouveau, de toujours imprévu, la volonté d'y apporter une pensée sincère, un jugement libre, une conscience droite. L'éducation véritable révèle l'homme à lui-même, elle lui apprend ce qu'il peut et ce qu'il doit, elle ne finit pas ce qui ne sera jamais fini, elle exerce les forces dont il lui appartient de faire usage, pour créer l'idéal de la personne morale qu'il veut être, et pour réaliser cet idéal par un effort patient et continu.

*
* *

Ce que nous appelons la gloire, trop souvent n'est que le prolongement et l'écho du bruit qu'ont fait ici-bas les violents et les malfaisants; nous oublions les doux et les simples; je ne sais si Félix Pécaut sera mis jamais au rang qu'il mérite : c'était le dernier de ses soucis, sa modestie aimait le silence sur sa personne. Il vivra mieux que dans la mémoire des hommes, il vivra dans les âmes qu'il a formées, dans le bien qu'il a fait et qu'il continuera de faire, dans ce qui se transmettra de son esprit par la tradition de notre enseignement national, dans l'effort moral ignoré d'un enfant de nos campagnes; il aura de la gloire tout ce qu'il en eût voulu, la puissance de faire après sa mort un peu de ce bien auquel il avait dévoué sa vie tout entière : à nous qui l'avons connu, qui l'avons aimé de lui assurer cette immortalité, moins en répétant son nom qu'en poursuivant son effort.

L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET LA PHILOSOPHIE[1]

I

Messieurs,

La tradition s'est établie qu'à cette séance d'ouverture des conférences l'un des directeurs d'études prenne la parole au nom de tous : c'est d'abord pour que vous sachiez que nous ne nous ignorons pas les uns les autres, que nous formons une grande famille dont tous les membres sont solidaires; c'est aussi pour qu'il soit bien entendu qu'il n'y a ici ni sectes, ni coteries et que dans la division du travail, rendue nécessaire par les progrès de la science, nous gardons le sentiment de l'unité supérieure qui de nous tous fait les ouvriers de la même œuvre. Le pédant méprise ce qu'il ignore, croit qu'il n'y a d'intéressant et d'utile que ce qu'il sait et ce qu'il fait, chaque matin regarde l'humanité dans son miroir qui ne renvoie que l'image d'un sot : vous le chercherez vainement parmi nous.

1. Discours prononcé à la séance d'ouverture des conférences de la Faculté des lettres de Paris.

Je ne m'attarderai donc pas aux détours d'un exorde insinuant pour aborder devant vous un sujet auquel vous ne pouvez être indifférents, puisqu'il intéresse l'éducation nationale, celui de l'enseignement secondaire de la philosophie. La question a été si amplement discutée cette année même et par des maîtres d'une telle autorité qu'il peut paraître inutile, sinon présomptueux, de prolonger le débat. Les problèmes complexes ont des faces multiples. Sans revenir sur ce qui a été dit et bien dit, en vous avertissant de tout ce que je néglige de parti pris, je voudrais seulement examiner l'opinion de ceux qui croient trouver un argument suffisant contre notre enseignement de la philosophie dans le fait que cet enseignement est exclu des gymnases de l'Allemagne. La logique nous apprend que dans le raisonnement par analogie il faut d'un cas à l'autre tenir compte des différences. Avant de conclure de ce qui se passe en Allemagne à ce qui doit se passer en France, il importe de se demander pour quelles raisons l'enseignement de la philosophie n'est pas donné dans les gymnases et de voir si vraiment les hauts problèmes, auxquels l'homme ne deviendrait pas indifférent sans déroger, ne sont ni posés ni résolus dans l'école secondaire.

Par une bonne fortune, dont je veux vous faire profiter, j'ai trouvé sur ce sujet une consultation de tout un groupe de professeurs allemands, qui me paraît propre à nous éclairer. Chaque année, les directeurs des écoles supérieures — gymnases et écoles réales — d'une même province se réunissent pour discuter

certains problèmes pédagogiques; chaque directeur représente le collège des professeurs de son école dont il apporte l'avis. En 1881, la question de la « propédeutique philosophique » était à l'ordre du jour de la conférence des Directeurs des écoles de la province du Rhin. 28 gymnases étaient représentés et avaient envoyé des rapports rédigés après discussion : nous ne saurions mieux faire pour comprendre l'opinion des pédagogues allemands et ce qui la justifie que de nous en référer au compte rendu de cette réunion. La première question posée était celle de savoir s'il convenait de maintenir dans les programmes « la propédeutique philosophique » : des 28 rapporteurs des gymnases 23 répondent affirmativement, soit 82 p. 100; cet accord en un pareil débat équivaut à l'unanimité. Mais ce qui surtout nous intéresse, c'est de savoir ce que doit être cet enseignement, son objet, son importance, ses limites. Ici les opinions se multiplient et s'opposent; psychologie, logique, morale, métaphysique, esthétique, histoire de la philosophie, chacune de ces sciences a ses partisans. Mais de cette diversité d'opinions le rapporteur général arrive à dégager les conclusions qui répondent à l'avis de la majorité. « La propédeutique philosophique, dit-il, est considérée comme devant amener l'écolier qui a pensé naturellement, instinctivement, à réfléchir sur la nature de la pensée et à remarquer qu'elle a des lois générales. » Ramenée à ces termes, la question de l'objet sur lequel doit porter la « propédeutique » se transforme en un problème plus

simple : quelles sont parmi les sciences philosophiques celles qui sont les plus propres à donner à l'esprit la conscience qu'il observe des lois dans son action spontanée? La psychologie a paru à beaucoup préférable à la logique, plus intéressante, plus vivante; mais on lui reproche de soulever des problèmes dangereux sur les rapports du physique et du moral, sur la nature de l'âme. La psychologie restera très élémentaire, purement empirique ; elle se bornera à l'énumération des éléments de la pensée et des lois régulières selon lesquelles ces éléments se combinent (lois de l'association des idées). C'est surtout à la logique, à l'étude du raisonnement déductif et des méthodes inductives qu'on demandera d'apprendre à l'écolier que l'esprit n'agit pas au hasard, qu'il a ses lois et qu'il ne les viole pas impunément. Pour achever de vous édifier sur cette propédeutique philosophique, je me contenterai de vous lire l'article 8 du « protocole », — c'est le terme consacré, — qui résume les conclusions de la conférence : « L'enseignement serait donné en Unter-Prima et Ober-Prima : deux heures chaque semaine pendant douze semaines, placées au commencement du second semestre. » Vous voyez que je ne vous cache rien.

Mais, messieurs, s'il faut éviter l'outrecuidance, plus encore convient-il de se défendre de la servilité. Avant d'adopter l'opinion des pédagogues allemands, sachons si nous avons les mêmes raisons de penser ce qu'ils pensent. N'êtes-vous pas frappés de voir qu'il n'est fait aucune place à cet enseignement de la

morale qui nous a tant préoccupés depuis vingt ans? Sur ce sujet, les opinions exprimées ne laisseront pas de vous surprendre. Un rapporteur écrit : l'étude de la morale est trop peu importante pour être admise dans le programme des gymnases. J'ai observé, dit un autre, que particulièrement chez les natures bien douées, le sentiment moral est très faible, très incertain, sujet à erreur, tandis que les facultés intellectuelles sont très développées, et il conclut à proscrire l'étude de l'Éthique du gymnase. Avant de nous scandaliser, efforçons-nous de comprendre. Si les pédagogues allemands se désintéressent à ce point de la morale purement humaine; s'ils en parlent avec cette liberté, avec ce sans-gêne, c'est qu'ils ont mis à part et réservé pour l'écolier la morale religieuse. L'argument décisif qu'ils opposent à l'enseignement de la morale au gymnase, c'est qu'il est inutile et dangereux : inutile, parce qu'il ferait double emploi, parce qu'il existe déjà sous une autre forme; dangereux, parce que le professeur de philosophie pourrait contredire le professeur de religion et par ce désaccord porter le trouble dans les esprits. Si la philosophie est exclue des écoles secondaires, c'est qu'elle est contraire à l'idée de l'éducation qu'on y veut donner, c'est qu'elle implique la discussion, c'est qu'elle est l'esprit libre, c'est qu'elle met en question les principes que l'on entend laisser à l'état de dogmes incontestés. Le christianisme règne en maître au gymnase, tout lui doit être subordonné.

De ce point de vue les choses se renversent. Loin

que tout enseignement moral et philosophique soit banni des écoles d'Allemagne, il existe partout, à tous les degrés, jusque dans l'école primaire. Ce n'est pas en chargeant la jeunesse de connaissances matérielles qu'on l'élève à l'idée de ce qu'elle doit penser et de ce qu'elle doit faire. Je ne crains pas de dire qu'au gymnase l'enseignement philosophique et moral commence dès les plus basses classes pour se prolonger jusqu'à l'Ober-Prima. La philosophie enseignée est la philosophie chrétienne. Quelles que soient les opinions personnelles que l'on professe à cet égard, il faut reconnaître qu'il y a là une conception générale de l'univers et de la vie qui a suffi à quelques grands esprits. N'objectez pas que cet enseignement religieux n'a rien de commun avec l'enseignement philosophique. Il est donné par un professeur et non par un pasteur; il est compris dans le plan des études; il a sa sanction dans les examens; surtout il constitue une étude régulière, continue, qui n'est pas livrée au caprice individuel, mais dont le développement logique et progressif est prévu, arrêté par les programmes. Laissez-moi très brièvement, d'après le plan suivi dans une des plus anciennes et des plus célèbres écoles secondaires de l'Allemagne, la Thomasschule de Leipzig, vous donner l'idée de ce qu'il y a d'unité, de suite, de philosophie, si vous voulez, et dans l'enseignement, et dans la méthode selon laquelle il est donné. Dans les trois classes inférieures, on développe la foi, on s'adresse à la crédulité naïve, on forme des habitudes avant de les justifier; la morale ne se

distingue pas des histoires bibliques, des légendes chrétiennes, des images où elle est comme sensible; les préceptes sont des exemples, le devoir se ramène à l'amour et à l'imitation de Jésus. Durant les cinq années suivantes, on étudie l'histoire du christianisme; dans l'Ancien Testament, ce qui le prépare et l'annonce; dans le Nouveau, ses origines, ses débuts, ses progrès, puis la formation du dogme, la constitution de l'Église : par là on substitue à la foi naïve une croyance raisonnée déjà puisqu'elle cherche sa justification dans les faits. C'est là quelque chose d'extérieur encore : pendant la dernière année que l'écolier passe au gymnase, on l'initie à « la théorie de la foi dans l'Église chrétienne »; c'est, selon l'idée du protestantisme, un appel de l'autorité à la liberté qui la consacre, un effort pour achever la croyance en lui donnant quelque chose d'intime et de réfléchi, pour faire du dogme non pas un décret arbitraire, mais une vérité qui naît du dedans, qui sort comme des profondeurs de la conscience religieuse qui n'est elle-même que la conscience morale s'acceptant tout entière. Le jeune homme au sortir de l'école a, vous le voyez, un système d'idées sur le sens de la vie, sur sa propre destinée, sur ses rapports avec le monde et avec Dieu. L'enseignement religieux n'est pas un semblant, une concession à des préjugés qu'on ménage; il n'est pas libre, il est obligatoire, il est l'éducation morale que l'État se reconnaît le droit et le devoir de donner. Une circulaire du ministère de l'Instruction publique du royaume de Prusse ordonne que l'enfant

non baptisé soit instruit d'office dans la religion de ses parents, à son défaut dans la religion de l'État.

Pour achever de caractériser cette éducation, j'ajoute que l'enseignement religieux se relie à l'enseignement civique. Le professeur d'histoire se fait l'auxiliaire du professeur de religion, donne toute sa force à la tradition chrétienne en la confondant avec la tradition nationale. *Germanthum*, *Christenthum*, civilisation chrétienne, civilisation germanique, les deux expressions sont, paraît-il, synonymes. Il est entendu que le christianisme, le seul, le vrai, fait sa réapparition dans le monde avec la Réforme et que la Réforme est l'œuvre de l'Allemagne, qui a donné deux fois la liberté à l'Europe, une première fois en brisant les cadres administratifs de la Rome impériale, une seconde fois en affranchissant les consciences de la Rome papale. La cité antique avait ses dieux, dont le culte se confondait avec celui de la patrie; l'Allemagne protestante usurpe le christianisme, pour donner à ses fins nationales et relatives quelque chose de providentiel et d'absolu, pour mêler à l'amour de la patrie quelque chose d'universel, de métaphysique, tout en exaltant l'un par l'autre deux des plus puissants instincts de l'âme humaine.

Ai-je besoin de vous dire, messieurs, que c'est là un idéal, qu'il simplifie les faits, qu'il n'est point sans danger dans nos sociétés complexes et divisées. Pour avoir toute son efficacité, pour n'être point artifice et fiction, pour ne pas produire un effet contraire à celui qu'on en attend, il supposerait l'accord de tous

les esprits dans l'unité d'une même confession religieuse. On pourrait retourner, du point de vue catholique, l'idéal prussien et protestant, enorgueillir les jeunes Français d'être les serviteurs de la vraie foi, les soldats de l'autre seul christianisme authentique. Dans le *Discours sur l'histoire universelle*, Bossuet montre au Dauphin de France l'accord de ses devoirs de souverain et de chrétien; il lui rappelle Clovis, Charlemagne, saint Louis, et de quel père Dieu l'a fait naître; il évoque le souvenir des services rendus de tout temps par sa maison à l'Église, dont ses ancêtres ont mérité d'être appelés les fils aînés, « qui est sans doute le plus glorieux de leurs titres ». Bossuet, qui a le mérite et le courage de la logique, ajoute : « employez toutes vos forces à ramener dans l'unité tout ce qui s'en est dévoyé, et à faire écouter l'Église par laquelle le Saint-Esprit prononce ses oracles ». Quatre ans après la publication du *Discours sur l'histoire universelle*, la révocation de l'édit de Nantes envoyait à la Prusse les meilleurs Français, l'enrichissant de leur intelligence, de leur industrie, de leur énergie morale, dont elle profite encore. Nous n'en sommes pas consolés.

II

Messieurs, notre société est séculière, laïque, nous avons renoncé à l'ambition de faire l'unité dans les esprits par l'unité des confessions religieuses; ce n'est pas de l'autorité, de la contrainte des consciences,

c'est de la liberté, des devoirs qu'elle accepte ou qu'elle s'impose que nous attendons ce qu'il faut de concorde et d'esprit public à une nation pour vivre. Le plus sage n'est-il pas dès lors de simplifier le problème, de laisser en dehors de l'éducation la tradition religieuse pour s'en tenir à la tradition nationale, de faire ainsi sortir la vie morale de la jeunesse de l'amour de la patrie commune, de l'intelligence de son rôle et de ses destinées? N'attendez pas de moi que je nie la vertu éducatrice de l'histoire. Je me rappelle l'émotion avec laquelle, en 1882, je lus, dans ma petite chambre de Berlin, le très bel article de notre collègue, M. Lavisse, sur l'*enseignement de l'histoire à la Sorbonne*; je lui écrivis, sans le connaître, d'enthousiasme, il l'a certainement oublié, je m'en souviens toujours. Chaque peuple trouve dans le récit des efforts par lesquels il s'est constitué assez d'épreuves, de sacrifices, de sang et de larmes, assez d'actes héroïques, assez de fautes aussi, d'erreurs et de défaillances, pour composer la trame d'une vie passionnante qui ne finit pas, puisque chaque génération la reprend, la continue, en sent courir en soi le frisson et saigner les blessures anciennes. Sans parler de tout ce qu'elle ajoute à l'esprit, — et ce n'est rien moins qu'un monde, — l'histoire nous fait une première vie morale. Elle vivifie le sentiment patriotique par les images dont elle le nourrit; elle atténue l'égoïsme, elle relève la vie la plus humble en la reliant à la vie nationale, elle nous défend l'ingratitude envers ceux qui nous ont précédés, elle éveille dans la conscience

individuelle la conscience d'une existence plus haute dont on participe sans pouvoir en disposer, qu'on a reçue et qu'on doit transmettre, dont, par une sorte d'autonomie, on s'impose les obligations, sans se reconnaître le droit de les violer.

Est-ce à dire que l'histoire suffise à l'éducation? Je ne le pense pas. Les faits n'ont de sens que par une interprétation que sans doute ils limitent et dirigent, mais dont le principe est dans l'esprit, dans ses exigences, dans le droit qu'il se confère de juger ce qu'il représente. La philosophie de l'histoire est la philosophie de l'historien. La tradition n'explique pas tout : le politique qui marcherait droit devant lui dans la ligne du passé, pour n'avoir pas deviné, imaginé, si j'ose dire, le tournant de l'avenir, chercherait le progrès dans la réaction, ce qui est et ce qui sera dans le mirage de ce qui n'est plus. Le langage des faits n'est pas si clair que plusieurs commentaires n'en soient possibles et, qu'on le veuille ou non, ces dissentiments, à moins d'une autorité imposée, ramènent les questions dernières qu'on voudrait éviter et des faits à l'esprit qui les interprète et les juge. Nous attendrons en vain du dehors ce que nous devons penser, nous ne découvrirons pas dans le réel l'idéal qui ne peut naître que de l'esprit; rien ne nous libérera de l'initiative et de la responsabilité de nos idées.

Peut-être aussi ne serait-il pas sans danger de faire tenir toute la vie morale dans les devoirs du citoyen éclairé, commentés par l'histoire politique.

On parle beaucoup d'internationalisme : ne laissons pas tomber certaines idées, elles sont justes parce qu'elles sont généreuses et pourraient porter bonheur à ceux qui les ramasseraient. Il ne faut pas fournir de prétextes à ceux qui ne voient dans la patrie qu'un principe de haine et de division, sans soupçonner qu'ils n'y porteraient atteinte qu'en ruinant jusqu'à l'espérance de la société vraiment humaine qu'ils rêvent. Quand on compare ce qu'était l'Europe à la fin du XVIII[e] siècle à ce qu'elle est aujourd'hui, le premier mouvement est un sentiment de tristesse et d'angoisse. Au moment où éclate la Révolution française, il n'y a pas entre les peuples de haines violentes, inexpiables, les guerres sont plutôt politiques que nationales, il semble que l'Europe soit sur le point de prendre conscience d'elle-même, de ses idées communes, de sa solidarité dans l'œuvre d'une civilisation à laquelle tous ses membres collaborent. Aujourd'hui chaque peuple a fait son histoire, trouvé dans sa tradition des raisons de s'isoler, fait sortir de son passé des trésors de haine. L'homme de la philosophie a reculé devant le patriote de l'histoire. Je suis convaincu, messieurs, que ce recul n'est qu'apparent, que l'effort si douloureux, si cruel, par lequel se sont constituées après trois siècles de guerres atroces, — au milieu de combien d'agitations stériles, d'ambitions vaines, — les grandes nations modernes, n'a pas été perdu. Ceux qui veulent supprimer la patrie ne savent pas ce qu'ils font. Ils prennent ce qui est un moyen pour un obstacle;

ils croient qu'avec les grandes nations ils feraient disparaître les préjugés et les haines qui les séparent, ils les multiplieraient, ils les reporteraient dans chaque nation de cité à cité, de village à village, ils ramèneraient l'humanité à l'état atomique, à l'état amorphe, si j'ose dire, en décomposant les accords réalisés. La nature ne crée un organisme supérieur que par un enveloppement d'organismes de plus en plus complexes qu'une évolution lente et progressive fait conspirer en une vie plus haute dont l'unité les embrasse et les harmonise. Mais l'humanité n'est pas un fait, l'histoire ne la constate pas, il faut la vouloir, l'aimer, la faire; elle n'est pas donnée; elle est ce qui n'est point encore, ce qui peut être, une idée qui n'existe que dans l'esprit, que par l'esprit, que déjà en un sens il réalise par cela seul qu'il la conçoit, mais qui n'a chance d'entrer dans les faits, — ce n'est pas nous qui le nierons, — que par la science du passé, que par l'intelligence du présent, que par l'étude patiente des conditions qui en sont les antécédents nécessaires.

III

L'éducation consiste à donner des habitudes à l'enfant et, à mesure qu'il avance en âge, à lui faire accepter ce qu'il a subi, en confirmant les habitudes par les principes qui les justifient, à préparer ainsi contre les assauts de la passion la résistance d'une raison qui participe de la force irréfléchie de la

nature et comme de son entraînement. Ces principes doivent-ils être éprouvés par la discussion, proposés à la raison franchement, loyalement, ou ne doivent-ils être encore que des habitudes de la pensée qui achèvent de plier la machine? Quelle que soit l'opinion théorique, abstraite que l'on ait à cet égard, je dis que dans les conditions où nous sommes placés, que dans une démocratie comme la nôtre où tout est discuté, nié, renié, contesté, l'hésitation est impossible. Il faut que les jeunes gens qui formeront l'élite du peuple, qui auront charge à ce titre d'entretenir plus vive en eux la conscience nationale, se soient posé les grands problèmes dont la tradition ne leur livrera plus une solution consacrée, qu'ils aient été appelés à réfléchir sur l'homme, sur son rôle social, sur sa nature et sa destinée ailleurs que dans les coteries de sectaires. Que ceux que l'esprit de discussion inquiète songent qu'il est partout, qu'à ce titre il est bon qu'il soit exercé, fortifié, prévenu contre les plus gros sophismes. La liberté n'est pas une sinécure; elle apporte l'inquiétude, l'agitation, l'imprévu de la vie, il faut prendre avec elle les devoirs qu'elle impose. Je ne crains pas de dire que dans notre société démocratique l'enseignement secondaire de la philosophie se recommande précisément par les défauts qu'on lui oppose.

On reproche d'abord à la philosophie son obscurité. Entendons-nous. Si l'on veut dire qu'il ne faut pas exiger des esprits un effort qui les dépasse, qu'il y a un art d'amener aux problèmes, d'en faire pres-

sentir l'intérêt, d'en exposer les solutions, si d'un mot l'on souhaite que l'enseignement se mesure à l'intelligence de ceux qui le reçoivent, c'est une question de méthode qui se pose à propos de la philologie, de l'histoire, des mathématiques, de toutes les sciences auxquelles on ne demande pas seulement des vérités, mais un exercice de l'esprit qui serve à le former. Je connais nos jeunes philosophes, je puis affirmer qu'ils ont la volonté de bien faire et de faire du bien. Qu'ils se rappellent Spinoza causant avec son hôtesse, interrogeant les enfants de la maison sur le catéchisme; il ne leur lisait pas les premières propositions de l'Éthique, il mettait son esprit dans ce qu'il leur disait.

Mais, messieurs, quand on parle de l'obscurité de la philosophie, on entend moins la manière dont on l'expose, que les problèmes mêmes sur lesquels elle appelle la réflexion des jeunes gens. Ces problèmes sont difficiles, complexes, ils ont troublé, divisé les plus hautes intelligences, et il est impossible de les poser dans leurs vrais termes sans donner le sentiment de ce qu'ils ont de redoutable. — Puisque à la tradition religieuse qui accorde les esprits du dehors par l'autorité d'un dogme, nous opposons la liberté de conscience, puisque nous acceptons toutes les croyances sans leur rien demander que de vivre en paix, je crois qu'il est indispensable de montrer aux jeunes gens que les choses ne sont pas aussi simples qu'ils le pourraient penser, qu'ils ne se délivreront pas des plus hauts problèmes par un haussement

d'épaules, que moins encore ils les résoudront par l'arrogance et l'irréflexion.

Vous ne sauriez croire, messieurs, combien il est difficile de se débarrasser de la philosophie. Ne pas philosopher, c'est philosopher encore, mais sans méthode, avec une sorte de brutalité naïve. Il y a une philosophie spontanée qui supprime les difficultés en ne les voyant pas et trouve ses clartés dans les illusions des sens et de l'imagination. Quand on est ébloui d'une telle lumière, on s'indigne contre les aveugles volontaires qui y ferment les yeux; on les somme de voir clair; de là à les y contraindre, il n'y a qu'un pas. Pensez-vous qu'une année soit perdue à apprendre au jeune homme que la première apparence ne livre pas toute la vérité? Pensez-vous qu'il ne soit pas bon que par la réflexion sur la nature humaine, sur ses besoins et sur ses raisons de croire, sur la science et sur la morale, il soit averti que tout n'est pas clair, que le monde et la pensée posent des problèmes complexes qu'il faut aborder avec modestie? Dans une société aussi divisée que la nôtre, la tolérance est une vertu nécessaire : en découvrant l'esprit à lui-même, on l'étend, on l'agrandit, on l'humanise. On ne diminue pas la sottise sans diminuer un peu la méchanceté. Nous avons le droit d'espérer de l'enseignement philosophique non pas la dédaigneuse indifférence, l'ironique pitié du sceptique pour le croyant, non pas même cette tolérance de l'homme religieux qui n'est que la réaction de la charité, « toujours douce, tou-

jours patiente », contre la conviction orgueilleuse de posséder et d'offrir la vérité absolue, mais ce respect de la croyance d'autrui qui est la conscience de l'effort moral, où conspire toute l'âme, par lequel on a créé et l'on garde ses propres convictions.

On oppose maintenant la philosophie et la science, et pour beaucoup cette opposition équivaut à une condamnation. Je ne crains pas de dire que c'est précisément le développement considérable des sciences positives, leur autorité, leur prestige qui justifie l'enseignement de la philosophie. J'entends dire que la jeunesse est dégoûtée de la science. La jeunesse n'est qu'une abstraction que chacun fait parler au gré de ses craintes ou de ses espérances. Si vous étiez dégoûtés de la vérité scientifique, de son exactitude, de sa précision, des qualités qu'elle donne à l'esprit, des vertus qu'implique sa découverte, je vous plaindrais. On ne s'enrichit pas en jetant par-dessus bord ce qu'on a péniblement conquis, on ne retourne pas en arrière, une réaction n'est pas un progrès. Mais la *Science*, qu'on écrit avec une lettre majuscule comme Dieu, n'est qu'une religion déguisée; une scolastique, fermée à l'étonnement, dont la logique singulière est de dépasser toujours les prémisses dans la conclusion, qui a ses procédés uniformes d'explication, ses solutions toutes prêtes, ses dogmes immuables. Si vraiment vous avez renoncé à cette dernière forme qu'ait prise la superstition, ce n'est pas moi qui vous en blâmerai.

La culture exclusive de l'esprit par les sciences

positives ne serait pas sans danger; la philosophie est son correctif. Le savant ne s'interroge par sur les principes, il s'en sert, il ne les justifie qu'en montrant qu'ils réussissent; il accepte la pensée une fois pour toutes et la traite comme un simple moyen de constater une vérité où elle n'a point à intervenir. Dans le travail de la recherche, l'esprit se défie de lui-même, se met en garde contre sa précipitation, ses idées préconçues; il semble que dans cette découverte d'une vérité tout impersonnelle, tout objective, il soit l'obstacle, le danger, la cause d'erreur qu'il importe d'éliminer. A dire vrai, ce haut désintéressement n'est pas l'assujettissement, il est la libération de l'esprit dont rien ne doit troubler l'action ni entraver la fécondité dans le vrai. Mais, à ne consulter que l'apparence, il semble que la vérité soit contenue dans l'objet, qu'elle s'y cache, qu'il n'y ait qu'à l'y voir ou qu'à l'en extraire. Ajoutez que l'habitude de cette méthode tout objective donne la tentation de l'appliquer à l'étude de l'esprit lui-même, qui, ainsi regardé du dehors, dans ses conditions, devient quelque chose d'extérieur, de sensible, une chose parmi les autres choses. La science tourne à la confusion de la pensée qui se perd dans le monde qu'elle a ouvert devant elle et s'ensevelit dans sa victoire. Volontiers nous prétendons que notre démocratie repose sur l'idée du droit, sur le caractère sacré de la personne : il faut que l'esprit soit appelé à réfléchir sur ses rapports avec l'objet qu'il s'oppose, qu'il se rende compte de son action dans la constitution et

dans la découverte de la vérité, qu'il reprenne en se recueillant la conscience de sa valeur et de sa réalité. Tandis qu'à considérer les choses du point de vue de l'espace et du temps, la terre, que longtemps l'illusion humaine immobilisa au centre de l'univers pour y rapporter tout le reste, n'est qu'une barque fragile perdue sur un océan sans rivage, l'homme, l'invisible naufragé que l'immensité anéantit; du point de vue de la réflexion, le monde est un phénomène de l'esprit : c'est en lui que s'enfoncent ces perspectives, que s'ouvrent ces horizons, c'est lui qui toujours recule la limite, ajoute l'étendue à l'étendue, la durée à la durée, si bien que quand il se trouble devant l'infini, c'est de sa propre sublimité qu'il s'épouvante. « Toute notre dignité consiste dans la pensée, dit Pascal; c'est de là qu'il faut nous relever. »

Mais, messieurs, la philosophie n'offre-t-elle pas le grand danger, en ramenant l'esprit à lui-même, de l'y enfermer; n'est-elle pas par là propre à faire des utopistes qui, pour trop croire que le monde est leur représentation, seront tentés de prendre le rêve pour la réalité? Il est tel de nos contemporains qui s'effraie de la consommation d'idéal qui se fait dans notre société. Aveuglement de philosophe sans doute, je n'arrive à découvrir cet excès ni dans ce qui s'étale par nos rues et sur nos murs, ni dans notre littérature, ni dans nos mœurs, ni dans nos luttes politiques. Que d'ailleurs l'enseignement de la philosophie soit fait pour développer le sens de l'idéal, la volonté de le réaliser, l'espérance d'y réussir, j'en fais l'aveu.

Mais aux hommes positifs, qui voient dans l'idéal le principe des illusions dangereuses, je réponds que la chimère n'est pas l'excès, mais le manque d'idéal, qu'elle sort non de la philosophie mais de la fausse science, non de ce que l'esprit exagère sa puissance et sa réalité, mais de ce qu'il les oublie. La chimère consiste à croire que les choses se feront d'elles-mêmes, que le bien sera produit du dehors, sans l'initiative, sans l'intervention constante de la volonté; l'idéal est le bien moral, le bien qu'on attend de soi-même ; il est intelligence, amour et volonté, patience autant que passion; c'est de l'esprit qu'il naît, c'est en lui que d'abord il doit être réalisé, c'est par lui seul qu'il peut entrer dans la trame des faits.

Si vraiment le monde n'est que la continuité d'un même mouvement dont la quantité se conserve à travers les progrès illusoires qui élèvent vers la vie et vers la conscience, l'homme fait partie de son milieu physique; ses sentiments, ses volontés, ses actes ne sont que les mouvements extérieurs qui traversant son organisme se continuent par lui. En fait, le milieu actuel, traduit en états de conscience, donne la souffrance, le vice, un universel malaise. Puisque c'est le milieu qui fait l'homme, pour changer l'homme, changeons le milieu. Procédons scientifiquement. Il y a des machines qui, par une ingénieuse disposition de rouages, donnent une forme à la matière brute : construisons une machine sociale qui, par une nécessité extérieure, produise le bonheur et la vertu. Ne dites pas que la science apprend

qu'on ne change pas brusquement le milieu d'un être sans le détruire. La science établit seulement que des individus qui ne réussissent pas à s'adapter au milieu nouveau disparaissent, elle ne condamne pas la révolution, elle avertit qu'elle se paie; c'est une question d'acclimatation qui en fin de compte se résout en une dissolution et une recomposition de mouvements selon des lois nécessaires.

L'idéal guérit de la chimère. Rien n'est plus propre que l'effort moral à nous convaincre que l'absolu n'est pas de ce monde, que la nature ne se plie pas à notre caprice et qu'on n'obtient rien d'elle qu'en s'accommodant à ses lois. La société est un milieu moral; fait des individus qui le composent, de leurs idées, de leurs sentiments, de leurs tendances, ce milieu est ce qu'ils sont, il vaut ce qu'ils valent; on n'obtient pas la douceur en multipliant la brutalité par elle-même; derrière l'abus, il y a la faiblesse morale qui le maintient et le ferait renaître; avec la ferme résolution de ne rien refuser ni à la justice, ni à la fraternité, commençons la société meilleure en préparant le citoyen par la réforme de nous-mêmes.

Après ceux qui reprochent à l'enseignement de la philosophie d'exagérer la confiance de l'esprit dans ses propres forces, voici ceux qui l'accusent d'engendrer le scepticisme. Les opinions s'opposent, la science n'est pas faite. Dans une société comme la nôtre, où les questions les plus complexes, questions morales, sociales, religieuses, sont brutalement tranchées et en tous sens par l'ignorance, la passion, la fantaisie, il

n'y a pas à craindre que la pensée réfléchie crée le désordre. Comme l'a dit avec beaucoup de justesse M. Alfred Fouillée : « les opinions philosophiques sont infiniment moins divisées que les opinions *non philosophiques*... Il suffit, pour s'en convaincre, d'avoir assisté à une discussion d'amateurs... La recherche méthodique de la vérité est l'unique moyen de réduire les divergences au minimum et de poser enfin des alternatives bien définies. » Sans doute la philosophie n'est pas une science faite, où la vérité, comme en mathématiques, se reconnaît à l'accord de tous les esprits. Quelle est la science morale qui réalise cet idéal? L'éducation n'est pas, pour un peuple libre, l'art de tromper la jeunesse par de fausses certitudes, mais l'art de l'acheminer progressivement vers la vie, en lui en faisant connaître les devoirs et pressentir les épreuves. Je ne vois pas d'inconvénients à ce que le jeune homme apprenne que toute vérité ne s'impose pas du dehors par le témoignage des faits ou par la contrainte logique, à ce qu'il soit averti qu'il est des problèmes qui demandent après l'examen de l'intelligence la décision de la volonté, des croyances qui viennent plus de l'esprit que des choses et que confirment les sacrifices qu'elles imposent. La philosophie n'est pas une science finie, par là elle ressemble à la vie et en donne l'intelligence. On parle de chimère, je n'en sais pas de plus dangereuse que la manie d'achever, d'arrêter une bonne fois le mouvement, de fixer l'homme dans le repos d'un état définitif. La société parfaite va naître d'une législation

qui prévoira, qui réglera tous les rapports économiques, à moins que ce ne soit de l'abolition de toute contrainte légale. Chacun supprime ce qui le gêne, simplifie, taille dans le vif; écoutez nos prophètes; tous annoncent que quelque chose va mourir, hier c'était la religion, la métaphysique, l'art, la morale; il paraît que c'est la science aujourd'hui; au total, il ne reste rien. Il reste la vie qui continue son cours, la vie qui ne s'achève pas, qui est une harmonie mobile, instable de termes contraires qu'elle accorde dans une unité qui se fait et se défait sans cesse. Ne nous appauvrissons pas à plaisir, acceptons-la tout entière, le sentiment et la pensée, le réel et l'idéal, l'art et la science, avec le perpétuel effort qui la maintient dans son intégrité. La philosophie serait bienvenue à guérir la manie de finir ce qui ne finit pas, à nous rendre par là encore plus humains, plus intelligents de toutes les formes de la vie morale, plus disposés à les comprendre et à les vivre.

Je conclus. De ce qui se fait en Allemagne nous ne pouvons déduire ce qui doit se faire en France. En Allemagne, l'éducation morale de la jeunesse repose sur l'action combinée de l'enseignement religieux et de l'enseignement historique, parce que c'est sur l'autorité d'une tradition commune qu'on cherche à fonder l'unité de l'esprit public. La liberté impose plus de devoirs qu'elle ne confère de droits : le pire esclavage est celui qui s'ignore. En renonçant à demander à la tradition religieuse le principe de l'éducation nationale, la France s'est donné des obliga-

tions nouvelles. Pour avoir mis sa confiance dans la raison et la liberté, elle s'est engagée à les cultiver, à les fortifier, à y faire comme un incessant appel. Sa tradition même amène à la réflexion, se complète, s'achève par elle. Il ne faut pas supprimer l'enseignement philosophique et moral, il faut que ceux qui en ont la direction ou la charge de plus en plus s'efforcent d'en faire sortir l'amour justifié, éclairé d'une patrie, envers laquelle on peut remplir tous ses devoirs, sans trahir aucun de ceux qu'on se reconnaît envers l'humanité.

TABLE DES MATIÈRES

868-04. — Coulommiers. Imp. Paul BRODARD. — 10-04.

